



HAL
open science

LA RUSSIE ET LA FRANCE DANS L'ESPACE MONDIAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR , Livre blanc

Igor Bartsits, Elena Ponomarenko, Kirill Bykov, Alexandre Bystriakov,
Frédérique Vidal, Oleg Curbatov, Gulnara Krasnova, Stéphane Ngo Mai, Ani
Oganesyan, Virginie Oddo, et al.

► **To cite this version:**

Igor Bartsits, Elena Ponomarenko, Kirill Bykov, Alexandre Bystriakov, Frédérique Vidal, et al.. LA RUSSIE ET LA FRANCE DANS L'ESPACE MONDIAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR , Livre blanc. Elena Ponomarenko. Petit Futé (Nouvelles éditions de l'Université), 2018, Igor Bartsits, (ISBN version imprimée). hal-02048837

HAL Id: hal-02048837

<https://hal.science/hal-02048837v1>

Submitted on 25 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Académie russe de l'économie nationale et de l'administration publique
(RANEPA)

Institut de l'administration publique et de la gestion (IAPG)

RAPPORT ANALYTIQUE – LIVRE BLANC

«LA RUSSIE ET LA FRANCE DANS L'ESPACE MONDIAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR»

Sous la direction générale de
Igor Bartsits, docteur en droit, professeur

Petit Futé



RANEPA
RUSSIAN PRESIDENTIAL ACADEMY
OF NATIONAL ECONOMY
AND PUBLIC ADMINISTRATION



IPACS
INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION
AND POLITICAL SCIENCE



ЦЕНТР ЭКОНОМИЧЕСКИХ
И СОЦИАЛЬНЫХ ИССЛЕДОВАНИЙ

LA RUSSIE ET LA FRANCE DANS L'ESPACE MONDIAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ouvrage collectif sous la direction générale de:

Igor BARTSITS

*Directeur de l'Institut de l'administration publique et de la gestion de la RANEPA
(IAPG RANEPA), docteur en droit, professeur*

Collectif d'auteurs:

Elena Ponomarenko (directeur scientifique de l'ouvrage), directeur du Centre russofrançais de l'IAPG RANEPA, professeur, docteur en économie; Kirill Bykov, Ph.D. en économie, conseiller de l'Ambassade de Russie en France pour la science et la technologie; Alexandre Bystriakov, vice-directeur de l'IAPG RANEPA, professeur, docteur en économie; Frédérique Vidal, Professeur des Universités, Gulnara Krasnova, professeur, docteur en philosophie, Stéphane Ngo-Mai, Professeur des Universités, Ani Oganessian, Ph.D. en économie et sciences de gestion, responsable des projets du Centre russo-français de l'IAPG RANEPA; Oleg Curbatov, Maître de Conférences HDR de l'Université Paris 13, IAUPL; Virginie Oddo, directrice service développement, experte en stratégie universitaire; Chivleta Taguirova, Ph.D. en philosophie, référent du Ministère de l'Education et de la Science de la Fédération de Russie.

LA RUSSIE ET LA FRANCE DANS L'ESPACE MONDIAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. – Ouvrage collectif édité sous la direction générale

de Igor Bartsits. – Paris: Le Petit Futé, 2018. 208 pages.

Editeur: Le Petit Futé

Copyright: collectif d'auteurs, représentants des organisations de la RANEPA, de l'UNS, de l'IAUPL.

Publication académique subventionnée par l'Institut de l'administration publique et de la gestion de la RANEPA.

ISBN: 9791033170273.

Version imprimée

Avant-propos des éditeurs	4
1. Défis globaux du marché mondial des services de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique: problèmes et solutions	12
1.1 Analyse du marché mondial des services de l'enseignement supérieur: modèles dominants.....	12
1.2 Analyse comparative de la demande sur les marchés européen et russe de services d'enseignement supérieur. Le lien entre les emplois des diplômés et le niveau de la formation.....	23
1.3 Internationalisation de l'enseignement supérieur: principales tendances internationales	57
1.4 Evaluation des Universités-réseaux dans l'Union européenne et le monde	78
2. Analyse institutionnelle des réformes dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche: expérience de la Russie et de la France	109
2.1 Nouveaux modèles mondiaux du développement des universités dans le contexte de la révolution numérique: approches théoriques.....	109
2.2 Les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en France. Rapports nationaux de 2015-2017.	123
2.3 Vecteurs principaux du développement de l'enseignement supérieur en Russie.....	134
3. Analyse du développement de la coopération franco-russe dans le domaine des sciences, de l'enseignement supérieur et de la recherche: contexte général et perspectives.....	146
3.1 Analyse de la coopération franco-russe dans le domaine des sciences, de l'enseignement supérieur et de la recherche au niveau interministériel.....	146
3.2 Analyse des mécanismes du développement de la coopération scientifique et éducative entre la France et la Russie.....	155
3.3 L'état et les perspectives de la mobilité académique franco-russe.....	168
3.4 Les nouvelles formes de coopération bilatérale entre les organismes éducatifs russes et français.....	176
Conclusion.....	185
Bibliographie	194

AVANT-PROPOS DES EDITEURS

En France tout comme en Russie, les questions de la qualité de l'éducation en général et celles de l'enseignement supérieur plus spécialement sont parmi les sujets principaux qui sont discutés en permanence. Dans ces deux pays, les changements globaux de nature sociale, économique et politique, qui sont observés ces dernières décennies dans le monde contemporain, portés par le développement intensif de l'économie numérique et la transformation des connaissances en facteur de croissance économique, ont largement influencé le rôle, la forme, et les modes de fonctionnement du système d'enseignement supérieur. Il est soumis à des exigences de plus en plus complexes en ce qui concerne la formation des cadres pour la nouvelle économie qui est caractérisée par une forte demande de personnes créatives, capables de s'adapter rapidement à un environnement en constante évolution et de poursuivre un apprentissage continu. Cela nécessite l'élaboration de nouveaux formats de formation pour assurer son lien avec la Recherche et le Développement.

Les changements-clés sur le marché mondial de l'enseignement supérieur sont aussi liés à la concurrence croissante et à la demande accrue de services éducatifs complexes, tels que les programmes de formation conjoints prévoyant la délivrance de plusieurs diplômes, les programmes de mobilité académique, les modes de formation en réseau et la recherche conjointe.

Tout cela suscite de vastes débats sur les directions et les mécanismes de développement ultérieur de l'enseignement supérieur, encourage la création de différents programmes éducatifs internationaux, d'universités en réseau, qui regroupent les ressources d'établissements d'enseignement et de recherche de plusieurs pays. Cela facilite également l'élaboration d'idées novatrices concernant le modèle de l'Université du XXI siècle.

Il y a 20 ans, en 1997, Jacques Delors dans son rapport de renommée mondiale *«L'éducation: un trésor est caché dedans»* [1] a indiqué les tensions majeures suscitées par la mondialisation; ces tensions, sans être nouvelles, sont devenues les principaux problèmes du XXI siècle qu'il

faut régler dans le domaine de l'éducation:

- global et local: devenir peu à peu citoyen du monde sans perdre ses racines et tout en participant activement à la vie de sa nation et des communautés de base;
- universel et singulier: la mondialisation de la culture se réalise progressivement, mais encore partiellement;
- tradition et modernité: s'adapter sans se renier, construire son autonomie en dialectique avec la liberté et l'évolution de l'autre, maîtriser le progrès scientifique;
- long terme et court terme: tension éternelle, mais nourrie aujourd'hui par une domination de l'éphémère et de l'instantanéité, dans un contexte où le trop plein d'informations et d'émotions sans lendemain ramène sans cesse à une concentration sur les problèmes immédiats. Les opinions veulent des réponses et des solutions rapides, alors que beaucoup des problèmes rencontrés nécessitent une stratégie patiente, concertée et négociée de la réforme. Tel est précisément le cas pour les politiques de l'éducation.

Les défis du marché éducatif mondial ont provoqué un grand intérêt des scientifiques, des experts, des hommes politiques, des gestionnaires pour les modèles du développement ultérieur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Une grande attention est accordée aux études sur le nouveau modèle de l'Université dans le monde, à l'analyse de l'expérience des universités en réseau et des formes de la collaboration en réseau entre les universités, ainsi qu'à l'utilisation des ressources éducatives libres dans le domaine de l'enseignement supérieur, afin d'identifier les meilleures pratiques et de les mettre en place.

Au début des années 2000 beaucoup de pays du monde ont adopté de nouvelles lois sur l'enseignement supérieur et la recherche et ont procédé aux réformes de grande envergure dans ces domaines. Il y a eu une brusque croissance en termes d'exigences vis-à-vis des universités, suite au suivi de la progression des universités dans les classements mondiaux qui tiennent compte d'un grand nombre de nouvelles exigences

relatives à la qualité des formations, à l'intégration de la recherche dans le processus d'enseignement supérieur, à l'internationalisation, à l'incitation des enseignants-chercheurs à publier dans les revues classées et à déposer leurs travaux dans les bases de publications internationales indexées, etc. La France et la Russie ont adopté, presque simultanément, de nouvelles lois sur l'éducation. Le 22 juillet 2013 la France a adopté la nouvelle «*Loi relative à l'enseignement supérieur et à la recherche*». La Russie, à son tour, a adopté le 29 décembre 2012 la Loi fédérale No 273-FZ «*De l'éducation en Fédération de Russie*». Certaines dispositions de ces lois sont presque identiques, par exemple: la possibilité de l'enseignement en anglais dans les universités nationales, le développement des technologies numériques dans l'éducation, la coopération internationale, la détermination à valoriser les universités plus compétitives et autres dispositifs nationaux.

La France a adopté le Plan stratégique de la recherche et a créé le Conseil stratégique de la recherche chargé de la réforme du mécanisme de coordination de la recherche et du renforcement des avantages concurrentiels de la recherche française sur le marché européen et international.

La Russie trouve intéressante l'expérience française en matière d'attraction d'étudiants étrangers. Selon les données de Campus France publiées en 2016, la France occupe la quatrième place mondiale (après les États-Unis, la Grande Bretagne et l'Australie) en termes de nombre d'étudiants étrangers admis dans les établissements d'enseignement supérieur nationaux (310 mille personnes en 2015), surpassant de peu la Russie, qui se trouve en cinquième place (281 mille personnes) [2].

Depuis de nombreuses années, les étudiants russes montrent un intérêt pour les études en France, comme les étudiants français pour les études en Russie. Selon les données du projet réalisé par la Mission de l'Union Européenne en Russie pour étudier les programmes éducatifs conjoints entre les universités de l'UE et de Russie «*Completing the analysis and developing a Catalogue of joint education programmes between Higher Education Institutions of the European Union and Russia*» [3], c'est entre les universités russes et françaises que le plus grand nombre de programmes conjoints existe. Ceci est

la preuve d'une coopération intense entre les universitaires russes et françaises. En 2015, la Russie et la France ont signé un accord bilatéral sur la reconnaissance réciproque des diplômes, des qualifications et des grades universitaires, un événement vraiment emblématique. L'exposé des faits divers et l'objectif de cet ouvrage consistent à montrer, encore une fois, que la France et la Russie conjointement sont bien intégrées dans l'espace mondial de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il est extrêmement important d'élargir davantage la coopération entre les universitaires, de faciliter la mobilité et les échanges réciproques d'étudiants russes et français pour assurer l'obtention des objectifs du développement durable et la consolidation de la collaboration entre les deux pays, la progression des enseignants-chercheurs hautement qualifié pour des projets communs franco-russes, l'élargissement des liens économiques et les exportations. La réalisation de ces objectifs est soutenue par les activités du Centre Russo-Français d'Enseignement et de Consultation (CRFEC <http://rfc.ranepa.ru>) créé en 2013 sur la base de l'Institut de l'Administration Publique et de la Gestion (IAPG) au sein de l'Académie Russe d'Economie Nationale et d'Administration Publique auprès du Président de la Fédération de Russie (RANÉPA).

Suite à la XXI session du Conseil franco-russe économique, financier, industriel et commercial (CEFIC) le 25 janvier 2016, l'Université Franco-Russe en réseau a été créée. Pour la France, le protocole d'intention a été signé par Emmanuel Macron, qui était à l'époque le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique. Le 4 avril 2016, les Statuts de l'Université Franco-Russe (UFR) ont été signés dans le cadre de la Commission Franco-Russe sur la coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation et de l'échange de jeunes. Ainsi l'Université Franco-Russe a été co-fondée par quatre universités russes et quatre universités françaises.

Le présent rapport, autrement dit le 'Livre blanc', est une monographie collective, qui s'appuie sur un nombre de projets de recherche mis en œuvre durant les années 2015-2017 par les collaborateurs du Centre russo-français d'enseignement et de consultation de l'IAPG RANÉPA

en coopération avec leurs homologues français de l'Université Nice Sophia Antipolis et d'autres universités sur demande de la RANÉPA et l'IAPG.

Le présent rapport se fixe pour objectif d'identifier les directions et les formats prometteurs du développement de l'enseignement supérieur dans le contexte contemporain en ce qui concerne la coopération internationale entre la Russie et la France dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. L'analyse des facteurs-clés influençant le développement de nouveaux modèles d'universités et de l'éducation internationale est conçue comme une base pour l'élaboration de recommandations concrètes pour des universités russes.

La méthodologie de l'étude s'appuie sur plusieurs éléments. Dans le cadre de ses efforts visant à atteindre les objectifs du développement de la coopération internationale dans l'éducation, le Centre russo-français d'enseignement et de consultation de l'IAPG RANÉPA recueille, résume et analyse l'information, les données statistiques, monographiques et analytiques aux niveaux international, national et local qui portent principalement sur l'enseignement supérieur et la science en France et en Russie.

Au cours de la préparation du présent rapport les matériels suivants ont été utilisés:

- a) de vastes bases de données sur les comparaisons internationales (les données de l'Institut de la Statistique de l'UNESCO, de Campus France, des sites officiels de ministères, de divers agences, des universités, les données de classements internationaux, de projets et de programmes internationaux);
- b) l'analyse des stratégies nationales du développement de l'enseignement et de la recherche, du concept de la politique migratoire; les actes législatifs et les règlements administratifs dans ce domaine en France et en Russie;
- c) les rapports analytiques et les données statistiques d'organisations internationales (Parlement Européen, indicateurs de l'OCDE, Global Education Digest, etc.), les monographies et les articles des enseignants-chercheurs russes et étrangers;
- d) les travaux de recherches propres réalisés par le Centre

Russo-Français afin d'apporter une réponse structurée à la demande du marché mondial de services de l'enseignement supérieur dans les universités et à l'employabilité des jeunes diplômés. Ils présentent l'analyse complète concernant les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les pays de l'UE, le développement des universités en réseau, les nouveaux modèles d'université dans le contexte de l'économie numérique. Il s'agit de travaux collectifs qui ont été réalisés en collaboration avec les enseignants-chercheurs des universités partenaires sur demande de la RANEP.

Le rapport analytique de ce livre blanc est organisé en trois sections.

La première section comprend l'analyse des dernières tendances du marché des services de l'enseignement supérieur, de ses modèles économiques dominants, et l'étude comparative de la demande de services dispensés par l'enseignement supérieur sur les marchés russe et européen, ainsi que de l'emploi des diplômés selon leur niveau de formation. Selon cette étude, la tendance actuelle dans le monde est l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans le contexte du développement numérique, ainsi que des formes novatrices de formations internationales qui en résultent. Ces dernières deviennent plus compétitives et durables et de plus en plus demandées par l'espace éducatif européen et russe. Il s'agit de programmes d'études conjoints à trois niveaux d'éducation introduits au cours du processus de Bologne: Licence, Master et Doctorat. Les programmes d'études qui prévoient deux ou plusieurs diplômes des universités partenaires dans différents pays sont les plus populaires.

Il convient de présenter ici pour la première fois une étude réalisée sur les universités en réseau: dans le monde, dans l'Union Européenne ainsi qu'en Fédération de Russie. Elle est présentée essentiellement à la demande des communautés universitaires et scientifiques dans des conditions de manque de publications récapitulatives internationales et d'autres publications similaires. Le rôle des universités en réseau s'est renforcé considérablement ces dernières décennies suite à l'intensification des processus de mobilité étudiante et académique, de projets conjoints dans la sphère de l'enseignement supérieur et de

la recherche, de formes numériques de formation, ainsi que de la reconnaissance réciproque des diplômes et des grades académiques.

La deuxième section du rapport de ce livre blanc est consacrée à une analyse comparative des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en France et en Russie, à l'évolution des modèles d'université dans ce monde de l'information, ainsi qu'au problème de l'identification d'un nouveau modèle d'université dans les études théoriques ainsi qu'en application de réformes, dont le but particulier consiste à conjuguer la recherche et l'enseignement pour assurer la formation – de manière réelle et non plus déclarative – de spécialistes novateurs capables de prendre des décisions responsables dans des conditions de risque et d'incertitude pour répondre aux défis de la révolution numérique. Cette section examine les aspects pratiques des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en cours, tels que le contenu, la gestion, les finances, etc.

La dernière section du rapport analytique est consacrée aux dimensions pratiques de la coopération franco-russe dans le domaine de l'enseignement supérieur, des sciences et de la recherche. Elle examine, de manière conséquente, la collaboration intergouvernementale, les mécanismes du développement de la coopération scientifique et universitaire, les formes de la mobilité académique, les nouvelles tendances dans cette sphère. Les futures perspectives du développement de la coopération franco-russe, qui incluent, outre les domaines traditionnels, l'interaction des structures des sociétés civiles des deux pays – ce qui permettrait de repousser les limites de la collaboration humanitaire – nous semblent d'un intérêt particulier.

Le présent rapport continue la série de publications de l'IAPGRANEPa consacrées à la coopération entre la Russie et la France dans la sphère de l'éducation, la science, la recherche et l'enseignement supérieur¹, tout en étendant et approfondissant l'éventail des questions à l'examen.

¹ Voir par exemple: "Le partenariat entre la France et la Russie: l'internationalisation de l'enseignement et de la recherche, le rôle et le potentiel de la langue russe", 1ère édition/direction générale G.A.Krasnova et E.V.Ponomarenko, Moscou: Maison d'édition "Délo", 2015 "Le partenariat entre la France et la Russie: l'internationalisation de l'enseignement et de la recherche, le rôle et le potentiel de la langue russe", 2ème édition/direction générale E.V.Ponomarenko, Moscou: Maison d'édition "Délo", 2017.

L'équipe des auteurs qui travaille depuis longtemps de manière efficace sur les problèmes de la comparaison analytique des nouvelles tendances dans l'enseignement supérieur et la recherche en Russie et en France, ainsi que du développement de la coopération franco-russe dans ces domaines, comprend des responsables de l'enseignement supérieur, des enseignants-chercheurs et des spécialistes-praticiens. Du côté russe, l'équipe comprend: Professeur I.N. Bartsits, Ph.D. (droit), directeur de l'IAPG RANEPa (administration générale du projet); Professeur E.V.Ponomarenko, Ph.D. (économie), directeur du Centre russo-français (CRFEC de l'IAPG, rédacteur scientifique); Professeur G.A.Krasnova, Ph.D. (philosophie); Professeur A.Ya.Bystriakov, Ph.D. (économie); A.A.Oganesyan, Ph.D. (économie et sciences de gestion), spécialiste principal du CRFEC de l'IAPG; Ch.V. Tagirova, Ph.D. (philosophie), référent du ministère de l'Enseignement et de la Science de la Fédération de Russie; K.E.Bykov, Ph.D. (économie), Conseiller de l'Ambassade de Russie en France. Du côté français, l'équipe est représentée par les enseignants-chercheurs homologues de l'Université Nice Sophia Antipolis qui ont fourni les travaux de leurs études au travers de leurs expériences professionnelles en 2015-2016: Professeur des Universités Frédérique Vidal; Professeur des Universités Stéphane Ngô-Mai; Madame Virginie Oddo, Experte en stratégie universitaire et Monsieur Oleg Curbatov, Maître de Conférences HDR de l'Université Paris 13, représentant l'Association Internationale des Professeurs et Maîtres de Conférences des Universités (IAUPL), qui a le statut de partenaire officiel de l'UNESCO.

Le collectif des auteurs exprime sa reconnaissance à tous ceux qui ont soutenu l'idée du rapport analytique tout au long de sa discussion, promotion et mise au point, ainsi qu'à tous ceux qui enverront aux auteurs leurs observations, leur critique constructive et leurs propositions concernant l'amélioration des matériels analytiques.

1.

DEFIS GLOBAUX DU MARCHE MONDIAL DES SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE: PROBLEMES ET SOLUTIONS

1.1. Analyse du marché mondial des services de l'enseignement supérieur: modes dominants

La croissance soutenue du segment des services de l'enseignement supérieur est devenue une des tendances évidentes du marché mondial des services de l'éducation. L'éducation représente aujourd'hui un domaine majeur de l'économie mondiale et un des secteurs du marché mondial des services en voie de développement très rapide qui détermine le développement économique de tout pays, ainsi que sa compétitivité dans l'arène mondiale. Le volume des ventes sur le marché international des services de l'éducation s'élève à des milliards d'euros. Ce marché se caractérise par des volumes croissants d'exportations de services et des flux croissants de mobilité académique. Les services de l'enseignement supérieur représentent son segment le plus dynamique.

Il existe plusieurs raisons à cela. La raison principale en est qu'au XXI^e siècle l'enseignement supérieur professionnel devient accessible à de larges pans de la population et que le fait d'avoir plusieurs diplômes universitaires et de parler plusieurs langues étrangères devient un avantage compétitif réel sur un marché du travail très dynamique qui exige toujours plus des demandeurs d'emploi. A l'inverse, au XX^e siècle l'enseignement supérieur présentait pour ceux qui s'inscrivaient à l'Université la possibilité de changer radicalement leur statut dans la société; cet enseignement avait un caractère élitiste et restreignait considérablement le nombre de prétendants aux emplois prestigieux.

Dans les conditions de la transition vers un nouveau mode de vie technologique et la révolution digitale qui est en cours depuis les 50 dernières

années, la demande massive de formations relevant de l'enseignement supérieur professionnel a provoqué une croissance extrêmement rapide de l'offre des services d'enseignement supérieur. Cette offre croissante doit répondre, dans les conditions d'un marché compétitif, à une demande accrue dans les pays développés, mais encore plus intense dans les économies de la Chine, de l'Inde, et d'autres pays en pleine croissance d'Asie et d'Amérique Latine.

D'après les évaluations de l'OCDE, près de 140 millions d'étudiants font actuellement leurs études dans 36 000 établissements d'enseignement supérieur [4]. Selon l'UNESCO, des milliers d'établissements d'enseignement supérieur dans 129 pays du monde proposent leurs services éducatifs aux étrangers, mais la concurrence essentielle se joue entre les pays les plus développés de l'Europe de l'Ouest (Royaume-Uni, Allemagne, France), l'Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada), l'Australie et le Japon qui comptent plus de 4/5 de tous les étudiants étrangers [5].

D'après l'OMC, la capacité du marché mondial de l'éducation s'élevait il y a dix ans (en 2008) à près de 90-100 milliards de dollars US. Mais, selon un certain nombre d'experts [4,6], vers 2030 ce chiffre pourrait connaître une très forte progression et atteindre 600-800 milliards de dollars US.

Le développement dynamique du marché mondial des services de l'éducation, ainsi que la concurrence très serrée sur ce marché sont évidents. L'observation attentive de la dynamique du marché mondial de l'éducation présente un grand intérêt non seulement à cause de facteurs économiques et politiques (revenus stables, augmentation de la part du PIB, croissance de l'emploi, stabilité des relations et attitude amicale envers le pays qui dispense l'enseignement supérieur), mais aussi compte tenu des perspectives de développement social et économique, technologique et institutionnel, sans oublier le développement des relations internationales.

La croissance de la demande de services d'enseignement supérieur professionnel et la concurrence sur le marché mondial de l'éducation ont donné une impulsion puissante au développement des processus d'internationalisation de l'éducation dans le monde entier. Ils se

traduisent, avant tout, par la croissance du nombre d'étudiants étrangers, le développement de nouvelles formes d'enseignement supérieur, et la recherche de nouveaux modèles pour les universités. Ceci est lié au caractère universel des connaissances, à l'uniformisation des contenus et des types d'éducation, et à l'élargissement de l'accès au savoir à l'époque de l'Internet.

Actuellement, les parts des pays sur le marché de l'éducation mondiale sont déterminées en fonction du nombre d'étudiants étrangers qui y font leurs études.

Pendant la période 2000 à 2014, le nombre total des étudiants, stagiaires, membres de programmes postdoctoraux étrangers qui ont fait leurs études universitaires en dehors de leurs pays d'origine a augmenté de plus de deux fois, passant de 2,1 à 5 millions de personnes. Selon l'Institut statistique de l'UNESCO, chaque année près de 3 millions d'étudiants partent faire leurs études à l'étranger. L'analyse de l'évolution du nombre d'étudiants qui font leurs études à l'étranger démontre une croissance continue dans les universités étrangères.

D'après l'UNESCO, vers 2025 le nombre d'étudiants étrangers atteindra 8 millions de personnes [7].

Il y a encore 30-35 ans, les Etats-Unis et l'URSS étaient les leaders incontestables de l'exportation de services d'éducation. En 1990, l'URSS occupait la troisième place mondiale pour le nombre d'étudiants étrangers (126 500 personnes), après les Etats-Unis et la France.

Actuellement, les Etats-Unis occupent durablement la première place sur ce marché; déjà en 2010-2011, ils contrôlaient près de 20% du marché mondial des services d'enseignement supérieur. Le Royaume-Uni avec près de 15% des ventes dans le domaine était à la deuxième place. Ces deux pays occupaient plus d'un tiers du marché mondial de l'enseignement supérieur, suivis par l'Allemagne (9 %) et la France (8 %). La part de la Fédération de Russie sur le marché mondial des services d'enseignement supérieur ne dépassait pas 4%.

Pourtant, la situation évolue d'une manière très dynamique. En 2014, les Etats-Unis détenaient toujours la première place avec 17% du marché, le Royaume-Uni était deuxième avec 16% et trois pays se partageaient

la troisième place avec 6%: la France, l'Allemagne et l'Australie, suivies par le Canada avec 5%, la Russie avec 4%, le Japon, l'Italie, la Chine, la République Sud-Africaine, l'Autriche, l'Espagne, la Nouvelle Zélande avec chacun 2%, et le reste du monde se partageant les 29% restants [8,9].

D'après le nombre de citoyens étrangers qui faisaient leurs études dans le pays, la Russie occupait en 2010 la huitième place mondiale derrière les Etats-Unis (580 mille personnes), le Royaume-Uni (233 mille personnes), l'Allemagne (200 mille personnes), la France (160 mille personnes), l'Australie (157 mille personnes), la Chine (141 mille personnes), l'Espagne (124 mille personnes) [10].

En 2016, la Russie détient déjà 4,5% du marché mondial de l'enseignement supérieur, ce qui représente un bon score compte tenu du fait que la France en détient 6,5%, le Royaume-Uni 9%, l'Allemagne 7%, les Etats-Unis 17% et la Chine 2%. Ainsi, en 2016 la Russie a accueilli 281 mille étudiants étrangers, des doctorants et des étudiants de programmes d'enseignement complémentaire, y compris les programmes de MBA et DBA. Pendant les trois dernières années, le nombre d'étudiants étrangers a augmenté de 8% chaque année [2].

D'une part, le marché mondial des services d'enseignement supérieur est quasiment réparti entre les grands pays développés tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Australie, le Canada, et la Russie enfin, qui clôture la liste des leaders, mais d'après les experts russes dans le domaine, la concurrence devient de plus en plus acharnée sous l'influence d'un facteur important: "une confrontation globale entre les Etats-Unis et les pays de l'UE d'un côté, la Chine d'un autre côté, la Fédération de Russie sur un troisième côté et le monde musulman sur le quatrième côté." [9,5].

On sait que les universités américaines gagnent grâce aux étudiants étrangers 15 fois plus que l'Administration des Etats-Unis n'y dépense. L'éducation est la cinquième exportation la plus importante des Etats-Unis.

Les dépenses de la France pour les étudiants étrangers s'élèvent chaque année à près de trois milliards d'euros (données de 2014). Mais les entrées du trésor national qui proviennent des étudiants étrangers sont 1,5 fois plus élevés et atteignent 4,65 milliards d'euros, y compris:

- 3250 millions d'Euros de dépenses quotidiennes de consommation courante des étudiants étrangers;
- 563 millions d'Euros pour les frais d'inscription et de scolarité;
- 364 millions d'Euros de dépenses de transport aérien auprès d'opérateurs français;
- 66 millions d'Euros de dépenses par les proches qui rendent visite aux étudiants en France [11].

Les différents pays utilisent des modèles économiques et financiers, très différents, de prestation de services d'enseignement supérieur, d'attraction des étudiants étrangers et d'exportation de services éducatifs.

Deux modèles économiques d'enseignement supérieur se livrent actuellement une concurrence sur le marché mondial:

- Le modèle anglo-saxon (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada) dont les composantes sont les suivantes: prix très élevé de l'enseignement dans une université (plusieurs dizaines de milliers de dollars US/livres sterling), puissantes stratégies de marketing, liées à la participation obligatoire aux classements mondiaux de l'enseignement supérieur (plus la place dans le classement QS, par exemple, est élevée, plus prestigieuse et plus chère est l'université). La base financière de ce modèle se compose des investissements des ménages, de sociétés privées, d'individus, et s'appuie sur l'existence d'un vaste réseau des fonds caritatifs et sur le principe que les universités gagnent elles-mêmes de l'argent.
- Le modèle d'enseignement supérieur continental (France, Allemagne) qui se base sur l'enseignement presque gratuit dans les universités publiques offert aux étudiants du pays ainsi qu'aux étudiants étrangers (l'étudiant ne paie que les droits d'inscription à l'université et les frais d'assurance maladie), sur l'existence d'une infrastructure puissante pour attirer les étudiants étrangers (Campus France, Alliance Française et autres structures similaires pour les étudiants qui existent en France, Allemagne, Autriche, Finlande, Hongrie, Royaume-Uni (pour les étudiants des pays de l'UE), Irlande, Pays-Bas, Malte, Norvège et Suisse),

et sur le développement de programmes de subsides octroyés par les gouvernements de ces pays et par des structures supranationales de l'Union Européenne (en même temps la participation aux classements mondiaux est encouragée et reconnue)².

Le modèle de l'enseignement supérieur japonais peut aussi être classé dans cette dernière catégorie, avec un certain degré d'approximation. D'autres pays-acteurs du marché mondial de l'enseignement supérieur choisissent des caractéristiques acceptables du premier ou du deuxième modèle et parfois les combinent.

Ainsi, la source principale de financement du système d'éducation en France est le budget de l'Etat. Le budget 2015 prévoyait 65,02 milliards d'euros pour le développement de l'éducation dont 23,05 pour l'enseignement supérieur, ce qui représentait 45 millions d'euros de plus que l'année précédente.

En France, les dépenses annuelles de l'Etat par étudiant varient selon le type d'établissement d'enseignement supérieur: de 10 940 euros par an dans les universités publiques à 15 020 euros dans les classes préparatoires (deux ans) aux grandes écoles, soit 11 740 euros en moyenne.

En 2015, la France octroyait 75 000 places financées par le budget dans les universités françaises avec une bourse mensuelle de 1000 euros (en 2013, il y avait 56 000 places financées par le budget); les étudiants des familles défavorisées ont reçu 1000 bourses d'un montant de 4000 à 5000 euros. A partir de 2008, une bourse sociale d'une durée d'un mois à un an est octroyée aux étudiants en situation financière difficile.

La France recourt largement à ses propres programmes de bourses pour soutenir les étudiants étrangers, ainsi qu'aux fonds européens pour développer des programmes communs de master et de doctorat avec d'autres universités européennes. En 2012-2013, 97 programmes de bourses pour la mobilité des étudiants dans le cadre d'Erasmus Mundus (Erasmus + à partir de 2015) sur 131, c'est-à-dire plus de 74%

² Note: Structures officielles pour attirer des étudiants étrangers fonctionnent également au Canada et aux Etats-Unis (pour les étudiants des programmes post-universitaires).

de programmes, ont été coordonnés ou mis en œuvre par des universités françaises [11].

Parmi les avantages compétitifs importants du modèle anglo-saxon, on trouve une qualité élevée d'enseignement et la langue anglaise. Une des tendances significatives du marché mondial des services éducatifs consiste à donner à certaines langues le statut de langues principales de la communication commerciale et inter-culturelle.

Les pays anglophones tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, et le Canada, occupent des positions d'avant-garde sur le marché mondial des services éducatifs, premièrement grâce à l'expansion très large de l'anglais dans le monde, deuxièmement grâce aux positions dominantes de leurs économies et troisièmement grâce à l'excellente qualité de l'enseignement qui est confirmée chaque année par les classements mondiaux des universités. C'est pourquoi la langue anglaise est un leader incontestable, suivi par l'espagnol, l'allemand, et le français; le russe tient aussi encore ses positions. Ces langues sont les vecteurs de la culture mondiale la plus développée et des progrès scientifiques et académiques, ce qui encourage les étudiants d'autres pays à apprendre ces langues de la communication internationale, y compris pour faire plus tard leurs études dans les pays d'origine de ces langues. Dans ces conditions, l'éducation devient une des priorités importantes du développement économique et social de chaque pays et apporte une contribution significative au développement du potentiel humain, des sociétés multiculturelles, de la tolérance et du respect des traditions et des coutumes d'autres peuples.

Le système français d'enseignement supérieur compte plus de 3500 établissements publics et privés, les établissements publics sont financés par l'Etat qui dépense en moyenne 14 000 euros par étudiant par an, que ce soit un étudiant français ou étranger.

La France occupe une solide quatrième place mondiale et la première place parmi les pays non-anglophones pour l'accueil des étudiants étrangers (310 000 personnes en 2015).

La répartition des étudiants étrangers d'après les types d'établissement d'enseignement supérieur en France en 2015-2016 est typique pour le modèle continental: en moyenne 72,8% des étudiants étrangers

choisissent les universités, 7% les écoles de commerce, près de 5% les écoles d'ingénieurs et 15,4% font leurs études dans d'autres grandes écoles (art, architecture etc.). Il convient de noter que près de 46% d'étudiants étrangers viennent faire leurs études au niveau de la licence et maîtrise, 43% s'inscrivent dans les programmes de master et 11% entrent dans les écoles doctorales.

Le système d'enseignement supérieur en France offre près de 1200 programmes pour des étudiants anglophones dans 74 universités publiques, 227 écoles d'ingénieurs, 150 écoles de commerce, 270 écoles doctorales, 120 grandes écoles d'art, 20 grandes écoles d'architecture [2].

En ce qui concerne la langue russe, ses positions dans le monde connaissent un affaiblissement considérable. Chaque année le nombre de personnes parlant le russe se réduit de près de 2,5 millions, ce qui s'explique par des raisons politiques, économiques et autres. Si en 1990, 312 millions de personnes dans le monde parlaient le russe, vers 2010 leur nombre a diminué et atteint 260 millions; d'après les pronostics les plus optimistes, vers 2050, le nombre de personnes parlant russe s'élèvera à 290 millions de personnes, tandis que les pronostics pessimistes disent qu'ils ne seront plus que 130 millions [12].

Outre la réduction du nombre de personnes parlant russe dans le monde, la Russie fait face à un nombre de défis à l'échelle globale, parmi lesquels on trouve:

1. Une concurrence acharnée dans le domaine de l'éducation, des sciences et de l'enseignement supérieur, la course aux innovations;
2. Le développement de nouvelles formes de coopération internationale dans le domaine de l'éducation sur la base de grands groupements de pays-partenaires (UE, CEI, Union économique euro-asiatique, Organisation de coopération de Shanghai, BRICS etc.), une nouvelle division du travail à l'échelle internationale dans le domaine des services éducatifs;
3. Une "inégalité digitale", influence croissante des "soft power" etc. Quelles sont donc les actions de la Russie sur le marché mondial des services éducatifs en réponse à ces défis globaux?

Les efforts qui sont déployés pour préserver le statut mondial de la langue russe sont pour le moment assez modestes. En 2014, l'Institut d'Etat de la langue russe A.S. Pouchkine qui est un opérateur des programmes publics de promotion de la langue russe et de l'enseignement en russe a créé un portail d'enseignement de la langue russe à distance; à l'étranger on trouve des centres d'enseignement de la langue russe de la fondation "Monde russe" et des universités russes ainsi que des points de passage de l'examen uniforme d'Etat (EUE). Le Programme fédéral "Langue russe" pour les années 2016-2020 prévoit un soutien financier à diverses initiatives qui encouragent la promotion de la langue russe: participation de concitoyens à des activités communes, des discussions, concours, festivals, conférences etc.

Les institutions russes de soutien public aux exportations des activités éducatives vivent actuellement des transformations considérables dans différents secteurs:

1. Le nombre des structures de Rossotrudnitchestvo (Agence fédérale de coopération internationale dans le domaine des humanités) à l'étranger a augmenté considérablement;
2. Les quotas budgétaires octroyés chaque année aux étudiants étrangers ainsi que leur protection sociale représentent un instrument important du soutien public;
3. Le développement du système de reconnaissance des qualifications reçues à l'étranger devient un facteur institutionnel important sur le marché du travail dont les exigences sont élevées quant à la qualité de la main-d'œuvre;
4. Le projet "Développement du potentiel à exporter du système d'éducation russe" (2017-2025) aura un rôle prioritaire à jouer.

En 2015, la Fédération de Russie a offert aux étudiants étrangers de 179 pays le quota budgétaire de 15 000 places, dont 800 places pour la Chine et le Vietnam (pour chaque pays), 140 places budgétaires pour les étudiants allemands, et 20 places pour les étudiants brésiliens. En même temps, plus de 18 000 étudiants chinois font déjà leurs études en Russie. La 16^{ème} session conjointe de la commission russo-chinoise pour

la coopération humanitaire a décidé de faire augmenter le volume de la mobilité académique bilatérale jusqu'à 100 000 personnes vers 2020.

Les mesures de protection sociale pour les étudiants étrangers comprennent l'octroi de bourses d'études publiques qui n'est pas conditionné à des réussites académiques (part 5, art. 78 de la Loi fédérale N°273 "De l'éducation en Fédération de Russie"), l'octroi de places dans des résidences pour étudiants aux mêmes conditions que pour les citoyens de Russie, des bourses sociales publiques, des aides financières (sur décision de l'université), l'octroi des bourses conformément aux ordonnances du Gouvernement N°945 du 18.11.2011 et N°679 du 02.06.2012.

Il convient de noter l'importance d'un autre moyen d'exporter l'enseignement supérieur russe – l'accueil des étudiants étrangers dans les filiales des universités russes qui s'ouvrent dans des pays étrangers. Actuellement 37 filiales des 29 universités russes sont opérationnelles en Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan et Ukraine; elles comptent plus de 25000 d'étudiants.

La reconnaissance des qualifications reçues à l'étranger représente un élément important de la création d'un espace éducatif commun et du marché international de travail. L'objectif ici consiste à faire se rapprocher les positions sur la reconnaissance des qualifications étrangères, élaborer des approches universelles de l'évaluation de la qualité de l'éducation, lutter contre le plagiat, prendre en compte les bonnes pratiques mondiales.

En 2016 la Russie avait plus de 70 accords en vigueur sur la reconnaissance mutuelle de l'éducation, des diplômes et des qualifications. En 2015, elle a signé un accord de ce type avec la France qui est devenu le premier pays européen développé à signer un tel accord. Plus de 35 accords similaires sont en cours de préparation (7 avec les pays européens, 14 avec des pays d'Asie et 7 avec des pays d'Amérique).

En même temps, la réaction principale aux défis globaux du marché international des services éducatifs, outre ce qui vient d'être énuméré, consiste à maintenir la compétitivité de l'éducation russe grâce à l'utilisation de produits éducatifs modernes et innovants.

L'éducation reste un des avantages compétitifs les plus importants de la Russie. Néanmoins, malgré le marché intérieur des services éducatifs en pleine croissance et une expérience considérable dans le domaine de la formation de spécialistes pour les pays étrangers, la part de la Russie sur le marché international des services éducatifs se réduit.

Parmi les facteurs restrictifs des exportations de services éducatifs russes, on peut citer la législation imparfaite dans le domaine de l'éducation internationale et l'immigration en Russie, une infrastructure de promotion des services éducatifs qui n'est pas suffisamment développée, le manque de résidences universitaires modernes, les problèmes avec l'assurance maladie des étudiants étrangers et leur sécurité, le manque d'opportunités pour apprendre la langue russe avant de venir étudier en Russie, un faible marketing, les conditions climatiques et la barrière linguistique.

Un autre bloc de problèmes est lié à la concurrence internationale qui devient de plus en plus forte, à l'existence d'un "fossé éducatif" et de l'inégalité digitale dans le monde, aux processus intenses de construction d'une société basée sur les connaissances, c'est-à-dire à des processus pour lesquels tout retard renforce considérablement le danger de décrochage vis-à-vis des leaders mondiaux et de la sortie à la périphérie du marché international des services éducatifs et de la recherche scientifique.

1.2. Analyse comparative de la demande sur les marchés européen et russe de services d'enseignement supérieur. Le lien entre les emplois des diplômés et le niveau de la formation

Formation de la demande sur le marché européen de l'enseignement supérieur professionnel.

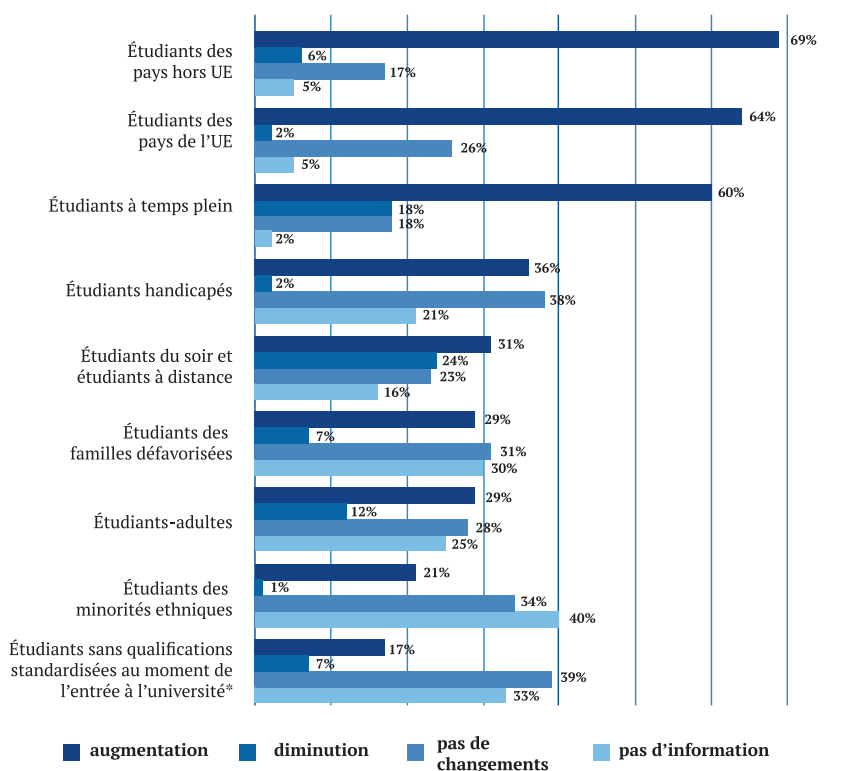
L'enseignement supérieur joue un rôle essentiel dans le développement de la nouvelle société des connaissances. L'Union Européenne compte au total plus de 4000 établissements d'enseignement supérieur et plus de 20 millions d'étudiants [13]. L'enseignement supérieur est la principale source de formation de cadres hautement qualifiés et de développement de capital humain, y compris pour les nouvelles technologies innovantes et la recherche. Le rôle croissant de l'enseignement supérieur est mis en valeur dans la Stratégie de la croissance Europe 2020 [13]. L'importance de l'enseignement supérieur tant pour le développement économique des pays que pour l'amélioration du bien-être social pousse les gouvernements à développer et mettre en œuvre des mécanismes de promotion de l'enseignement supérieur et l'amélioration de ses conditions d'accès.

Parmi les consommateurs de services dans le domaine de l'enseignement supérieur se trouvent les étudiants et leurs parents ainsi que les employeurs. L'enseignement supérieur offre plus de possibilités pour trouver un emploi avec pour conséquence la baisse du chômage qui a une influence positive sur le bien-être de la population et la croissance dans le pays en général. Ceci est très important dans un contexte de crise économique doublée d'une baisse de la natalité dans les pays européens.

L'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur dépend de plusieurs facteurs dont, par exemple, la pyramide des âges de la population, la disponibilité et l'accessibilité des ressources éducatives, le coût de l'éducation, le niveau de développement économique du pays, etc.

Une des composantes importantes des politiques des pays de l'UE dans le domaine de l'éducation est l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur dans un contexte de ressources réduites. Un autre aspect important consiste à garantir des emplois pour les diplômés des établissements d'enseignement supérieur.

Ainsi, selon les études de l'Association européenne des universités [14], l'objectif principal des pays de l'Union Européenne consiste à atteindre l'indicateur suivant: au moins 40% de la population âgée de 30-34 ans doit avoir terminé des études supérieures vers 2020. Conformément aux données de la base Eurostat, dans les 12 pays de l'UE cet indicateur a déjà été atteint en 2012 tandis que la valeur moyenne de cet indicateur dans les pays de l'UE s'élève à 36%.



* Etudiants qui ont été admis à l'université grâce au RPL (recognition of prior learning) – système de reconnaissance du niveau d'éducation précédent

Figure 1.1. Dynamique de croissance du nombre d'étudiants admis aux universités dans les pays de l'UE [14].

Le caractère supranational, international de l'éducation européenne représente son avantage compétitif incontestable. La transparence et la possibilité de reconnaissance du niveau de l'éducation deviennent des facteurs-clés dont témoignent des mesures déjà prises qui visent à améliorer la qualité et les règles de la reconnaissance mutuelle des programmes de mobilité dans le cadre de l'Union Européenne, tandis que l'élargissement du processus de Bologne place l'Union Européenne devant autres régions d'après cet indicateur. De plus, des programmes de mobilité comme Erasmus ainsi que l'utilisation des crédits ECTS à chacun des trois niveaux de l'enseignement supérieur augmentent davantage la popularité de l'Union Européenne parmi les étudiants étrangers.

Les universités européennes sont devenues des centres d'attraction pour les jeunes de plusieurs pays du monde grâce à la qualité de l'enseignement, la réputation et le prestige des universités, la sécurité, la proximité linguistique, géographique et culturelle. Parmi les principaux facteurs institutionnels qui régissent la demande de services d'enseignement international et la mobilité internationale des étudiants dans l'Union Européenne, on trouve avant tout:

- Le niveau et la qualité de vie dans le pays qu'on choisit pour faire ses études;
- La possibilité de trouver un emploi après avoir terminé les études;
- La possibilité de faire des études supérieures de qualité compétitives sur le marché international du travail;
- Le coût des études et le niveau des dépenses conjointes (location de l'appartement, dépenses de consommation courante, dépenses de transport, assurance maladie etc.);
- Le niveau de sécurité, l'absence de conflits locaux, le niveau de tolérance par rapport aux étrangers dans le pays d'accueil;
- L'existence de programmes gouvernementaux de soutien aux étudiants étrangers (subventions, bourses, places subventionnées dans les universités) ainsi que des normes efficaces de politique migratoire;
- L'instabilité politique et les conflits armés dans les pays d'origine des étudiants étrangers.

Selon les études de l'Université d'Oxford [7], les employeurs voient d'un œil bienveillant les études à l'étranger qui contribuent au développement de compétences particulièrement prisées: communication interculturelle, ouverture à de nouveaux défis, prise de décisions et résolution de problèmes complexes, ainsi que compétences linguistiques.

Le tableau 1.1 montre les attentes des employeurs à l'égard des jeunes spécialistes qu'ils embauchent. Toutes les études sur les préférences des employeurs démontrent avec évidence que ces derniers apprécient des compétences communicatives, l'esprit d'équipe, la capacité à prendre des décisions et à résoudre des problèmes. Il est évident que la possibilité d'acquérir les compétences demandées par les employeurs sur le marché du travail et d'améliorer sa qualification est un des facteurs déterminants de la demande sur le marché des services éducatifs tant dans les pays de l'UE que dans le reste du monde.

Selon les dernières études de la Commission européenne «Effects of mobility on the skills and employability of students and the internationalization of higher education institutions», il existe un lien direct entre la mobilité internationale des étudiants, leurs perspectives initiales de carrière après la fin des études et leur carrière professionnelle ultérieure. Compte tenu du niveau de chômage élevé dans les pays de l'Union Européenne, surtout dans les pays d'Europe de l'Est, les étudiants qui participent à des programmes de mobilité internationale ont plus de chances de trouver du travail après avoir terminé leurs études universitaires que ceux qui n'ont pas participé à de tels programmes [16].

En même temps, il est important de noter que les titulaires d'un doctorat (PhD) représentent le pourcentage le plus élevé de ceux qui cèdent à l'emploi dans les pays de l'OCDE. Ainsi, 88 % des détenteurs de PhD dans la tranche d'âge de 25 à 34 ans ont un emploi à la fin de leurs études. Parmi les détenteurs du Master, 84% ont un emploi (voir la figure 1.2)

Tableau 1.1 – Les compétences les plus recherchées par les employeurs

Dates de l'étude	Pays/Région	Nombre d'employeurs participant au sondage	Compétences préférables (top-3)	Organisation qui a conduit l'étude
2013	Afrique du Sud	80	<ol style="list-style-type: none"> 1. Volonté d'apprendre 2. Capacité à résoudre des problèmes 3. Esprit d'équipe 	South Africa Graduate Recruiters Association (SAGRA) SAGRA Employer and Candidate Survey (2013)
2008	Cambodge	220	<ol style="list-style-type: none"> 1. Compétences de communication 2. Capacités analytiques 3. Capacité à résoudre des problèmes 	Cambodian Federation of Employers and Business Associations (CAMFEBA) Youth and employment: Bridging the Gap (2008)
2008	Royaume-Uni	223	<ol style="list-style-type: none"> 1. Compétences de communication 2. Esprit d'équipe 3. Honnêteté 	Council for Industry and Higher Education (CIHE) Graduate employability: What do employers think and want? (2008)
2014	Etats-Unis	161	<ol style="list-style-type: none"> 1. Capacité à prendre des décisions et à résoudre des problèmes 2. Compétences de communication verbale 3. Capacité à trouver et traiter l'information 	National Association of Colleges and Employers (NACE) Job Outlook 2014: Spring Update (2014, p.8)
2010	Europe	7036	<ol style="list-style-type: none"> 1. Esprit d'équipe 2. Spécialisation dans un domaine concret 3. Compétences de communication 	European Commission Employers Perception of Graduate Employability (2010, p.12)

Source: Employability in Higher Education: A review of practice and strategies around the world, 2016 [15]

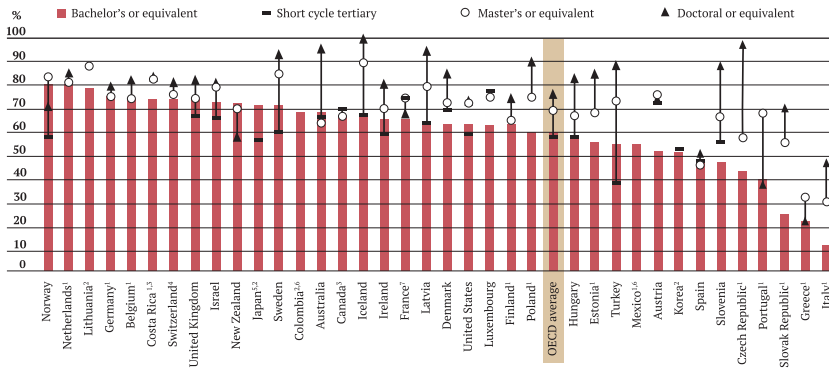


Figure 1.2. Part des diplômés qui ont un emploi (25-34 ans), niveau licence + maîtrise comparé au niveau Master et PhD, année 2014 [14]

En ce qui concerne les différences homme-femme, la part des hommes diplômés qui ont un emploi est plus élevée pour toutes les spécialisations, l'écart minimal étant observé dans le domaine de l'éducation, mais la part générale des diplômés des universités qui ont un emploi (plus de 80%) est significativement plus élevée que la part des jeunes sans diplôme d'études supérieures. Le diplôme universitaire reste pour les jeunes diplômés une garantie significative de pouvoir construire leur destin (figure 1.3).

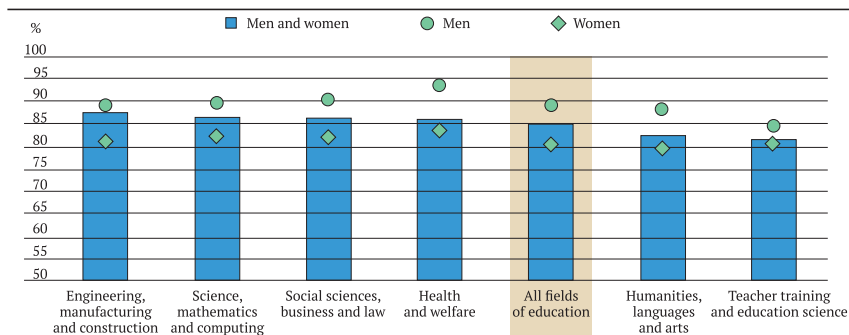


Figure 1.3. Part des diplômés des établissements d'enseignement supérieur qui ont un emploi par domaine d'études et sexe, 2012-2015 [14]

Il est également très intéressant d'observer le niveau de formation des jeunes spécialistes tel qu'évalué par leurs employeurs et surtout de le comparer à l'évaluation des universités qui sont en charge de leurs formations. La Figure 1.4 démontre un décalage très clair entre l'évaluation du niveau et de la qualité de formation des diplômés des universités et leur préparation au travail réel, et présente la comparaison des évaluations faites par les universités qui sont en charge de la formation professionnelle et par les employeurs. Il est très inquiétant que dans presque tous les pays couverts par cette étude le décalage entre ces évaluations est assez important: près de 40-38% en Allemagne et aux Etats-Unis, 37% au Mexique et au Brésil, 33-32% au Maroc et en Inde, 25% au Royaume-Uni. Ce décalage n'est moins élevé qu'en Arabie Saoudite et en Turquie: 15-20%.

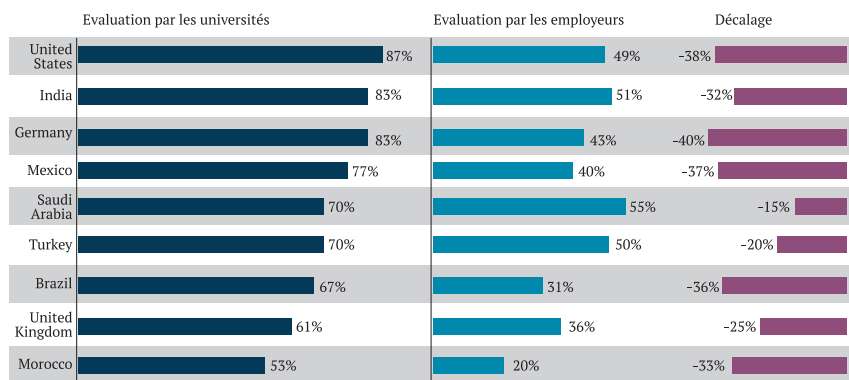


Figure 1.4. Evaluation du niveau de préparation du futur diplômé au travail par des universités et des employeurs par pays, 2012 [15]

En moyenne, 72% des établissements d'enseignement supérieur dans le monde croient que leurs diplômés possèdent toutes les compétences nécessaires sur le marché du travail tandis que seulement 42% d'employeurs sont d'accord avec cette évaluation, et seulement 45% de tous les diplômés croient qu'ils ont les compétences requises pour trouver rapidement du travail après la fin des études.

L'étude des priorités de l'orientation professionnelle, des domaines d'études et du contenu des curricula permet d'analyser les tendances des fluctuations de la demande sur les marchés européen et mondial des services éducatifs.

Le marché européen d'éducation offre une variété colossale de curricula de différentes universités sur un grand spectre de spécialisations, c'est pourquoi il est difficile d'observer des tendances de choix clair de tel ou tel pays par des étudiants qui partent faire leurs études à l'étranger

Tableau 1.2. – Dynamique de la structure de la demande de services éducatifs dans les pays-leaders sur le marché mondial de l'enseignement supérieur en 2010-2014.

	Pays	Années 1990-2000	Années 2013-2014
1	Etats-Unis, Royaume-Uni	1) Commerce et gestion; 2) Sciences de l'ingénieur	3) Commerce et gestion; 4) Sciences de l'ingénieur
2	Allemagne	1) droit; 2) sciences de l'ingénieur;	1) commerce et droit –27,4%; 2) sciences de l'ingénieur –19,8%; 3) sciences humaines –22,4%
3	France	1) lettres, culture, sciences humaines; 2) sciences médicales	1) commerce et droit –40,6%; 2) sciences humaines et art – 20,7%; 3) sciences exactes et naturelles – 15,4%; 4) sciences de l'ingénieur – 11,5%.

Source: [17 p.28]

L'analyse des données présentées dans le tableau 1.2 souligne certaines tendances déjà identifiées ci-dessus:

- 1) fin de la spécialisation par pays;
- 2) transition vers la diversité maximale des services éducatifs proposés sur chaque marché national et renforcement de la concurrence entre eux;
- 3) domination évidente dans la structure de la demande de services éducatifs dans des spécialisations comme le commerce, le droit, la gestion, suivies par les sciences humaines et art, puis par les sciences de l'ingénieur et les sciences exactes et naturelles.

L'évolution de la structure de la demande de formation professionnelle présentée ci-dessus restait ces dernières années assez stable. Selon les données du Global Education Digest pour 2011 et 2014 [18,19], la répartition des étudiants étrangers d'après les domaines de formation professionnelle témoigne du choix par la majorité d'entre eux de différentes spécialisations dans le domaine du commerce et de la gestion (38% en faveur de spécialisations liées à la gestion, au marketing, au management etc.). D'après les données présentées sur la Figure 1.5, le nombre d'étudiants étrangers qui ont étudié les sciences et techniques et les sciences de l'ingénieur (16%), la médecine (15%), les sciences humaines et l'art (14%), ainsi que les sciences naturelles (12%) était à peu près équivalent. Les professions les moins attractives pour les jeunes sont des spécialisations dans le domaine des services (3%) et de l'agronomie (2%) [20].

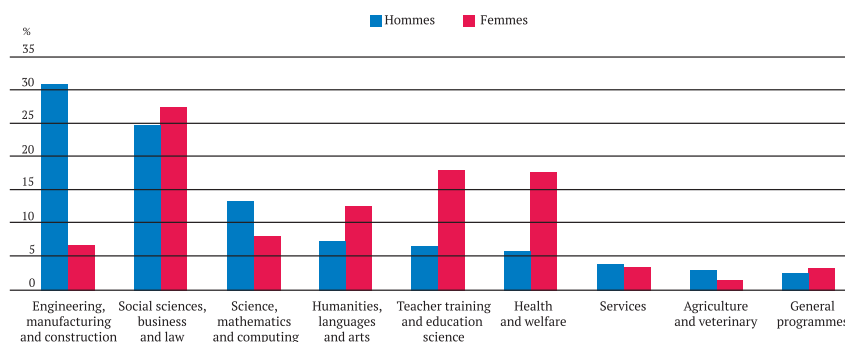


Figure 1.5. Répartition des étudiants selon les domaines d'études et le sexe, 2012-2015 [20]

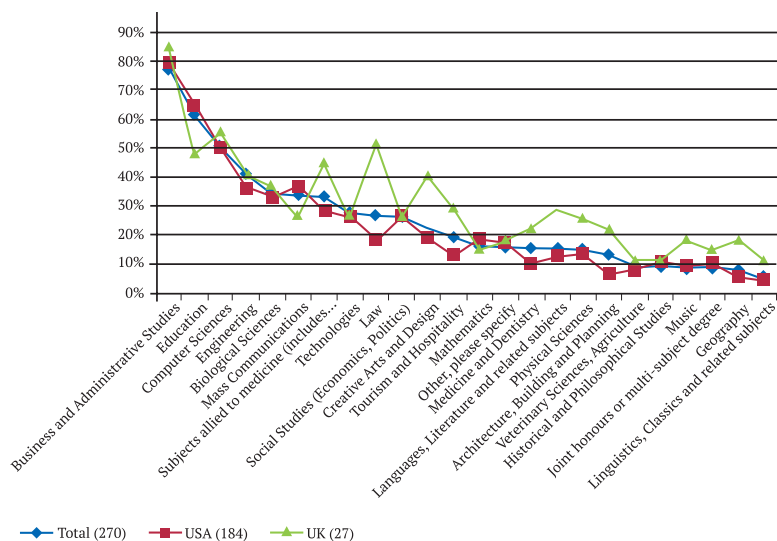


Figure 1.6. Disciplines les plus utiles pour améliorer sa compétitivité sur le marché du travail, selon les universités et les employeurs, 2011 [21].

Comme on l'a souligné plus haut, la crise économique et la baisse de la natalité ont particulièrement influencé les facteurs extérieurs de la demande dans le domaine de l'éducation dans les pays de l'UE. Outre cela, les préférences quant aux domaines d'études ont changé: 28% des universités ont relevé un intérêt accru des étudiants pour les études professionnalisantes (y compris dans les domaines du commerce, de l'ingénierie, du droit etc.). La part des diplômés ayant trouvé du travail est en général plus élevée parmi ceux qui ont fait des études dans le domaine des sciences de l'ingénieur et de la construction (87%), et ceux qui se sont spécialisés dans les mathématiques, l'informatique et les sciences naturelles (86%). Une plus petite proportion de ceux qui ont un travail est observée parmi les diplômés des filières pédagogiques (81%) et ceux qui ont étudié les sciences humaines (82%) (Figure 1.3). Ce changement de préférences met en cause certaines filières, y compris certains domaines de philologie, sciences naturelles et humaines, en les "transformant" en disciplines appliquées. Ainsi, au Royaume-Uni certaines chaires d'anthropologie sont attachées aux facultés de tourisme, tandis que les chaires de biologie des plantes font partie de la filière horticulture

La Figure 1.7 montre la répartition des diplômés d'établissements d'enseignement supérieur selon le niveau de l'éducation. Il convient de noter que dans presque tous les pays examinés la plus grande catégorie est celle des diplômés du niveau licence + maîtrise.

Mais en France, Autriche, Espagne, Italie, Portugal, République Tchèque, Pologne et Slovaquie la plupart des diplômés ont le niveau Master. Ce fait est lié aux spécificités des systèmes d'enseignement supérieur nationaux. Par exemple, en Europe de l'Est, les étudiants et les employeurs ne considèrent pas le niveau licence + maîtrise comme un cursus complet, c'est pourquoi la plupart des étudiants poursuivent leurs études au niveau du Master (vers l'âge de 25 ans, la plupart d'entre eux ont déjà obtenu leur Master). Outre cela, dans ces pays, la plupart des diplômés du niveau Master sont des gens qui obtiennent leur deuxième ou troisième diplôme d'études supérieures.

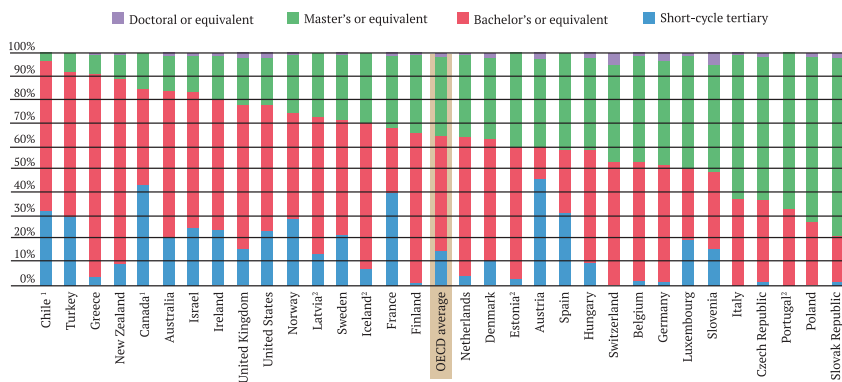


Figure 1.7. Répartition des diplômés d'établissements d'enseignement supérieur selon le niveau d'éducation, par pays (25-34 ans) [13]

Facteurs de la demande de services d'enseignement supérieur vus par les parents

Parallèlement aux autres facteurs (proximité linguistique, attractivité géographique, actions promotionnelles des universités, conseils des amis et des proches etc.), l'image d'une éducation de qualité dans une université étrangère chez un étudiant se construit de plus en plus souvent sur la base du prestige de l'université, et sa place dans les classements mondiaux.

Le critère principal qui est utilisé pour définir la place de l'université dans le classement ainsi que le critère principal de choix est la qualité de l'enseignement. Selon l'étude de la banque HSBC qui a réalisé un sondage auprès des parents d'étudiants actuels et futurs (moins de 23 ans) dans 16 pays³, 86% s'appuient sur ce critère quand ils choisissent l'établissement où leur enfant va faire ses études [22]. La part de diplômés de telle ou telle université qui trouvent du travail à la fin de leurs études est un autre critère important pour les parents (73%), suivi par la spécialisation des études (72%).

Ainsi, 58% des parents dans le monde entier voudraient que leurs enfants choisissent les domaines d'études suivants: médecine (17%), commerce, gestion et finance (14%), sciences de l'ingénieur (13%), informatique (9%), droit (5%).

Entre autres critères, on pourrait citer la possibilité de mobilité internationale des étudiants et des professeurs (72% des parents voudraient envoyer leurs enfants faire des études à l'étranger et 80% d'entre eux sont prêts à payer pour cette option) et l'attractivité générale de l'université pour les étudiants (69%).

Seulement 65% de tous les parents considèrent le coût de l'éducation comme un critère important; néanmoins, cet indicateur est important pour les parents des Etats-Unis (81%) compte tenu des dépenses élevées pour l'éducation dans ce pays.

Conformément à l'étude de HSBC [23], les parents comprennent l'utilité de l'éducation internationale pour leurs enfants, mais

³ Note: Le sondage a été réalisé dans les pays suivants: Australie, Brésil, Canada, Chine, Emirats arabes unis, Etats-Unis, France, Hongkong, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Royaume-Uni, Singapour, Taïwan, Turquie..

sous-estiment souvent son coût qui se compose non seulement du prix des études, mais aussi du coût du logement, des billets d'avion et d'autres dépenses complémentaires.

D'après les études, près de 77% des parents sous-estiment considérablement les dépenses pour l'éducation de leurs enfants à l'étranger (de près de 6,3 fois par rapport aux universités de leur pays, selon le sondage de HSBC mené dans 16 pays).

Tableau 1.3 – Coût annuel moyen des études et de la vie dans différents pays pour les étudiants étrangers, 2013

Pays	Coût moyen des études, année académique, en dollars US	Coût annuel moyen de la vie, en dollars US	Total, coût annuel moyen, en dollars US
Australie	25 375	13 140	38 516
Etats-Unis	25 226	10 479	35 705
Royaume-Uni	19 291	11 034	30 325
Emirats Arabes Unis	21 371	6 004	27 375
Canada	18 474	7 537	26 011
Singapour	14 885	9 363	24 248
Hongkong	13 182	9 261	22 443
Japon	6 522	12 642	19 164
Russie	3 131	6 310	9 441
Chine	3 983	4 783	8 766
Taïwan	3 270	4 987	8 257
Espagne	1 002	6 004	7 006
Allemagne	635	5 650	6 285

Source: auteurs sur la base de l'étude de la banque HSBC, 2013 [22].

Le prix des études assez bas dans les universités des pays de l'UE par rapport aux universités américaines représente un des éléments les plus importants de leur attractivité globale. Malgré le fait que la récession économique a poussé plusieurs pays de l'UE à réduire le volume de leurs investissements dans l'éducation et à chercher des moyens plus

efficaces d'utilisation des ressources financières disponibles, la part du financement octroyé à l'éducation reste toujours assez élevée et le système soigneusement pensé des subventions, bourses et crédits vise à neutraliser les conséquences de la hausse du prix des études pour les budgets des ménages.

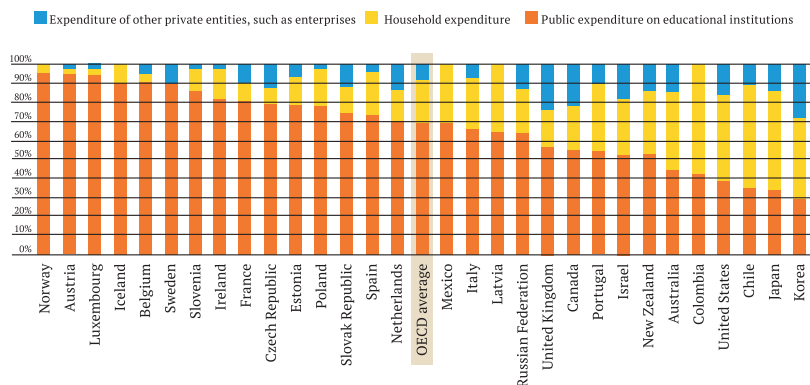


Figure 1.8. Répartition de la dépense publique et privée pour l'enseignement supérieur (2013)

Les dépenses pour l'enseignement supérieur dans les pays de l'UE sont en général financées par l'Etat. En même temps, les politiques de financement de l'enseignement supérieur sont très différentes d'un pays à l'autre: tandis que certains pays ont augmenté leurs dépenses publiques dans ce domaine de 1 à 10% (France, Pays-Bas, Autriche, Belgique (partie francophone)), d'autres les ont coupés radicalement de 10% (Croatie, Pologne, Portugal et Slovaquie), et, dans un certain nombre de pays, ces coupes ont dépassé 10% (Tchéquie, Espagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Royaume-Uni) (Figure 1.8). On peut en tirer la conclusion qu'en général les dépenses publiques pour l'enseignement supérieur dans les pays de l'UE ont baissé à cause de la crise économique.

Le tableau 1.4 montre que les dépenses générales pour l'éducation dans le pays sont très élevées à Hongkong, aux Emirats Arabes Unis, à Singapour, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. En ce qui concerne l'éducation à l'étranger, les dépenses correspondantes augmentent considérablement dans tous les pays (sauf Etats-Unis) et les dépenses réelles dépassent les dépenses prévisionnelles parfois de 2 à 7 fois.

Tableau 1.4 – Dépenses prévisionnelles pour l'enseignement supérieur compte tenu de la mobilité internationale des étudiants, 2015

Pays	Etudiants qui font des études dans son pays. Dépenses générales pour l'éducation (prix d'études + dépenses de la vie courante pour la période de licence-maîtrise) (valeur moyenne en USD)	Pays qui offre l'enseignement supérieur le meilleur au monde d'après les sondés)	Etudes à l'étranger. Dépenses générales pour l'éducation (prix d'études + dépenses de la vie courante pour la période de la licence + maîtrise) dans le pays dont le système d'enseignement supérieur est considéré comme meilleur au monde (valeur moyenne en USD)	Dépenses éducatives complémentaires que les parents prévoient dans le pays dont le système d'enseignement supérieur est considéré comme meilleur au monde (valeur moyenne en %)	Dépenses complémentaires des parents pour les études de leur enfant (licence-maîtrise) dans le pays dont le système d'enseignement supérieur est considéré comme meilleur au monde (valeur moyenne en %)	Différence entre dépenses prévisionnelles et réelles (valeur moyenne en pp)	Place du pays d'origine dans le classement en fonction des perspectives d'embauche des diplômés	Place du pays qui offre le meilleur enseignement supérieur dans le classement en fonction des perspectives d'embauche des diplômés
Inde	19199	USA	165231	60	760,62	700,62	5	2
Turquie	32504	USA	165231	40	408,34	368,34	13	2
Malaisie	24820	Royaume-Uni	119513	44	381,52	337,52	8	4
Brésil	37456	USA	165231	28	341,13	313,13	11	2
Indonésie	58969	USA	165231	55	324,01	289,01	14	2
Mexique	42464	USA	165231	38	289,11	251,11	14	2
France	48451	USA	165231	20	241,03	221,03	12	2
Taiwan	44863	USA	165231	48	268,30	220,30	10	2
Chine	51136	USA	165231	28	223,12	195,12	7	2
Canada	66596	USA	165231	28	148,11	120,11	1	2
Australie	84987	USA	165231	18	94,42	76,42	6	2
Royaume-Uni	94827	USA	165231	18	74,24	56,24	4	2
Singapour	90153	USA	165231	48	83,28	35,28	3	2
UAE	95153	Royaume-Uni	119513	45	25,60	-19,40	14	4
Hongkong	97753	Royaume-Uni	119513	50	22,26	-27,74	8	4
USA	85960	Chine	52566	27	-39,08	-66,08	2	7

Source: auteurs, sur la base de l'étude de la banque HSBC [22, 23].

Influence de la mobilité académique internationale sur la demande de services éducatifs en Europe

Selon le rapport de la Commission européenne sur l'influence de la mobilité académique internationale sur les compétences et les perspectives d'emploi des étudiants dans l'avenir, dans le contexte de l'internationalisation de l'enseignement supérieur [16], les étudiants qui participent aux échanges internationaux ont en général de meilleures compétences pour se faire embaucher que 70% des étudiants sans expérience similaire. En 2014, 64% de tous les employeurs considéraient l'acquisition d'une expérience internationale comme un avantage considérable lors de l'embauche (en 2006, ils n'étaient que 37%), tandis que 92% des employeurs espèrent que les candidats à l'embauche posséderont des compétences transversales comme l'ouverture et la curiosité, et en ce qui concerne les nouveaux défis, des compétences de résolution de problèmes et de prise de décision, de la confiance en soi, une tolérance envers les valeurs personnelles des autres et leur comportement. Un étudiant sur trois qui avait fait un stage à l'étranger a reçu une offre d'emploi permanent dans la compagnie où il avait fait ce stage. La part des chômeurs parmi les jeunes qui ont eu leur diplôme il y a 5 ans et qui avaient fait un stage à l'étranger, est de 23% moins élevée. 40% de tous les diplômés qui avaient fait un stage à l'étranger ont déménagé dans d'autres pays (parmi les diplômés qui n'avaient pas fait un tel stage cette part ne constitue que 23%). Le manque de ressources financières pour couvrir les dépenses complémentaires reste toujours un des obstacles majeurs à la mobilité académique internationale.

Selon la Figure 1.9 et le Tableau 1.5, les cinq premières spécialisations les plus populaires dans le cadre de la mobilité académique internationale parmi les étudiants et les diplômés sont commerce et gestion (de 21 à 25%), suivies par ingénierie et technologies (12-17%), et philologie, ainsi que philosophie et sciences sociales (de 10 à 14%). Le droit occupe la cinquième place. Parmi les étudiants et diplômés qui ne participent pas à la mobilité internationale, la première place est occupée par les sciences de l'ingénieur et les technologies (18 et 24%, respectivement).

Les programmes de mobilité internationale sont, à leur tour, mis en œuvre sous des formes différentes (Figure 1.10): la part des programmes

1.2. Analyse comparative de la demande sur les marchés européen et russe de services d'enseignement supérieur

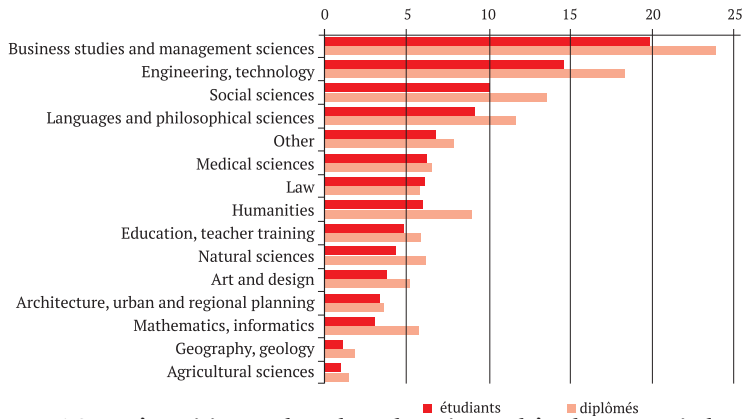


Figure 1.9. Répartition selon les domaines d'études parmi les étudiants qui participent à la mobilité internationale [16]

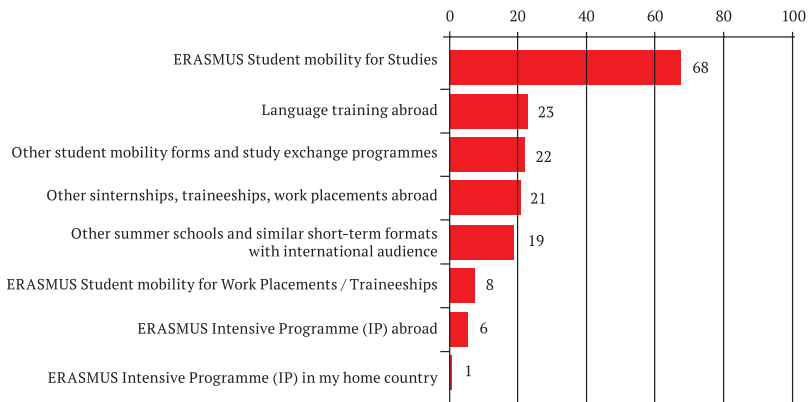


Figure 1.10. Types de mobilité des étudiants [16]

ERASMUS dans tous les programmes s'élève à 60%, 23% des programmes sont des stages linguistiques et 20%, sont d'autres types de programmes, comprenant des cours d'été, formations, et stages de courte durée. Il est important de noter que 59% des diplômés d'universités européennes ont participé aux programmes ERASMUS et 20% n'ont participé à aucun programme de mobilité. Les destinations les plus populaires pour les stages parmi les pays qui accueillent les étudiants étrangers sont l'Espagne (15%), l'Allemagne (11%), la France (9%), le Royaume-Uni (8%) et l'Italie (8%). 67% programmes de mobilité internationale sont mises en œuvre en anglais, 12% en français, 20% en espagnol, 14% en allemand et 10% en italien.

Tableau 1.5 – Les 5 domaines d'études les plus populaires pour la mobilité internationale des étudiants et des diplômés (en %)

	Tous les programmes	Mobilité ERASMUS	Programmes ERASMUS			Aucun programme de mobilité
			Etudes	Travail	IP*	
Etudiants						
Commerce et gestion	21	22	22	24	22	15
Ingénierie et technologies	12	10	10	12	10	18
Philologie et philosophie	11	13	14	8	7	5
Sciences sociales	10	11	11	10	12	10
Droit	6	7	7	8	4	6
Autres domaines*	40	37	36	38	45	54
Diplômés						
Commerce et gestion	26	25	24	25	24	20
Ingénierie et technologies	17	16	19	19	19	24
Sciences sociales	14	13	14	14	14	15
Philologie et philosophie	13	14	12	12	12	7
Sciences humaines	9	9	9	9	9	9
Autres domaines*	21	23	22	21	22	25

Source: Effects of mobility on the skills and employability of students and the internationalization of higher education institutions – Executive Summary, 2014 [16].

*IP – Programme intensif ERASMUS, créé en juillet 2014. C'est un nouveau programme interdisciplinaire créé par le Département des premiers soins médico-sanitaires pour la formation interdisciplinaire des spécialistes dans ce domaine.

Les autres domaines comprennent les sciences pédagogiques, les sciences naturelles, l'art et le design, l'architecture, l'urbanisme, la gestion des territoires, les mathématiques et l'informatique, la géographie et la géologie, le secteur agricole.

Demande sur le marché des services éducatifs en France.

Le cap sur la fusion de l'éducation et de la recherche devient une nouvelle tendance très marquée dans la politique éducative en France. Un nombre d'initiatives dans le domaine de la législation, de l'organisation et des ressources a été adopté dans les années 2005-2015 avec le but de fusionner les universités et les institutions de recherche; à partir de 2013, la stratégie nationale du développement de la recherche et de sa fusion avec l'enseignement supérieur se décline en stratégies territoriales de clusters. Pendant la période susmentionnée, 71 clusters de la recherche scientifique orientés vers les besoins de marché ont été créés en France, regroupant 7200 sociétés (dont 73% de PME, 15% de sociétés de taille moyenne et 12% de grandes compagnies). 1,5 milliards d'euros ont été octroyés pour leur développement en 2005-2007, et la même somme en 2009-2013 [24].

Ces mesures ont contribué au développement significatif de la recherche (plus de 889 projets en 2005) avec une croissance des revenus générés par la recherche scientifique s'élevant jusqu'à 4,4 milliards d'euros, et la création de 15 mille nouveaux emplois dans le secteur de la recherche. Le taux d'emploi général dans le secteur de la recherche scientifique impressionne: plus de 165 mille d'emplois dans le segment de la recherche du secteur public et plus de 246 mille emplois dans le secteur privé.

Le tableau 1.6 représente les données relatives à la répartition des étudiants par domaines et niveaux d'études.

La France détient fermement la 6ème place mondiale pour les publications scientifiques, et la deuxième place en Europe pour le nombre de brevets enregistrés (plus de 16600 en 2012). En 2015, 25 clusters d'éducation et de recherche regroupés ont été opérationnels en France. Il est évident que le système d'enseignement supérieur professionnel soutient la demande de cadres de recherche hautement qualifiés, qui croit de manière dynamique. En ce qui concerne les étudiants étrangers, l'accent est mis également sur les niveaux 2 (Master) et 3 (école doctorale, PhD). Les données statistiques internationales en témoignent: plus de 12% du nombre total d'étudiants étrangers font leurs études en France, mais si on prend la formation des cadres dans le domaine de la recherche (école

Tableau 1.6 – Répartition des étudiants des universités françaises par niveaux et domaines d'études en 2014-2015 (milliers de personnes)

	Niveau bac + 4	Master	Ecole doctorale	Total	
				Nombre (milliers de personnes)	Dynamique 2014 - 14/2004 - 05 (%)
Droit	124,1	77,8	7,4	209,2	+ 19,3
Sciences économiques	163,2	68,9	3,4	235,6	+ 4.2
Sciences philologiques et humaines	308,2	154,4	20,4	483	- 1,9
Sciences naturelles	253,6	102,7	28	384,2	+ 5,4
Santé	72,7	145,2	1,4	219,3	+ 31.9
Total	921,7	548,9	60,7	1531,3	+ 7,5

Source: Compilation par les auteurs d'après les statistiques du rapport « L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche », 2016 [24]

doctorale, PhD), ce chiffre s'élève déjà à 41,4% du nombre total des doctorants étrangers.

Selon les données présentées dans le Tableau 1.7, la plupart des spécialistes sont diplômés de grandes écoles (écoles de commerce, écoles d'ingénieurs) tandis que parmi les gestionnaires de niveau intermédiaire le facteur le plus important est le diplôme universitaire.

Tableau 1.7 – La part des spécialistes et des gestionnaires de niveau intermédiaire en 2013 parmi les diplômés de 2010.

	Part des spécialistes (%)	Part des gestionnaires de niveau intermédiaire (%)
Total	33	40
Doctorants	96	3
Diplômés des écoles d'ingénieurs	88	10
Diplômés des écoles de commerces	66	26
Master 2	62	27
Master 1	38	45
Bac + 4 (cursus général)	19	47
Bac + 4 (cursus spécialisé)	16	61
Ecole (Bac) + 2/ + 3 Affaires sociales/ Santé	1	97
Autres spécialisations de Bac + 2	30	45
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	18	48
Brevet de technicien supérieur (BTS)	7	47
Sans diplôme (Bac+ 2)	21	41
Sans diplôme DUT/BTS	3	29
Sans diplôme Bac + 4	4	32

Source: Source: compilation par les auteurs d'après le rapport « L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche », 2016 [25]

Tableau 1.8 – Taux de chômage en 2013 parmi les diplômés de 2010 (%)

	Taux de chômage (%)
Total	13
PhD	6
Diplômés des écoles d'ingénieurs	3
Diplômés des écoles de commerces	9
Master 2	12
Master 1	14
Bac + 4 (cursus général)	14
Bac + 4 (cursus spécialisé)	10
Ecole (Bac) + 2/ + 3 Affaires sociales/ Santé	2
Autres spécialisations de Bac + 2	15
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	17
Brevet de technicien supérieur (BTS)	14
Sans diplôme (Bac+ 2)	15
Sans diplôme DUT/BTS	24
Sans diplôme Bac + 4	26

Source: Compilation par les auteurs d'après le rapport « L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche », 2016 [25]

Le tableau 1.8 représente les données statistiques sur le taux de chômage des jeunes spécialistes diplômés en 2010 et n'ayant pas de travail en 2013. Le tableau démontre que ce sont les spécialistes n'ayant pas terminé leurs études dans les domaines techniques qui ont souffert du chômage le plus (26 et 24%), les moins touchés sont les représentants du secteur médico-social (2%), les détenteurs d'un PhD (6%), les diplômés des écoles d'ingénieurs (3%) et de commerce (9%).

Tableau 1.9 – Salaire moyen en 2012 des diplômés de 2010, en euros

	Salaire moyen en euros	
	Expérience professionnelle de 18 mois	Expérience professionnelle de 30 mois
Bac+4 sans diplôme	1400	1500
Bac+4 professionnel	1500	1600
Diplôme de Master dans le domaine de la recherche	1700	1710
Diplôme de Master général	1790	1900
Droit-économie-gestion	1820	2000
Lettres-langues-art	1540	1640
Sciences humaines et sociales	1600	1690
Sciences naturelles-tech- nologues-santé	1900	2000

Source: Compilation d'après le rapport « L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche », 2016 [26]

Selon les données présentées dans le Tableau 1.9, les spécialistes dans le domaine des sciences humaines gagnent moins que ceux qui ont fait leurs études dans le domaine des sciences naturelles ou du droit, économie et gestion. Il est évident que les étudiants qui n'ont pas obtenu leur diplôme du Bac+4 à la fin des études gagnent deux fois moins que ceux qui ont terminé les trois niveaux de l'enseignement supérieur; les salaires les plus élevés sont observés chez ceux qui ont suivi les filières de droit, gestion, économie, sciences naturelles, technologies et santé.

Tableau 1.10 – Répartition selon la nature de l'emploi des diplômés de Master par spécialisation des études, %

	Droit - économie - gestion	Lettres - langues - art	Sciences humaines	Science - technologies - santé
Part de ceux qui ont un emploi (%)	91	87	88	90
Part des gestionnaires ou managers de niveau intermédiaire (%)	86	76	84	95
Part des spécialistes ayant un emploi stable (%)	79	65	59	79
Part d'employés à temps plein (%)	97	84	83	96
Salaire mensuel moyen à temps plein (en euros)	2000	1700	1700	2000

Source: Compilation d'après les données du rapport « L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche », 2016 [27]

Le tableau 1.10 montre que la majorité absolue (90%) des diplômés de Master de 2011 ont trouvé un emploi. Plus de 90% travaillent à temps plein, plus de 80% occupent des postes de gestionnaires ou de managers de niveau intermédiaire. Les diplômés de Master qui ont suivi les filières droit-économie-gestion et science-technologies-santé se trouvent dans des positions plus avantageuses tant du point de vue du salaire (leur salaire mensuel moyen s'élève à 2000 euros) que de tous les autres indicateurs.

En poursuivant cette analyse nous allons maintenant examiner les statistiques concernant la répartition des diplômés de Master selon les différents types d'organisations qui les emploient: institutions publiques, sociétés privées, organisations non-lucratives, service public.

Tableau 1.11 – Répartition des diplômés de Master de 2011 par secteur
d'économie et types d'organisation (%)

	Service public (%)	Sociétés publiques (%)	Sociétés privées (%)	Association (%)	Autre
Total	21	4	62	9	4
Total, D-E-G*	13	4	70	7	6
Droit	26	4	50	8	12
Economie	15	4	69	9	3
Gestion	7	4	81	4	4
Autre	18	5	59	13	5
Lettres-langues-art	34	3	45	11	7
Total, sciences humaines	36	4	37	17	6
Histoire-géographie	50	4	30	12	4
Psychologie	41	3	23	24	9
Information et communications	17	5	63	10	5
Autres	39	5	33	19	4
Total, Technologies - sciences - santé	16	4	72	5	3
Sciences naturelles	25	6	59	8	2
Sciences fondamentales	17	4	76	2	1
Sciences de l'ingénieur	7	4	86	1	2
Informatique	3	2	92	1	2
Autres	26	3	51	15	5

*D-E-G – droit, économie, gestion

Source: Compilation par les auteurs d'après les données du rapport "L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche", 2016 [27]

Selon les données présentées dans le Tableau 1.11, plus de 62% des diplômés de Master de 2011 ont trouvé un emploi dans les sociétés privées, la majorité d'entre eux ayant obtenu les postes de gestionnaires (81%) et d'ingénieurs (86%).

Ainsi, le marché européen de l'enseignement supérieur est dominé par des facteurs qui déterminent à la fois les paramètres qualitatifs des études suivies (compétences professionnelles prisées, possibilités de faire des études à l'étranger), les possibilités de futur emploi et le coût des études et de vie dans le pays d'accueil. La demande d'une éducation de qualité à des prix acceptables continue à croître, même dans les années marquées par des crises économiques [27].

La Russie sur le marché européen des services éducatifs: évolution de la demande sur le marché russe de l'éducation [8]

Déjà à l'époque de Pierre le Grand, les étudiants russes faisaient leurs études dans les meilleures universités du monde. Mais ce n'est qu'en 1845 que le Conseil auprès du Ministre de l'instruction populaire de l'Empire russe a considéré qu'il était important de faire venir les étudiants de Serbie, Bulgarie, Bosnie Herzégovine, et Albanie dans les universités et centres d'éducation religieuse russes pour renforcer l'influence russe sur la scène internationale, et avant tout dans les Balkans. Les deux guerres mondiales et plusieurs révolutions n'ont guère contribué au développement de la coopération de la Russie avec les pays étrangers dans le domaine des échanges d'étudiants.

L'Union Soviétique a soutenu des mouvements nationaux de libération, y compris en accueillant des étudiants des pays du tiers monde. En 1980, il y avait plus de 120 mille étudiants étrangers en URSS et si on y ajoutait les cadets des écoles militaires, on aurait un chiffre encore plus élevé. En 1990, le nombre d'étudiants étrangers en URSS a dépassé 180 mille (cadets des écoles militaires inclus). A l'époque, l'URSS accueillait 11 % de tous les étudiants étrangers dans le monde et occupait la deuxième place mondiale par le nombre d'étudiants étrangers, juste derrière les Etats-Unis. Selon les données de l'UNESCO, à la même époque il y avait plus de 407 mille étudiants étrangers dans les universités américaines et près de 136 mille – dans les universités françaises.

80% des étudiants étrangers qui faisaient leurs études en URSS étaient originaires d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique.

4 766 500 étudiants sont entrés dans les universités russes en 2015-2016 dont 221 400 sont des étudiants étrangers. Les établissements d'enseignement supérieur russes proposent des programmes de formation dans 205 domaines; les programmes de Bac+4, de Master, de Bac+5, d'école doctorale, etc. ont 657 spécialisations. En 2016-2017, il y avait 281 mille étudiants, doctorants et élèves de programmes de formation professionnelle étrangers en Russie, y compris les MBA et DBA, ce qui représente 4,5% du marché mondial de l'enseignement supérieur. Depuis les trois dernières années, le nombre d'étudiants étrangers a continué de croître au taux de 8% par an [28].

La plupart des étudiants étrangers qui font leurs études en Russie sont des citoyens des pays de la CEI. Le quota annuel d'accueil des étrangers dont les études sont financées par le budget public a été augmenté en 2013 de 10 à 15 milles personnes. 33,2% des étudiants étrangers représentent les pays d'Europe de l'Est et les Balkans, 26,7% l'Asie Centrale, 12,5% le Proche Orient et l'Afrique du Nord, 12,6% les pays de l'Afrique subsaharienne, 11,8% l'Amérique Latine.

On peut noter les avantages suivants procurés par des études supérieures en Fédération de Russie pour les étudiants étrangers:

- Le caractère fondamental de l'enseignement à l'Université: en Russie, les étudiants peuvent acquérir des connaissances fondamentales approfondies dans toutes les disciplines, mais le pays est connu avant tout pour ses fortes écoles de recherche dans le domaine de la physique, des mathématiques et des sciences naturelles. La Russie est leader reconnu dans le monde en ce qui concerne la formation de mathématiciens, physiciens, chimistes, géologues, informaticiens, médecins et spécialistes dans d'autres disciplines des sciences naturelles. Ce fait est confirmé par la place des universités russes dans les classements internationaux.
- Le coût relativement bas des études (rapport qualité-prix): ainsi, en 2014 le coût des études dans les universités russes (programmes de Bac+4 en régime présentiel) s'élevait

à 63 mille roubles par an, parfois plus (1 100 USD) selon la spécialisation (conformément aux normes établies par le ministère de l'Éducation et de la Recherche de Russie). Le coût maximum des études dans les universités les plus prestigieuses de la capitale russe pouvait atteindre 344 mille roubles par an (6 100 USD) [29].

- La possibilité d'apprendre gratuitement la langue russe à condition d'être admis sur concours aux places financées par le budget public ou bien d'avoir une bourse de l'État (sur la base des quotas). Les étudiants peuvent également recevoir une bourse ordinaire dont le niveau minimal en Russie est de 1 340 RUB (23 USD) pour les étudiants des universités et de 2 637 RUB (46 USD) pour les doctorants⁴ [29].
- Un coût de la vie en Russie relativement bas, surtout dans les régions.
- La possibilité d'apprendre le russe ou de suivre les cours en anglais.
- La possibilité d'avoir des diplômes doubles (en 2016, la Russie avait des accords intergouvernementaux avec plus de 60 pays).
- D'autres facteurs d'attractivité comprennent des cités universitaires confortables, une adaptation facile des étudiants étrangers, un riche héritage culturel, la possibilité de faire du sport et de voyager [29].

Il faut noter que les spécialisations les plus populaires chez les étudiants étrangers en Russie en 1990 quand le pays occupait la troisième place mondiale après les États-Unis et la France pour le nombre d'étudiants étrangers, étaient des disciplines d'ingénierie et de technique (53%), de sciences naturelles et sciences sociales et humaines (18%), de médecine et pharmacie (17%), d'agriculture (7%), et d'économie (5%) [30].

⁴ Note: Prix des études dans les instituts et les universités russes en 2016, données du portail fédéral "Éducation en Russie".

URL : <http://www.edu.ru/ratings/stoimost-obucheniya-v-vuzah-rossii-2016>

Tableau 1.12 – Coût de la vie moyen approximatif en Fédération de Russie, compte tenu des prix de 2017, à condition de vivre dans une cité universitaire

Poste de dépenses	Coût, RUB.
Cité universitaire	5 000
Nourriture	10 000
Transport	380
Internet, téléphone portable	800
Culture, sport, loisirs	4 000
Total	20 180

Source: Site internet du ministère de l'Éducation et de la Recherche de la Fédération de Russie « Study in Russia » [29]

Actuellement, les spécialisations les plus populaires chez les étudiants étrangers, selon un nombre de sondages, sont santé, économie et gestion, ainsi que sciences humaines (Figure 1.11). D'après les données du Centre des études sociologiques, en 2015 les disciplines de l'ingénierie et des technologies ont cédé la place aux différentes disciplines de santé, économie et gestion.

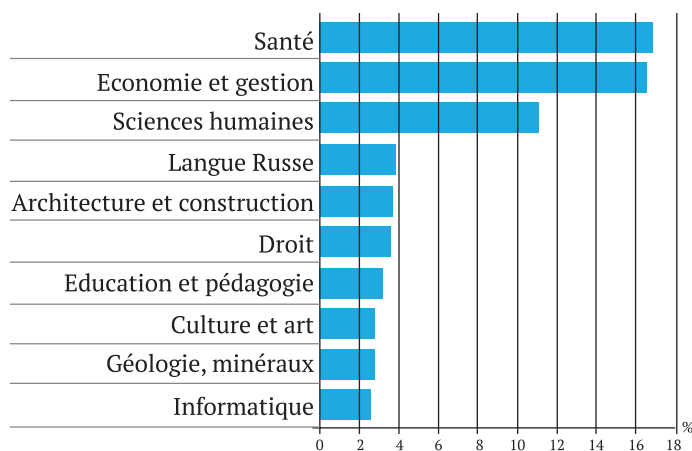


Figure 1.11 . Répartition des étudiants étrangers qui faisaient leurs études en présentiel par filières, année d'études 2013/2014 [31], % du nombre total des étudiants

Pourtant, d'après les données statistiques officielles, les groupes principaux de disciplines les plus demandées par les étudiants étrangers se rangent de la manière suivante:

- Ingénierie et technologies – 20,1%;
- Médecine et pharmaceutique – 16,8%;
- Économie et gestion – 16,5%;
- Langue russe – 13%;
- Sciences humaines et sociales – 12%;
- Sciences naturelles et exactes – 4%;
- Droit – 3,6%;
- Éducation et pédagogie – 3,2%;
- Culture et art – 2,8%;
- Informatique – 2,6% [32, 33]

Tableau 1.13 – Répartition des étudiants étrangers admis pour l'année 2014-2015 par filières de programmes d'études, %

		2014	2015
1	Ingénierie, technologies et sciences et techniques	33,9	32
2	Sciences de la société	31,2	25,5
3	Santé et médecine	11,4	8,7
4	Sciences humaines	10,2	12,3
5	Sciences mathématiques et naturelles	6,9	6,5
6	Art et culture	2,6	3,9
7	Education et sciences pédagogiques	1,9	1,8
8	Agriculture et sciences agraires	1,8	2,0

Source: [17]

Ces données montrent bien que la structure de la demande des étudiants étrangers par filières a considérablement changé depuis les derniers 25 ans. D'un côté, la demande est toujours élevée pour les filières de l'ingénierie, liées aux technologies et aux sciences et techniques. D'un autre côté, les sciences de la société (économie, droit, gestion) occupent désormais la deuxième place, ayant devancé même la demande traditionnellement élevée pour les sciences mathématiques et naturelles.

Il est également intéressant d'analyser la demande des étudiants étrangers pour les différents niveaux des programmes d'études.

Tableau 1.14 – Répartition des étudiants étrangers admis aux universités russes par niveaux d'éducation

		2014	2015
1	Bac + 4	51,7	48,7
2	Master	18,0	19,6
3	Bac + 5	16,0	15,0
4	Ecole doctorale	7,3	7,7
5	Formation professionnelle complémentaire	5,3	6,8
6	Résidanat	1,1	1,5
7	Education sec ondaire professionnelle	0,6	0,1

Source: [17, p. 33]

La grande majorité des étudiants étrangers (plus de la moitié) choisissent le niveau Bac + 4, puis leur choix se porte sur le Master (près de 20%); un nombre similaire d'étudiants choisissent le niveau Bac + 5 (15-16%) (Tableau 1.13).

Ces dernières années ont vu se produire des changements considérables dans la structure des professions et des qualifications de la population salariée en Russie qui dépendent surtout du niveau des études supérieures suivies: Master-Bac+5-Bac+4. En 2015, la part des diplômés russes ayant trouvé un emploi s'élève à 75%. En 2014 ces chiffres ont été les mêmes.

La part des managers, y compris des PME, dans la structure des employés a augmenté de 4 à 9% (entre 2000 et 2013). La part des employés hautement qualifiés (dont l'emploi nécessite un diplôme universitaire) a augmenté de 16 % à 20 %. En même temps, la part des travailleurs qualifiés, opérateurs, mécaniciens a diminué de 32 % à 25 % et la part des travailleurs non-qualifiés dans le nombre total des employés a diminué de 13 à 10%.

Les représentants des disciplines de l'ingénierie ont le salaire mensuel moyen le plus élevé. Cinq spécialisations sont en tête de la liste:

- 1) navigation aérienne et exploitation des appareils aéronautiques et des fusées. Les diplômés de cette filière ont un salaire mensuel moyen de plus de 74 mille RUB;
- 2) énergie et technologies nucléaires: les jeunes spécialistes dans ce domaine reçoivent près de 74 mille RUB par mois;
- 3) les diplômés des filières comme géologie appliquée, exploitation minière, extraction du pétrole et du gaz ont un salaire mensuel moyen de plus de 47 mille RUB;
- 4) électronique, radiotechnique et systèmes de communications: 46 mille RUB par mois;
- 5) physique et astronomie: plus de 43 mille RUB par mois [34, 35].

Ainsi, les avantages compétitifs évidents des diplômés des universités européennes, dont 60% étudiants ont participé aux différents programmes de mobilité et seulement 20% ne faisaient pas partie de ces programmes, démontrent d'une manière très convaincante les avantages des programmes de coopération internationale dans le domaine de l'éducation. La part des chômeurs parmi les diplômés des universités qui ont terminé leurs études il y a 5 ans et qui avaient participé aux programmes de mobilité internationale est en générale de 23% moins élevée. Près de 40% des diplômés qui avaient fait un stage à l'étranger ont déménagé dans un autre pays; un étudiant sur trois parmi ceux qui avaient fait leurs études ou stages à l'étranger a reçu une offre de CDI dans la société où il avait fait son stage.

La connaissance de langues étrangères, l'élargissement et l'approfondissement des compétences professionnelles, la capacité à s'adapter à différents types de sociétés ne font qu'augmenter les chances des diplômés qui avaient participé à la mobilité académique internationale de trouver un emploi mieux rémunéré et d'avoir des perspectives de carrière et d'épanouissement personnel.

En même temps, l'analyse des avantages et des inconvénients de la mobilité internationale à la recherche d'un enseignement de meilleure qualité témoigne de considérables divergences entre le coût prévisionnel et réel des études (Tableau 1.4). Cette divergence, à notre avis,

est directement liée à la domination du premier (anglo-saxon, privé) ou deuxième modèle de l'enseignement supérieur, ce dernier fonctionne dans les pays les plus développés de l'Europe continentale (études pratiquement gratuites pour les étudiants nationaux et étrangers dans les universités publiques en France, Allemagne, Belgique, Espagne et autres pays de l'Europe).

Le coût général des études dans le pays est maximal à Hongkong, aux Emirats Arabes Unis, à Singapour, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis.

En même temps, le coût des études supérieures à l'étranger dans tous les pays est en nette augmentation ces dernières années, et la différence entre les coûts prévisionnels et réels (pour les étudiants et les ménages), selon l'étude de HSBC, varie parfois de 2 à 7 fois. Les programmes européens octroient aux étudiants européens un soutien considérable dans leurs projets de mobilité internationale.

La Fédération de Russie n'a pas à l'heure actuelle de programmes de soutien à la mobilité internationale de grande échelle, similaires aux programmes européens Tempus, Erasmus ou Erasmus +. Mais la participation des étudiants et professeurs russes à la mobilité internationale n'a pas cessé de croître ces dernières années dans le cadre des processus d'internationalisation des études supérieures dans le monde.

Tout en étant conscients des difficultés objectives, nous voudrions, néanmoins, souligner **des perspectives essentielles à l'attraction des étudiants par la Russie** [36, p.65]:

1. Développement d'une politique publique active de promotion des universités et centres de recherche russes sur le marché mondial des services éducatifs. Malheureusement, la Russie n'a pas de structures similaires à Campus France (Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale), DAAD (Service allemand des échanges académiques), etc. En absence de soutien public à la promotion des universités russes sur le marché mondial de l'éducation, elles lancent les initiatives elles-mêmes. Mais la coopération interuniversitaire ne peut pas résoudre tout un spectre de problèmes

auxquels sont confrontés tant les universités que les étudiants qui ont choisi de faire leurs études en Russie [36].

2. Développement d'un pôle d'éducation et de recherche au niveau de l'Etat comme dans les régions de Russie où se trouvent de grands centres universitaires. C'est un élément très important.
3. Développement et application de méthodes contemporaines d'échanges interétatiques d'étudiants. Le système existant d'attraction des étudiants étrangers ne permet pas de sélectionner les meilleurs et les plus motivés. Il faut organiser la coopération entre l'Etat, les ONG et le secteur privé pour la création d'un système de subventions dont l'octroi à tel ou tel étudiant est décidé par les universités et les ONG.
4. Aide à l'adaptation des étudiants étrangers en Russie et création d'un système de gestion des flux migratoires. Ceci suppose non seulement la garantie de la sécurité des étudiants étrangers, leur protection contre la xénophobie et les ultranationalistes de tendance fasciste, mais aussi la levée des restrictions relatives à la recherche de sources de revenus légaux par les étudiants. Même si la question de la levée des restrictions relatives au travail des étudiants étrangers est trop compliquée, il est évident que les autorités et les universités doivent réfléchir à un système de mesures permettant aux étudiants d'avoir des revenus supplémentaires.

1.3. Internationalisation de l'enseignement supérieur: principales tendances internationales

Facteurs et indicateurs principaux de l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans les stratégies éducatives de différents pays et classements mondiaux des universités .

Le phénomène de l'internationalisation de l'enseignement supérieur est apparu dans les années 80-90 du XX siècle et devenu par la suite un des facteurs les plus importants du développement des établissements d'enseignement supérieur du monde. Selon l'avis général, "on peut affirmer de manière certaine que l'internationalisation est déjà entrée dans la vie quotidienne de la plupart des universités de l'Europe continentale et fait partie intégrante de la stratégie de développement de leur activité dans le domaine de l'enseignement, des sciences et de la recherche. Les universités ont de diverses façons pris en compte la dimension internationale dans leurs stratégies: en tant que composante naturelle de tous les domaines de la vie universitaire, par la mise en place de principes séparés ou par un système de mesures". [37].

J. Knight a formulé une définition suivante de l'internationalisation: "C'est un processus d'intégration des dimensions internationale, inter-culturelle et globale avec les objectifs, les fonctions et l'organisation de prestations de services éducatifs. En fait, c'est un processus de changements, adaptés aux besoins et intérêts individuels de chaque université". [38].

On peut citer les domaines-clés suivants de l'internationalisation de l'enseignement supérieur:

- Invitation aux citoyens étrangers à faire leurs études dans les universités nationales dans le cadre de programmes de courte et longue durée (mobilité académique entrante);
- Invitation aux citoyens étrangers à enseigner et à faire de la recherche dans les universités nationales;
- Envoi de ses citoyens faire leurs études dans les universités étrangères dans le cadre de programmes de courte et longue durée;
- Création de programmes d'excellence académique pour faire entrer les universités nationales dans le top 100 des classements internationaux dans le domaine de l'enseignement supérieur;

- Coopération internationale dans le domaine de l'enseignement supérieur, des sciences et de la recherche;
- Éducation transfrontalière;
- Introduction de standards éducatifs et de matériaux didactiques internationaux;
- Enseignement en anglais; création d'un environnement multi-langue et international dans le campus universitaire.

L'analyse du processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur a permis d'identifier plusieurs types de stratégies nationales, proposées par des chercheurs russes et étrangers [38, 39, 40].

1. L'internationalisation de l'enseignement supérieur peut être intérieure et extérieure, selon la direction de ses activités: vers l'extérieur ou vers l'intérieur du système d'enseignement supérieur. Ainsi, "l'internationalisation intérieure suppose la création au sein d'un établissement d'enseignement supérieur d'une culture et d'un climat qui font avancer et soutiennent la compréhension mutuelle internationale et interculturelle. En même temps, la mise en œuvre de tous les programmes, projets et études comporte une dimension internationale. Par exemple, ils sont conformes aux standards internationaux, comportent des solutions élaborées à l'étranger, sont mis en œuvre avec des partenaires étrangers" [40]. A l'opposé "l'internationalisation extérieure suppose un processus de présentation transfrontalière de produits et services éducatifs dans les pays étrangers au moyen de différentes technologies éducatives et d'accords administratifs" [40].
2. L'internationalisation de l'enseignement supérieur comprend différents niveaux: global, régional, national, sectoriel, institutionnel (dans les universités).
3. L'étude des stratégies nationales d'internationalisation dans les pays de l'OCDE, préparée sur la base du rapport de l'OCDE (2004) "Internationalisation and Trade in Higher Education: Opportunities and Challenges", a identifié quatre stratégies qui caractérisent la politique de l'OCDE dans ce domaine:

- Approche concertée (Mutual understanding approach).
- Stratégie de la migration de main-d'œuvre qualifiée (Skilled migration approach).
- Stratégie de production de revenus (Revenue-generating approach).
- Stratégie du renforcement des capacités (Capacity building approach). [41].

L'approche concertée d'internationalisation de l'enseignement supérieur vise l'intégration du pays dans l'espace mondial d'éducation et "la réalisation d'objectifs politiques, culturels, et académiques de développement du pays à long terme. Cette stratégie est mise en œuvre via le soutien à la mobilité académique, l'octroi de bourses et la réalisation de programmes d'échanges académiques, ainsi que de programmes qui visent la création de partenariats institutionnels dans le domaine de l'éducation. Parmi les pays qui suivent une approche concertée, on peut citer le Japon, le Mexique, la Corée du Sud et l'Espagne" [42].

Les pays qui ont une courbe démographique négative à long terme mettent en œuvre la stratégie de soutien à la migration de spécialistes étrangers qualifiés qui vise à attirer les jeunes talents pour qu'ils fassent leurs études dans les universités nationales et intègrent par la suite le marché du travail national pour compenser le déficit de ressources en main-d'œuvre; cette stratégie implique le maintien d'un contingent d'étudiants et du corps professoral des universités.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie pour les étudiants étrangers, le pays introduit un système de bourses académiques complété par un programme de promotion active du système d'enseignement supérieur de ce pays à l'étranger. Ses programmes sont réalisés par des agences spécialisées ou bien un réseau d'agences et d'organisations. Parmi les pays qui ont adopté cette stratégie on peut nommer l'Autriche, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Allemagne, le Royaume-Uni (pour les étudiants des pays de l'UE), l'Irlande, les Pays-Bas, ainsi que Malte, la Norvège, la Suisse, le Canada, et les Etats-Unis (pour les étudiants qui suivent une formation post-universitaire) [42].

Il est évident que l'influence de la migration dans le domaine de l'enseignement supérieur sur les flux migratoires est plus importante dans

les pays qui autorisent les diplômés étrangers de leurs universités à rester et à travailler. Et vice versa, cette influence est moins significative dans les pays qui les autorisent à rester provisoirement et les engagent à quitter le pays après. Les étudiants étrangers qui terminent leurs études et trouvent des emplois qualifiés dans l'économie nationale influencent beaucoup les flux migratoires.

Quand une stratégie d'internationalisation de l'enseignement supérieur vise à percevoir des revenus, les études pour les étudiants étrangers sont en général organisées sur la base de compensations et les revenus des études et du séjour des étudiants étrangers deviennent pour l'Etat un produit d'exportation. L'Etat, à son tour, offre aux universités une autonomie considérable, garantit le prestige de son système et un degré de protection élevé aux étudiants étrangers. Parmi les pays qui suivent cette approche se trouvent l'Australie, le Royaume-Uni (pour les étudiants des pays hors UE), la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis (pour les étudiants qui font leurs études supérieures) [41]. On appelle ces pays de grands exportateurs d'éducation.

Les pays importateurs d'enseignement supérieur optent pour la stratégie d'élargissement des possibilités qui "encourage les études supérieures à l'étranger ou dans les universités fournisseurs de services éducatifs étrangers. Les instruments importants de cette approche sont:

- 1) des programmes de soutien à la mobilité internationale des fonctionnaires, professeurs, chercheurs et étudiants;
- 2) la création dans le pays de conditions favorables à l'activité commerciale des universités, de programmes académiques et de professeurs étrangers. Les partenariats avec des fournisseurs locaux de services éducatifs sont encouragés pour assurer l'échange du savoir entre les institutions éducatives étrangères et nationales. Les pays où cette approche est particulièrement évidente sont ceux d'Asie du Sud-Est et d'Asie Centrale (Malaisie, Hongkong, Chine, Singapour, Indonésie, Viêtnam, Thaïlande), le Mexique et certains pays d'Europe de l'Est" [41].

Le niveau d'internationalisation des universités est évalué dans les classements mondiaux des universités: QS World University Rankings et THE World University Rankings.

Deux des six critères du classement QS World University Rankings sont liés à l'internationalisation:

- pourcentage d'étudiants étrangers – ce sont les statistiques les plus simples à obtenir qui reflètent le niveau d'attractivité de telle ou telle université au niveau international. Sont pris en compte les étudiants qui sont citoyens des pays autres que le pays d'études et font leurs études dans le campus universitaire pendant au moins un semestre sans participer à des programmes d'échanges (Tableau 1.15).
- pourcentage de professeurs étrangers – de façon similaire sont pris en compte les professeurs qui travaillent à temps plein ou à mi-temps et passent au moins un semestre dans cette université [41] (Tableau 1.16).

Tableau 1.15 – Universités qui occupaient les premières places du classement QS World University Rankings en 2015 (indicateur « Part des étudiants étrangers dans la population totale des étudiants », % et pers.

Nº	Universités	Statistiques pour les leaders du classement en 2015, indicateur "Part des étudiants étrangers dans la population totale des étudiants", %	Nombre des étudiants étrangers, pers.
1	MIT	33	3 717
2	Stanford University	22,4	3 555
3	Harvard University	21,4	4 706
4	University of Cambridge	35,4	6 689
5	California Institute of Technology (Caltech)	27,2	603
6	University of Oxford	36,1	7 324
7	UCL (University College London)	48,7	15 074
8	ETH Zurich – Swiss Federal Institute of Technology	37,5	7 226
9	Imperial College London	54,2	8 425
10	University of Chicago	21,4	2 888

Source: QS World University Rankings. URL: <http://www.topuniversities.com/>

Tableau 1.16 – Universités qui occupaient les premières places du classement QS World University Rankings en (indicateur «Part des professeurs étrangers»), % et pers.

Nº	Universités	Statistiques pour les leaders du classement en 2015 r., indicateur “Part des professeurs étrangers”, %	Nombre des professeurs étrangers, pers.
1	MIT	56	1 679
2	Stanford University	47,6	1 972
3	Harvard University	50	2 179
4	University of Cambridge	41,4	2 221
5	California Institute of Technology (Caltech)	34,4	324
6	University of Oxford	43,9	2 946
7	UCL (University College London)	43,9	2 946
8	ETH Zurich – Swiss Federal Institute of Technology	76,3	1 923
9	Imperial College London	52,6	2 060
10	University of Chicago	23,5	559

Source: QS World University Rankings. URL: <http://www.topuniversities.com/>

Des 13 critères du classement THE World University Rankings seulement 2 sont liés à l'internationalisation:

- Pourcentage des étudiants étrangers – rapport du nombre d'étudiants étrangers à la totalité d'étudiants (Tableau 1.17).
- Pourcentage des professeurs étrangers – rapport du nombre de professeurs étrangers au nombre de leurs collègues locaux (Tableau 1.18).

Tableau 1.17 – Universités qui occupaient les premières places du classement THE World University Rankings en 2015 (indicateur “Part des étudiants étrangers dans le nombre total des étudiants”), % et nombre d’étudiants étrangers.

Nº	Universités	Statistiques pour les leaders du classement en 2015, indicateur “Part des étudiants étrangers dans le nombre total des étudiants”, %	Nombre des étudiants étrangers, pers.
1	University of Oxford	34	6 772
2	California Institute of Technology	27	605
3	Stanford University	22,4	3 555

Source: Times Higher Education. URL: <https://www.timeshighereducation.com/>

Tableau 1.18 – Universités qui occupaient les premières places du classement THE World University Rankings en 2015 (indicateur “Part des professeurs étrangers”), % et pers.

Nº	Universités	Statistiques pour les leaders du classement en 2015, indicateur “Part des professeurs étrangers”, %	Nombre des professeurs étrangers, pers.
1	University of Oxford	43	2 946
2	California Institute of Technology	34	324
3	Stanford University	47,6	1 972

Source: Times Higher Education. URL: <https://www.timeshighereducation.com/>

Le classement The Academic Ranking of World Universities (classement de Shanghai) ne contient pas de critères relatifs à l'internationalisation des universités.

Cependant, l'analyse des classements nationaux des différents pays (Tableau 1.19) a démontré que le critère d'internationalisation est présent dans la majorité absolue de ces classements.

Tableau 1.19 – Classements nationaux des pays qui comportent des critères pour évaluer l'internationalisation dans les établissements d'enseignement supérieur

Nº	Pays	Classement national
1	Argentine	Consejo Nacional de Evaluación y Acreditación de las Universidades (Consejo Nacional de Evaluación y Acreditación de las Universidades)
2	Australie	Good Universities Guides (Hobsons Australia)
3	Brésil	Prova0, annual standardized examination ranking university programmes on a five-grade scale from A to E (National Institute for Educational Studies and Research)
4	Canada	Maclean's university ranking (Maclean's)
5	Chili	Consejo Nacional de Acreditación (National Accreditation Agency, grants accreditation for different lengths of time from three to seven years) Ranking de las mejores universidades del país/Ranking universidades El Mercurio (El Mercurio) Ranking de universidades Qué Pasa (Que Pasa)
6	Chine	Academic Reputation Ranking in Taiwan (Education Evaluation Section, Center for Learning and Teaching, Tamkang University) China Academic Degrees and Graduate Education Development Center The Chinese Universities Alumni Association Ranking
7	Allemagne	CHE University Ranking (Center for Higher Education Development, in partnership with Die Zeit) The best universities in Germany (Karriere)
8	Inde	India Today Ranking (India Today) JAM College Rankings National Assessment and Accreditation Council
9	Kazakhstan	Ranking of Higher Education Institutions in Kazakhstan
10	Malaisie	The Rating of Higher Education Institutions
11	Pays-Bas	The Leiden Ranking (Leiden University)
12	Nouvelle Zélande	PBRF Rankings of New Zealand Tertiary Education Institutions (Tertiary Education Commission)
13	Nigéria	Ranking of Nigerian Universities
14	Pakistan	Ranking of Universities, Pakistan (Pakistan Higher Education Commission)

15	Pologne	Perspektywy
16	Portugal	Jornal Publico
17	Roumanie	Academic Ranking and Rating Ad-Astra ranking Ranking of Universities (The National Council of Research in Higher Education)
18	Slovaquie	Academic Ranking and Rating (The Independent Slovak Academic Ranking and Rating Agency)
19	Corée du Sud	Korean Council for University Education Ranking
20	Espagne	Generador de Rankings RI3 para clasificar Instituciones Iberoamericanas de Investigación National Graduation Rate Ranking (GRS Research Group)
21	Suède	Ranking of Universities of Colleges (Moderna Tider)
22	Suisse	Champions League (The Swiss Federal Government's Zentrum für Wissenschafts - und Technologiestudien) Switzerland University Ranking
23	Thaïlande	Ministry of Higher Education Ranking
24	Tunisie	Comité National d'Évaluation
25	Ukraine	Compass: Ranking of Ukrainian Universities UNESCO Chair, Kyiv Polytechnic Institute, to be published by Zerkalo Nedeli (weekly magazine)
26	Royaume-Uni	The Good University Guide (The Times, London) The Guardian University Guide (The Guardian)
27	Etats-Unis	America's Best Colleges (US News and World Report) The Top American Research Universities (The Center for Measuring the Performance of American Universities) The Princeton Review - The new 2012 Best 376 Colleges The Washington Monthly College Rankings (Washington Monthly) Assessment of Research Doctorate Programs (United States National Research Council)

Source: The Academic Ranking of World Universities (Classement de Shanghai).
URL: <http://www.shanghairanking.com/ru/resources.html>

La plupart des pays du monde soutiennent de manière active les domaines principaux de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Plus de la moitié des pays européens ont pris des mesures pour encourager l'internationalisation dans les universités nationales, y compris des mesures financières [43, 44]. Les domaines de l'internationalisation dans les universités comprennent: l'élévation de la qualité de l'enseignement, la préparation des étudiants à la vie et au travail dans un monde interculturel et global, l'accroissement du prestige international des universités. Pour mesurer l'internationalisation, on utilise les indicateurs suivants: l'admission des étudiants étrangers à des programmes de longue durée, l'existence et le nombre de contrats de travail à durée indéterminée pour les enseignants et les professeurs étrangers, la création et la mise en œuvre de programmes communs. Ce sont les dirigeants des universités qui jouent le rôle-clé dans le processus d'internationalisation des universités.

Comme on l'a souligné plus haut, les stratégies d'internationalisation de l'enseignement supérieur deviennent des éléments indispensables des vastes réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en cours dans plusieurs pays du monde. Il est intéressant de noter que les stratégies d'internationalisation sont élaborées, discutées et adoptées non seulement au niveau national, mais aussi dans de grandes universités qui ne peuvent pas négliger les exigences du marché international de l'éducation; elles captent donc le contenu des nouvelles tendances et l'incorporent à leurs activités tout en maintenant et augmentant leur compétitivité.

Le début de notre nouveau siècle se caractérise par des changements structurels puissants provoqués par la mondialisation croissante de l'activité humaine, le renforcement du rôle des finances dans l'économie et l'apparition et la propagation rapide de nouvelles technologies, avant tout dans le domaine de l'énergie et des TIC. Comme dans toutes les révolutions industrielles précédentes, cela signifie la hausse de la productivité par les acteurs économiques grâce à la modification du temps et de l'espace. La combinaison de ces facteurs a rendu possible le déplacement de la production de masse vers des régions à puissant potentiel de développement et à coût de production bas, ce qui a changé de

manière radicale les avantages absolus et relatifs des régions du monde les plus développées.

Plus concrètement, cela signifie que la création de valeur ajoutée se concentre dorénavant non pas dans l'organisation de la production de masse qui combine économie de l'échelle et processus centralisé de prise de décisions, mais dans des actions initiales et de suivi. Les actions initiales, ce sont la recherche et le développement, les innovations, l'entrepreneuriat, et les actions de suivi supposent la maîtrise des mécanismes complexes du marché global. Ce changement du lieu de création de la valeur ajoutée place l'enseignement supérieur et la recherche au centre du développement de l'économie contemporaine. L'Université prend progressivement la place des usines et d'autres complexes industriels dans la création de l'écosystème, et par la suite de la structure économique et sociale d'une société. C'est cette transition que nous appelons l'émergence de l'économie des connaissances et des innovations.

Il est évident que ces changements significatifs nécessitent la réorientation de l'activité des universités et leur évolution, considérable. La plupart des Etats voudraient que ces changements soient accompagnés par la mise en place de différents mécanismes qui viseraient la création d'universités de recherche compétitives et structurées pour développer l'économie des territoires.

Nous pouvons citer en exemple la résolution du Conseil de l'Union Européenne adoptée en novembre 2017, dans laquelle il a proposé aux Etats-membres "de contribuer au perfectionnement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en créant des institutions compétitives au niveau international qui attireront en Europe les meilleurs talents, et d'offrir aux institutions de la recherche l'autonomie nécessaire pour développer leur potentiel". La résolution établit entre autres une autonomie réelle du Conseil administratif et du Président de l'université en ce qui concerne l'élaboration de la stratégie du développement. Cette stratégie peut comprendre, par exemple, la sélection et le soutien aux projets concrets de recherche, l'élaboration de la politique éducative, y compris les programmes de formation continue, le choix de la forme que revêtira la participation de l'université à la coopération académique dans le cadre des groupements d'universités, la mise

en place de mécanismes concrets du développement économique et social territorial et enfin la mise en œuvre d'une vraie et ambitieuse politique internationale.

L'internationalisation de l'activité des universités est un phénomène caractéristique et historique dans le domaine du développement de la politique internationale de l'université. L'émergence de l'économie des connaissances et des innovations a non seulement renforcé cette tendance, mais aussi provoqué des changements structurels profonds. Au début du XXI^e siècle on observe les caractéristiques suivantes de cette tendance:

Premièrement, il est évident que le nombre d'étudiants dans le monde a augmenté (de 100 millions en 2000 à 200 millions en 2013, et on prévoit que ce chiffre atteindra 400 millions en 2030). Cette dynamique est accompagnée naturellement par l'accroissement de la mobilité internationale des étudiants (de 2 millions en 2000 à 4 millions en 2013 et 8 millions en 2030 (d'après les prévisions)).

Il faut noter que cette augmentation du nombre d'étudiants est inégalement répartie selon les régions: les pays asiatiques représentent deux tiers de cette augmentation générale. L'analyse démontre que cela s'explique par le taux de croissance élevé dans ces pays et une situation démographique spécifique. Il faut tenir compte du fait que, jusqu'en 2030, près de 90% des jeunes du monde vivront dans les pays en voie de développement, dont la moitié en Asie.

En général, le facteur le plus important qui explique l'augmentation du nombre des étudiants, c'est l'émergence de la classe moyenne mondiale. D'après les prévisions, en 2030 l'Amérique du Nord et l'Europe ne représenteront que 22% de la classe moyenne mondiale, tandis qu'en 2013 ce chiffre s'élevait à 49%. En 2030, deux tiers de la classe moyenne mondiale seront concentrés dans les pays asiatiques du Pacifique, dont 40% vivront en Chine et en Inde où l'éducation est un poste de dépenses important pour les ménages.

L'augmentation du nombre d'étudiants qui participent à la mobilité internationale est une conséquence directe de l'augmentation générale du nombre d'étudiants. En effet, le pourcentage des étudiants qui participent à la mobilité reste stable – autour de 2%. Cela témoigne du fait

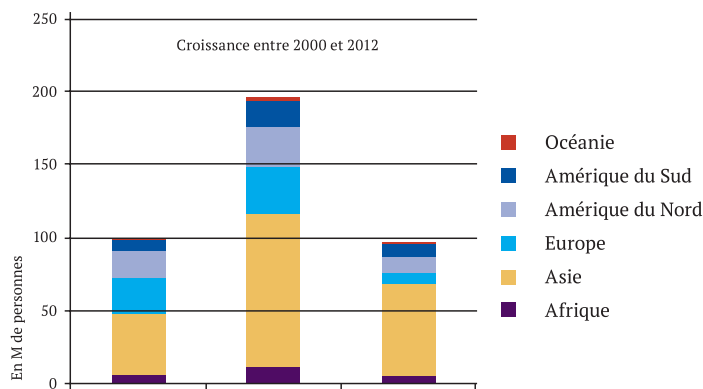


Figure 1.12. Croissance du nombre du personnel employé dans le système d'enseignement supérieur, par régions du monde [44]

que la mobilité physique des étudiants n'est généralement accessible que pour les étudiants issus des couches sociales élevées. Le prix de la mobilité, tant "monétaire" que "culturel", est sans aucun doute un frein puissant pour son développement au-delà de ces 2%.

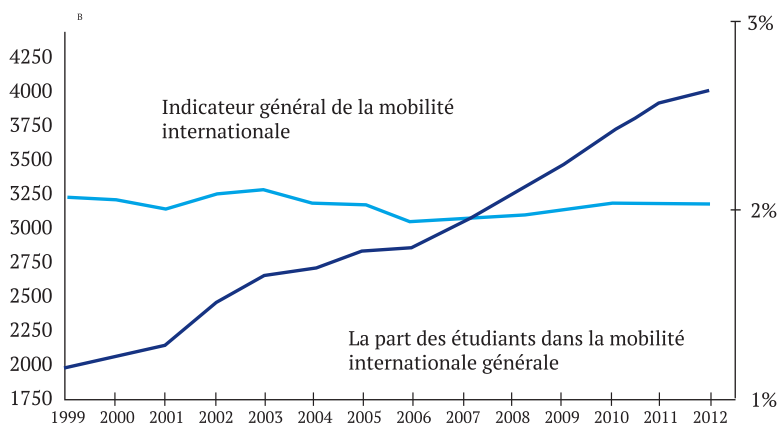


Figure 1.13. Part des étudiants dans la mobilité internationale générale [45]

Même si 98% des étudiants ne participent pas aux programmes de mobilité, la plupart d'entre eux voudraient "internationaliser" leurs études. La demande potentielle est très importante, mais les systèmes nationaux d'enseignement supérieur et de la recherche ne peuvent pas toujours satisfaire une telle pression de la demande.

Ceci explique la deuxième caractéristique de l'internationalisation de l'enseignement supérieur: la diversification des méthodes d'internationalisation par les universités afin de satisfaire cette nouvelle demande dans les pays à fortes traditions universitaires. Selon la culture universitaire dans ces pays, la nouvelle dynamique de l'offre se base sur le système de financement, l'influence ou l'attractivité des études du point de vue de la qualité. Dans tous les cas, cette tendance à l'accroissement de l'internationalisation des grandes universités de recherche assure l'offre qui correspond le mieux à la demande de millions d'étudiants par le biais des nouveaux instruments de l'économie digitale.

Le terme "éducation transnationale" désigne également de nouvelles formes d'internationalisation qui consistent à exporter les services de l'enseignement supérieur, de la recherche et des innovations à l'étranger. L'UNESCO lui donne la définition suivante: *"l'éducation transnationale se caractérise par des accords et des partenariats entre les institutions et organisations dans le cadre desquelles les étudiants se trouvent dans un pays autre que le pays où se trouve l'établissement principal qui assure leur formation professionnelle"*.

Actuellement plusieurs formes de mise en oeuvre d'éducation transnationale existent. Les formes les plus répandues d'expansion de l'enseignement au-delà des frontières sont l'enseignement à distance, les programmes de double diplomation, les diplômés à distance, les institutions associées (par exemple les réseaux), les filiales avec franchise, les campus à l'étranger et leurs combinaisons. Les formes nouvelles les plus visibles et symboliques, comme les campus internationaux, sont plus répandues dans les pays anglo-saxons (Etats-Unis, Royaume-Uni, Australie); près de 75% de campus sont créés par les universités de ces pays. 66% des campus internationaux sont exportés dans les pays d'Asie et du Proche Orient. Mais il faut dire que les différents moyens d'expansion à l'étranger qui ne prévoient pas l'accueil d'étudiants étrangers sont

des mécanismes complémentaires pour rendre l'établissement-exportateur encore plus attractif.

D'autres formes d'éducation transnationale apparaissent grâce à la propagation des technologies numériques et des certificats d'études à distance, surtout dans le cadre de la formation continue. De ce point de vue, il est intéressant de noter que contrairement à toute attente, ce sont plutôt des gens avec un diplôme supérieur et se trouvant à proximité géographique des établissements éducatifs qui suivent les cours américains MOOC (Massive Open Online Courses, une des formes contemporaines de l'éducation à distance) avec un objectif de formation continue.

Enfin, la troisième caractéristique, c'est la compétition plus acharnée pour l'accueil d'étudiants étrangers à laquelle prennent part non seulement les pays développés, mais aussi, récemment, les pays en voie de développement et les pays qui se sont spécialisés historiquement et traditionnellement dans l'accueil d'étudiants étrangers.

Même si l'Europe et l'Amérique du Nord restent les régions les plus attractives où 50% de la totalité des étudiants étrangers font leurs études, nous pouvons observer la tendance à la régionalisation de l'offre dans le domaine de l'enseignement supérieur. Il est évident que cette tendance est soutenue par la politique stratégique des universités et les gouvernements de certains pays en voie de développement qui visent la création d'avantages comparatifs dans l'économie des connaissances et des innovations. Les centres de connaissances et d'éducation apparaissent en Asie (surtout à Singapour et à Hongkong), au Proche Orient (aux Emirats Arabes Unis et Qatar) et en Afrique (par exemple, en Afrique du Sud).

Ces trois caractéristiques de l'internationalisation des études doivent être prises en compte lors du choix de la stratégie d'expansion internationale des universités.

A notre avis, il existe trois axes d'élaboration de plans concrets de mise en oeuvre de la stratégie d'internationalisation: le premier est lié à l'identification des avantages comparatifs de l'écosystème universitaire territorial, le deuxième à l'identification des interactions positives qu'entraînera l'expansion internationale de l'université et le troisième comprend la définition du "modèle d'entreprise" d'internationalisation pour l'université.

Le rôle accru des universités de recherche dans l'économie des connaissances et des innovations se traduit entre autres par une contribution importante de l'activité des universités au développement territorial, c'est pourquoi une coordination des acteurs institutionnels est nécessaire lors de l'élaboration des stratégies de spécialisation pour la région. En effet, la concurrence mondiale pousse chaque région à chercher des avantages comparatifs pour augmenter son attractivité et dans ces conditions il est peu probable que la spécialisation de la région et celle de l'université seront différentes. Même si l'université qui fait de la recherche doit être subordonnée à la logique académique d'une discipline concrète, il faut également poursuivre un dialogue continu au sujet des formations et de la recherche nécessaires, surtout pour de nouveaux secteurs qui nécessitent des efforts communs.

L'internationalisation de l'université, tout comme la pratique traditionnelle des échanges académiques d'étudiants et de chercheurs avec d'autres universités, doit comprendre la spécialisation territoriale. C'est pourquoi différentes formes de coopération internationale doivent exister non seulement entre institutions académiques, mais aussi entre écosystèmes et être consacrées aux différentes questions thématiques, par exemple, des questions sociales. Ces thématiques doivent être incorporées aux stratégies et grandes lignes de développement déterminées par de grands instituts internationaux. Outre les universités, ce sont des sociétés privées, des organisations internationales et/ou des communautés qui peuvent être acteurs de la coopération orientée vers un développement territorial commun. Nous pouvons citer, à titre d'exemple, les problèmes liés aux spécificités géographiques ou d'urbanisation communes de tel ou tel territoire ou bien des domaines spécifiques qui ont des caractéristiques de développement communes sur ces territoires. De ce point de vue, ce ne sont pas les diplômes spécialisés ou les publications scientifiques qui forment la base de la coopération internationale aujourd'hui, mais les connaissances et les compétences créées ensemble.

Ce projet commun de longue durée entre écosystèmes territoriaux permet d'examiner la possibilité d'internationalisation des territoires à développement économique fort et de créer des centres de connaissance

es spécialisés. Ces actions permettent d'obtenir le soutien des autorités locales et nationales ainsi que des sociétés privées plus facilement que pour des projets académiques traditionnels. De plus, elles aident à convaincre les étudiants que le contenu des programmes d'études correspond aux exigences du marché de travail. Elles permettent également d'avoir un autre regard sur le problème des diplômés en les remplaçant par des certificats qui sont délivrés après la confirmation des connaissances au niveau national. Et enfin, elles permettent de mettre au point des programmes d'échanges plus équilibrés entre partenaires.

En général, le développement du partenariat international entre écosystèmes territoriaux sous la direction d'universités assure une entrée plus facile dans le processus de développement international de l'économie des connaissances et des innovations. La confiance dans les universités se renforce non pas à cause du prestige qui est déterminé par des classements académiques internationaux, mais grâce à leur capacité à créer des connaissances et des compétences spécifiques (surtout transdisciplinaires) nécessaires aux innovations. Le développement de partenariats au niveau international simplifie également l'expansion dans les régions les plus dynamiques du monde qui se caractérisent souvent par une large demande de la part des étudiants pour l'enseignement supérieur et la formation tout au long de la vie. Ces partenariats peuvent créer une nouvelle forme d'éducation transnationale et, au bout du compte, un type tout à fait nouveau de campus internationaux.

Le deuxième axe de la stratégie internationale des établissements d'enseignement supérieur consiste à identifier les relations mutuelles positives qui peuvent être mises en place grâce à l'internationalisation. Deux aspects sont ici importants. Le premier est lié à la création de réseaux et d'un "hub" (un hub - c'est un centre d'activité, le noyau dur du réseau). Le deuxième consiste à utiliser l'expérience internationale pour améliorer le processus interne de gestion de la qualité.

Les mécanismes élaborés dans le cadre de l'internationalisation et mis en oeuvre en partenariat avec d'autres structures ayant un caractère économique ou social peuvent parfois être reproduits pour renforcer la coopération dans le domaine de la création de nouvelles connaissances et compétences. Il faut noter que l'apparition de vraies stratégies de

compétition dans les institutions de recherche peut parfois entrer en contradiction avec le caractère profondément coopératif de la recherche scientifique. Il faut créer, en quelque sorte, une “coopétition” ou coopération compétitive (“coopcurrence”). Le secteur aérien peut ici servir de source d’inspiration car sous la pression d’une concurrence accrue les compagnies aériennes ont créé un réseau qui fonctionne comme une alliance. La pression des coûts croissants a provoqué la création de centres régionaux suivie par la formation de réseaux de participants qui servent aussi bien pour la coopération et la collaboration que pour la concurrence. Ce type d’organisation pourrait être adapté à l’activité des universités de recherche.

Ainsi, à côté des réseaux qui se sont formés historiquement, souvent grâce à des relations personnelles, nous pouvons créer des réseaux internationaux thématiques basés sur la recherche qui comprennent des activités d’enseignement et d’innovation. L’institution peut déployer ses ressources pour le développement de tels réseaux et la création des conditions favorables à la mobilité du personnel enseignant et des étudiants dans les domaines et régions prioritaires (coopération pour déterminer les modalités de paiement des études, élaborer la politique d’accueil, d’échange du personnel etc.). Le choix des institutions partenaires pour la création d’un réseau thématique dépend avant tout de la logique scientifique, mais il faut aussi tenir compte de tout l’écosystème dans le sens décrit ci-dessus. On peut également prendre en considération la logique territoriale, linguistique, diplomatique, etc. Il est évident que l’économie d’échelle est atteignable quand les mêmes partenaires coopèrent à différents aspects. De ce point de vue, un projet transdisciplinaire dans les écosystèmes crée des conditions favorables pour l’interaction de différentes disciplines sur différents niveaux dans le cadre d’un réseau; l’économie d’échelle est utilisée pour le lancement et d’autres opérations classiques de la diplomatie disciplinaire qui découlent de la mise en oeuvre de projets communs.

Un autre aspect important auquel les établissements d’enseignement supérieur doivent prêter attention dans le cadre de l’internationalisation de leur activité, c’est la qualité des formations. En effet, les différences entre le travail dans le cadre de projets et les autres modèles organisa-

tionnels d'une université permettent de mettre en place l'échange de différentes normes et pratiques tant au niveau de la recherche qu'au niveau pédagogique et même au niveau de la gestion. Il faut noter que le système de garantie de qualité à travers la création de systèmes nationaux d'accréditation est très développé aujourd'hui. A part un petit nombre de disciplines, dont la gestion, peu de systèmes de garantie de qualité sont développés au niveau international, ce qui augmente la concurrence entre les systèmes nationaux d'accréditation.

Une absence presque totale de standardisation permet d'utiliser les pratiques innovantes des partenaires en les adaptant aux aspects d'organisation et de gestion. En attendant l'issue de la "bataille des standards" dans le domaine de la garantie de qualité des réseaux internationaux, que nous pouvons envisager dès maintenant, il faut prêter attention aux interconnexions positives qui pourraient être établies grâce à l'internationalisation et par conséquent la mobilité. Notamment, l'attraction des étudiants étrangers et leur admission éventuelle dans les programmes d'études, suivies par la délivrance d'un diplôme dans le campus de l'établissement d'enseignement supérieur doivent devenir la source d'une élévation de la qualité: celle des étudiants et de leurs connaissances, du contenu des programmes d'études et de la gestion de tout le processus. Le travail dans le cadre de projets permet d'avoir un autre regard sur les interactions entre étudiants, enseignants-chercheurs et administration pour mettre en place des procédures qui garantissent l'application de la logique des usagers parallèlement à l'introduction des étudiants sur le marché de travail. La croissance significative de la part des étudiants étrangers sélectionnés pour travailler dans le cadre de projets permet d'examiner la possibilité de la dissémination de nouvelles pratiques. En même temps, l'influence positive de la présence d'étudiants étrangers doit s'accompagner d'échanges culturels et d'une vie sociale active parce que l'on sait que les contacts, la communication, l'intérêt pour la culture, la langue et la vie dans un autre pays jouent un rôle important dans la politique d'attraction des étudiants étrangers. C'est pourquoi la coordination dans le campus doit être bien réfléchie, d'un côté pour réunir tout naturellement les étudiants selon leur nationalité, ce qui se passe lors des rencontres des compatriotes (création

des amicales), et, d'un autre côté, pour contribuer à la mixité des cultures pour que les étudiants puissent bénéficier des avantages de la communication interculturelle.

Le troisième axe de la stratégie d'influence internationale consiste à organiser l'expansion du modèle d'affaires lié à l'activité éducative. Certains pays, surtout les pays anglo-saxons, ont développé une vision très commerciale de leur activité internationale de prestation de services éducatifs dont les revenus s'élèvent à des dizaines de milliards USD (prix des études, consommation, revenus des services off-shore, etc.). Ainsi, en Australie l'activité éducative occupe la troisième place parmi les postes d'exportation qui apportent les plus grands revenus (après les minéraux et le charbon). Ce modèle d'internationalisation ne correspond pas pleinement à la culture de l'Europe continentale qui est plus axée sur les questions d'influence et du résultat historique des relations migratoires et linguistiques. Il apparaît que ces deux axes de développement éprouvent des difficultés. D'un côté, la logique commerciale se heurte à la croissance continue du prix des études, et d'un autre côté, la logique d'influence coûte très cher et les universités (surtout en Europe) ont des problèmes de financement. Il est probable qu'un nouveau modèle d'affaires sera créé dans le contexte de la mondialisation.

Du point de vue du modèle d'affaires, l'intérêt de l'introduction d'un modèle coopératif de développement des écosystèmes réside dans l'élargissement possible de la base de financement par différents acteurs. Cela génère l'interconnexion des domaines commercial et non-lucratif et on peut ici suivre l'exemple des modèles d'affaires créés dans le monde digital. En effet, les connaissances fondamentales et leur transmission à travers l'éducation ont des caractéristiques similaires avec les produits d'information et leur dissémination. Notamment, les modèles des logiciels gratuits sous certaines conditions ou des marchés bilatéraux peuvent servir d'exemple de création de sources de revenus pour financer l'activité internationale d'une institution et même pour sa modernisation. Il s'agit de la création de nouvelles méthodes de financement des universités de recherche qui fonctionnent au-delà de la dualité traditionnelle du financement caractéristique de nombre d'institutions dans le monde entier: le prix des études et les subventions de l'Etat.

Ces nouveaux modèles émergeront grâce à l'expérimentation.

Les idées essentielles du Projet présentée ici justifient à notre avis les objectifs ambitieux de développement de la politique d'éducation internationale d'une grande université régionale et reflètent très bien les changements en cours initiés dans le cadre du projet national français IDEX [45]. Brièvement, on peut analyser le contenu de ce Projet ainsi:

- 1) Le changement du lieu de création de la valeur ajoutée place l'enseignement supérieur et la recherche au centre du développement de l'économie contemporaine, en changeant le rôle et la place de l'université contemporaine;
- 2) La croissance de la mobilité et de la demande d'une éducation internationale est liée à l'émergence d'une classe moyenne mondiale;
- 3) La concurrence pour l'accueil des étudiants étrangers devient de plus en plus acharnée;
- 4) Une diversification significative des méthodes d'internationalisation dans le monde: la part de l'éducation transnationale devient plus importante tant dans des formes déjà existantes (éducation à distance, doubles diplômes, formes d'éducation en réseaux, création de campus internationaux à l'étranger etc.) que dans des formes émergentes, apparues sous l'influence de la révolution numérique (élargissement de l'éducation en ligne, surtout dans le cadre de la formation continue);
- 5) La coopération internationale des universités est à la recherche de nouvelles formes qui s'appuient sur des projets constitués non pas autour des disciplines (l'approche la plus répandue aujourd'hui), mais sur la base d'une approche transdisciplinaire qui contribue à la création de "centres de connaissances" avec un focus non pas sur différents aspects de prestige (place de l'université dans le classement académique, publication dans plusieurs bases internationales etc.), mais sur la création de nouvelles connaissances et compétences spécialisées répondant à la demande du marché du travail, de la communauté territoriale, des entreprises et des diplômés eux-mêmes.

1.4. Evaluation des universites-reseaux dans l'union europeenne et le monde

La coopération entre les universités à travers la création de réseaux est devenue une des formes les plus prometteuses et innovantes de l'action commune. Elle est en grande partie conditionnée par des contradictions provoquées d'un côté par la décentralisation de la gestion du système d'enseignement en général et la régionalisation des universités, et d'un autre côté par la mondialisation du marché des services éducatifs, le renforcement de l'activité internationale dans le contexte d'une concurrence de plus en plus acharnée sur le marché des services éducatifs.

Selon les approches globales communes à la création d'universités-réseaux, celles-ci doivent répondre aux défis de la mondialisation, c'est-à-dire, être en phase avec les indicateurs-clés des classements mondiaux, et en même temps poursuivre les objectifs de la politique de régionalisation: l'université joue le rôle de force motrice essentielle dans la région, crée l'infrastructure pour le développement régional et augmente la capacité des investissements pour le développement de la recherche et des projets innovants. Les universités qui sont à la hauteur de ces défis sont définies comme "glocales" (global+local – "glocal") [46].

Les experts définissent le réseau comme un ensemble d'institutions d'éducation qui ont des objectifs communs, les ressources pour les atteindre et les mécanismes de la coopération en réseau. Une des caractéristiques du réseau, c'est la nature différenciée de l'interaction entre différents types et formes d'institutions parmi lesquelles on peut citer non seulement les institutions d'éducation, mais aussi les institutions de formation continue, les instituts de recherche, les associations d'établissements d'enseignement supérieur, etc. [47].

Les économistes ont identifié les principes de base suivants relatifs au fonctionnement des réseaux:

- 1) Objectif commun à long terme qui ne peut pas être atteint à 100% hors de la coopération en réseau par ses membres isolés;
- 2) Caractère volontaire des relations qui garantit la flexibilité et l'ouverture dans la structure des réseaux;
- 3) Interdépendance des partenaires qui ont la possibilité d'atteindre leurs propres objectifs et ceux de l'organisation

en obtenant grâce à la participation au processus d'intégration certains gains, mais qui doivent en même temps assumer la responsabilité de la réalisation de l'objectif final des structures-réseaux. Les partenaires au sein du réseau sont interdépendants, les unités juridiquement autonomes sont de fait très étroitement liées, "soudées" entre elles et exercent une influence mutuelle;

4) Pluralité des leaders qui permet de garantir la résistance et l'élasticité du réseau;

5) Pluralité des niveaux d'interaction, car chaque membre de la structure-réseau peut contacter directement chaque partenaire qui fait partie de cette entité-réseau [47].

La condition principale de la réussite de cette interaction en réseau entre les universités est la signature d'un accord de partenariat qui confirme les objectifs et les lignes d'action concertés pour le long terme et reflète la procédure d'interaction de ses parties, les domaines prioritaires de l'interaction ainsi que les conditions financières.

Ainsi, l'université-réseau, c'est la mise en commun des ressources éducatives, scientifiques, financières, etc. des universités pour atteindre des objectifs communs dans le domaine des études supérieures et post-universitaires. Cette mise en commun prend d'habitude la forme d'un consortium d'universités-leaders dans différents pays sans création de personne morale. Mais ce groupement des universités de différents pays peut aussi être mis en place avec la création d'une personne morale.

Le modèle des réseaux a surtout été populaire parmi les universités occidentales au début des années 2000. Les experts identifient les raisons de cette hausse de popularité ainsi:

- développement dynamique du contexte extérieur et nécessité de l'adaptation rapide des universités à ces changements;
- accroissement de la coopération internationale des universités parallèlement au renforcement de la concurrence au niveau international;
- manque d'efficacité des formes existantes de la coopération quand il s'agit des problèmes complexes de la coopération internationale dans le domaine de l'éducation et de recherche;

- développement des technologies informatiques de réseaux et des réseaux mondiaux de communications [47].

Selon les experts, les avantages de l'utilisation de structures en forme de réseaux sont les suivants:

- Capacité d'adaptation aux circonstances, réaction rapide aux changements de la conjoncture du marché;
- Concentration d'activité des acteurs du réseau sur leurs compétences clés et processus uniques;
- Réduction et optimisation considérable des coûts;
- Pas de duplication des mêmes fonctions par les membres du réseau;
- Possibilité d'inviter des partenaires compétents avec des ressources nécessaires aux activités communes dans le cadre de la mise en oeuvre des projets;
- Mécanisme efficace d'échange d'information entre les membres du réseau, réplification des meilleures pratiques.

En même temps il faut dire que l'approche basée sur les réseaux permet de garantir un fonctionnement efficace du système économique et social ainsi que de celui de chacun de ses éléments [46].

Actuellement, les universités du monde entier créent différentes formes de réseaux avec des interactions qui permettent d'obtenir des résultats particuliers et cumulés dans les domaines de l'information, des ressources, du temps, de la gestion, de l'économie, de la société et d'avoir des effets cumulatifs grâce à la combinaison de tous ces résultats [48].

Il faut tenir compte du fait que les formes organisationnelles en réseau ne sont pas des structures hiérarchiques; elles se construisent sur des principes de gestion de projets, ce qui suppose une multiplicité de leaders ou bien un leadership déconcentré. Ceci permet également d'utiliser de nouvelles formes d'organisation pour la répartition des fonctions et des centres de responsabilités. Dans les réseaux, les gestionnaires ont plutôt des fonctions de coordination et de direction et non pas des fonctions administratives. L'approche de la gestion évolue aussi: la gestion du développement orientée vers la correction des déviations cède la place à la gestion orientée vers les résultats (feedback positif) quand les résultats positifs encouragent à poursuivre le travail pour obtenir des résultats encore plus performants. [48].

La base législative du fonctionnement des structures en réseau dans l'UE et la Fédération de Russie

La condition sine qua non pour le renforcement des positions de l'enseignement supérieur en Europe est le développement de l'interaction sous forme de groupements interuniversitaires, d'associations et de programmes différents. A partir de 1954, année de la signature de la Convention culturelle européenne, ce sont les universités qui ont été à l'origine de la création de l'espace commun de l'éducation, grâce à la qualité de leur activité dans le domaine de l'éducation et de la recherche.

Parmi les initiatives législatives les plus importantes des gouvernements européens dans le cadre de la réglementation internationale de l'enseignement supérieur, se distinguent les initiatives suivantes:

1) Magna Charta Universitatum (1988) - le premier document qui a défini le rôle et la place de l'Université sur la scène internationale et dans la structure de chaque Etat. Dans ce document, l'Université est définie comme une institution indépendante du pouvoir politique et économique dont l'activité principale est consacrée à l'enseignement et la recherche. Cette charte crée les bases de l'éducation transnationale car elle stipule que l'Université nie les frontières politiques et géographiques en se fixant l'objectif de la création d'un espace d'enseignement commun. Ainsi, la Charte a servi de base au nouveau modèle d'interaction en réseau entre les universités et a fixé les paramètres principaux de son fonctionnement: indépendance politique et économique, nivellement des frontières politiques et géographiques ainsi que communication interculturelle.

2) Déclaration de la Sorbonne (1998) – une déclaration commune consacrée à l'harmonisation du système européen de l'enseignement supérieur. L'accent est mis sur la mobilité académique; l'Université joue le rôle essentiel dans le développement de l'espace européen de la culture. La reconnaissance et l'affirmation de la nécessité de deux cycles principaux d'études: universitaire et post-universitaire, l'importance de la mise en place d'un système d'équivalence international.

3) Déclaration de Bologne (1999) – création de l'espace européen de l'enseignement supérieur. Cette déclaration a été adoptée dans un objectif d'amélioration de la compétitivité du système européen d'enseignement supérieur au niveau international, de coordination, uniformisation, harmonisation et ouverture de la politique européenne d'éducation. Introduction de niveaux clairement définis et comparables, de deux cycles d'enseignement supérieur (Bac+4 et Master), du système de crédits ECTS.

4) Comités des conventions sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne (Riga, 2001; Strasbourg, 2004) – création et fonctionnement des réseaux de mobilité académique et de reconnaissance ENIC/NARIC.

5) Déclaration de Glasgow (2005): Des universités fortes pour une Europe forte – début de la coopération dans le cadre de l'Association européenne des universités et des structures de réseau similaires.

6) Création de l'espace européen d'enseignement supérieur (2010) [49].

En Russie, l'interaction des universités en réseaux est réglementée par l'article 15 de la Loi fédérale "Sur l'éducation dans la Fédération de Russie" N° 273 du 29.12. 2012 et le "Règlement sur l'organisation des programmes d'études sous forme de réseaux dans les universités fédérales".

Selon la Loi, "l'organisation des programmes d'études en réseau permet aux étudiants de maîtriser le contenu des curricula en utilisant les ressources de plusieurs établissements d'enseignement supérieur, y compris étrangers, ainsi que celles d'autres organisations si besoin en est". D'autres actes normatifs réglementent la mise en oeuvre des programmes en réseaux, ce sont les statuts des organisations et les accords des organisations-membres de réseau qui assurent la mise en oeuvre des programmes communs. Un aspect important de cette activité concerne l'élaboration de standards pour les programmes du réseau, la mise en oeuvre de programmes d'études pilotes pour les tester, l'élargissement du set de programmes d'études pour le réseau et l'adaptation de la base légale et réglementaire de l'éducation en réseau [50]. Le mécanisme

de mise en oeuvre des programmes d'études pour le réseau doit être fixé par les règlements locaux de chaque organisation en vertu de l'article 15 et compte tenu des dispositions de l'article 30 de la Loi fédérale "Sur l'éducation dans la Fédération de Russie" [50, 51].

Analyse de l'interaction des universités de l'UE et du monde en réseau

Même si les premières associations d'universités sont apparues il y a près de 100 ans⁵, la forme de l'interaction des établissements d'enseignement supérieur en réseau avec l'objectif de renforcer l'intégration et de mettre en oeuvre des projets communs est relativement récente (apparue dans les années 1990, il y a 25-30 ans).

Ce rapport est une des premières tentatives de systématiser l'information disponible sur les universités internationales qui fonctionnent en réseau⁶, notamment en fonction de leurs types⁷.

Dans ce rapport nous avons analysé 33 réseaux internationaux d'universités (dont 13 associations, 12 réseaux et 8 consortiums).

Pour analyser les données, nous avons choisi les réseaux qui répondent aux critères suivants:

- 1) le réseau a un caractère international (comprend les structures de trois pays et plus);
- 2) le réseau fonctionne depuis plus de deux ans;
- 3) les partenaires au sein du réseau ont signé des accords de coopération qui réglementent leurs activité, droits et responsabilités;
- 4) le réseau a une structure dirigeante opérationnelle qui fixe des objectifs, détermine des missions tactiques et stratégiques et planifie le développement du réseau;
- 5) le réseau comprend au moins 4 universités et autres structures institutionnelles.

⁵ Note: l'Association des universités de la Communauté des Nations (Association of Commonwealth Universities), qui a été l'une des premières associations de ce type, avait été créée en 1913.

⁶ Note: dans ce rapport nous ne prenons pas en considération les réseaux nationaux des universités.

⁷ Note: A regarder les travaux de Beerkens [52] et Melikyan [53]

Afin de systématiser l'information nous avons utilisé les données publiées sur les sites web des réseaux internationaux d'universités, leurs rapports annuels, exposés, articles, les textes des accords avec les partenaires, informations sur les conditions de participation au réseau et d'autres données disponibles au public sur le réseau Internet.

Aujourd'hui l'interaction des universités en réseaux s'organise sous forme de consortiums, associations, réseaux, pôles (établissement d'enseignement supérieur – organisations – centres de recherche) et les réseaux des filiales des universités à l'étranger (Tableau 1.20).

Tableau 1.20 – Types des réseaux internationaux d'universités analysés, 2017

N°	Nom	Type	Date de création	Nombre de membres
1	Global University Network for Innovation (GUNI)	réseau	1999	210, de 78 pays
2	Network of the Universities from the Capitals of Europe (UNICA)	réseau	1990	46, de 35 capitales (pays)
3	International Network of Universities (INU)	consortium	1998	13, représentent 5 continents
4	Worldwide Universities Network (WUN)	réseau	2000	21 (11 pays, 5 continents)
5	ASEAN University Network (AUN)	association	1995	30, de 10 pays
6	Consortium Linking Universities of Science and Technology for Education and Research (CLUSTER)	consortium	1990	12
7	Baltic Sea Region Universities Network (BSRUN)	réseau	2000	26
8	CAMPUS EUROPAE	association	2001	30, de 20 pays
9	UTRECHT Network	association	1987	32, de 27 pays
10	League of European Research Universities (LERU)	consortium	2002	23
11	Coimbra Group	association	1985 (1987)	39
12	Compostela Group (CGU)	association	1993	67
13	Group European Universities' Network (Santander)	réseau	1992	30, de 15 pays
14	Matariki Network of Universities (MNU)	association	2010	7

15	Mediterranean Universities Union (UNIMED)	association	1991	93, de 22 pays
16	Universitas 21	réseau	1997	25, de 15 pays
17	University Network of the European Capitals of Culture (UNeECC)	association	2006	47
18	Black Sea Universities Network (BSUN)	réseau		110
19	International Research Universities Network (IRUN)	réseau	2006	10
20	Austrian South-East Asian University Partnership Network (ASEA UNINET)	réseau	1994	80, de 20 pays
21	International Strategic Technology Alliance (ISTA)	association	1995	27
22	Top Industrial Managers for Europe Association (TIME)	réseau (association)	1989	53
23	Academic Consortium for the 21 st Century	réseau	2002	21
24	European Consortium of Innovative Universities (ECIU)	consortium	1997	12
25	Prime Networking	association	2001	20
26	European Association of Distance Teaching Universities (EADTU)	online-association	1987	plus de 200, 25 pays
27	Association of American International Colleges and Universities	consortium	1971	27
28	European University Association (EUA)	association	2001	850, de 47 pays
29	Universities of Applied Sciences Network (UASnet)	réseau	2011	11
30	CIS Network university	consortium	2008	28, de 9 pays
31	University of Shanghai Cooperation Organization	consortium	2008	79 (6 pays), 4 pays-observateurs
32	European Association of Institutions in Higher Education (EURASHE)	consortium	1990	62
33	BRICS University network	consortium	2013-2015	56

Source: Compilation par l'auteur sur la base de l'information publiée sur des sites web officiels des structures en réseau analysées

La forme du consortium pour les réseaux d'universités est assez répandue en raison de son attractivité; ses membres s'appuient dans leurs activités sur des accords bilatéraux entre les Etats, la législation nationale, leurs statuts et les normes locales applicables à l'activité éducative, administrative et autre.

L'accord conclu dans le cadre du consortium ne prévoit pas de responsabilités matérielles ou financières de ses membres et ne limite pas leur indépendance et autonomie quant à l'exercice de leur activité statutaire.

Le consortium peut utiliser pour son financement les ressources budgétaires et extrabudgétaires de ses membres, les ressources des organisations internationales, les contributions volontaires des structures privées, les ressources collectées en guise de prix pour les études suivant les conditions définies par les participants et d'autres ressources. La gestion de l'activité commune est assurée par un conseil de coordination et par l'organisation principale choisie parmi les membres du consortium pour une période de temps déterminée. Ces compétences peuvent être transmises consécutivement aux autres membres du consortium [52, 53, 54, 55].

Selon les données présentées dans le Tableau 1.20, les structures en réseaux analysées comprennent au total plus de 2 397 organisations de plus de 210 pays.

Les structures peuvent être classées selon l'objectif de création d'un réseau, c'est-à-dire, la spécialisation des structures qui forment ce réseau, dans les catégories suivantes:⁸ structures en réseau éducatives (qui mettent en oeuvre différents programmes d'études) et structures en réseau innovantes (basées sur l'infrastructure et l'intégration) [48].

La plupart des structures en réseau analysées ont une spécialisation très large (27 sur 33 structures analysées), trois structures se spécialisent dans les innovations (UASNet, MNU et ECIU), et trois autres structures se concentrent sur les technologies et l'ingénierie (CLUSTER, ISTA et Association TIME).

⁸ Note: par exemple, l'Université-réseau de la CEI, l'Université de l'OCS, les nouvelles universités-réseaux dans les pays des BRICS et de la CEEA

Dans la plupart des structures examinées, ce sont les universités-partenaires elles-mêmes qui ont initié la création du réseau. Elles avaient des relations de coopération de long terme et souhaitaient les développer pour mettre en oeuvre des programmes plus vastes et nécessitant des ressources et un financement additionnels (y compris des programmes Erasmus+, Erasmus Mundus, Tempus).

Dans 27% des cas, ce sont les structures institutionnelles nonéducatives qui avaient initié la création des réseaux. Par exemple, le réseau GUNI (Réseau mondial universitaire des innovations) a été créé à l'initiative de l'ONU et de l'UNESCO, il réunit toutes les structures au sein desquelles fonctionnent les Chaires de l'UNESCO.

Dans d'autres cas, la création des universités-réseaux peut être initiée par des structures dirigeantes des groupements d'intégration territoriaux (par exemple, l'ASEAN, les pays Baltes ou ceux de la région de la mer Noire) ou bien les ministères de l'Education des pays (c'est le cas de l'Université-réseau de l'OCS ou de l'ISTA). Les universités peuvent créer des réseaux à partir de la fusion de structures existantes: il en va ainsi de l'Association européenne des universités (2001).

Il est particulièrement intéressant d'analyser la répartition géographique des universités-réseaux (Figure 1.14).

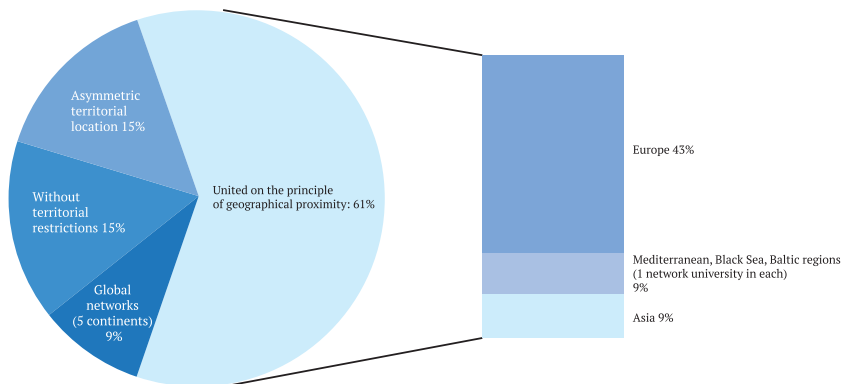


Figure 1.14. Répartition géographique des organisations-membres des structures en réseau. Calculée par les auteurs sur la base des données collectées.

Conformément à la Figure 1.19, les structures en réseau à l'échelle globale et mondiale n'ont pas de restrictions géographiques pour l'agrandissement et l'admission de nouveaux membres. Parmi ces réseaux, on trouve GUNI, INU, WUN, CGU, Universitas 21, TIME, Prime Network et Consortium académique du XXI siècle (15%).

Une certaine asymétrie de la distribution géographique des participants est observée dans 5 structures: ISTA (universités de Chine, Etats-Unis et Royaume-Uni), Université-réseau des BRICS, Association des 'colleges' et des universités internationaux américains, réseaux des universités Matariki et réseau des universités-partenaires d'Autriche et d'Asie de Sud-Est.

Mais le groupe le plus nombreux (20 universités-réseaux, soit 61%) se compose de structures réunies d'après leur proximité géographique, dont la plupart appartiennent à l'espace européen d'éducation (15 structures sur 33, soit 46%). Historiquement et géographiquement, les universités ont créé des réseaux et des associations dans les régions de la Méditerranée, la mer Noire et la mer Baltique (Association des universités méditerranéennes (UNIMED), Réseau des Universités de la mer Noire (BSUN), Réseau des universités de la région de la mer Baltique (BSRUN)).

Les universités-réseaux d'Asie (Université-réseau de l'ASEAN, Université-réseau de la CEI, Université-réseau de l'OCS) connaissent une expansion et un élargissement actifs en réponse à la demande croissante de services éducatifs. En outre, les universités asiatiques mènent une coopération active avec les universités européennes: la structure européenne CLUSTER possède une Plateforme sino-européenne avec la participation de 18 universités chinoises. Cette plateforme favorise les échanges d'étudiants, de personnel et de professeurs, ainsi que la mise en oeuvre de projets de recherche dans les domaines prioritaires définis par les partenaires [53].

Les universités russes sont représentées dans 13 des 33 réseaux examinés. La participation de la Russie est la plus large dans les Universités-réseaux de la CEI, des BRICS et de l'OCS, ainsi que dans les réseaux de la région de la mer Noire et de la mer Baltique. Huit universités russes sont membres du réseau global GUNI, une université est membre associé du Réseau des universités-partenaires d'Autriche et d'Asie de Sud-Est et

les autres sont membres ou membres associés des réseaux européens (17 universités russes sont membres de l'Association européenne des universités). Il est à noter qu'en général une université russe est membre d'un seul réseau (excepté les Universités-réseaux de la CEI, des BRICS et de l'OCS, où la présence des universités russes est plus large); la plupart des universités qui sont membres de tel ou tel réseau se trouvent à Moscou (15 organisations). En même temps, l'Université d'Etat polytechnique de Tomsk participe à trois structures en réseau, tandis que la Haute école d'économie, l'Université des technologies de l'information, de la mécanique et de l'optique, l'Université fédérale de Kazan (région de la Volga), l'Université d'Etat des sciences humaines et l'Université russe de l'amitié des peuples sont membres de deux réseaux.

La structure en réseau la plus nombreuse est l'Association européenne des universités (850 partenaires) suivie par GUNI (210 partenaires) et EADTU (plus de 200 partenaires) et enfin BSUN (110 partenaires). Toutes les structures internationales en réseau se composent de membres, de différentes catégories: membres à part entière (ou actifs), membres associés ou affiliés, membres individuels ou organisations-membres (partenariat).

Les différences principales entre les catégories de membres concernent les droits et les responsabilités des membres définis par les accords conclus lors de l'adhésion de l'organisation à une structure en réseau. Certains réseaux autorisent la participation de structures institutionnelles en tant que partenaires (Compostela group), même si elles ne sont pas membres à part entière, ainsi que la participation d'observateurs (Université-réseau de l'OCS). Les catégories de participation sont définies selon les critères suivants:

- 1) type de la structure: ainsi, seuls les établissements d'enseignement supérieur, centres de recherche, Chaires UNESCO dans les établissements d'enseignement supérieur ou d'autres réseaux avec plus de 8 ans d'existence peuvent être membres à part entière de GUNI, tandis que les ONG, les organisations de la société civile et les fondations liées à l'enseignement supérieur, les instituts liés à l'ONU et l'UNESCO, les instituts actifs depuis plus de 5 ans dans le domaine du

développement durable, des valeurs et des droits de l'homme, des changements sociaux peuvent être membres associés;

2) critère territorial: le réseau Santander n'accepte comme membres à part entière que les universités européennes, tandis que les universités qui se trouvent dans d'autres régions du monde peuvent être membres associés. Le réseau EURASHE prévoit le statut de membre à part entière pour les associations nationales de l'enseignement supérieur et d'autres institutions qui fonctionnent au sein de l'espace européen d'éducation (EHEA). Les associations sectorielles internationales au sein de l'EHEA peuvent être membres associés et les universités et associations individuelles hors EHEA ou les institutions qui ne remplissent pas les critères fixés pour les membres à part entière ou membres associés, peuvent être membres affiliés.

Plus de la moitié des réseaux examinés (19 sur 33) sont ouverts aux nouveaux membres, chaque structure en réseau ayant ses critères stricts de sélection:

- 1) la sélection ne se fait que sur accord des membres actifs du réseau reçu lors des réunions périodiques des dirigeants du réseau des universités,
- 2) l'admission d'un nouveau membre n'est possible que sur invitation d'un membre actif du réseau,
- 3) les structures qui postulent pour devenir membres doivent avoir des accords en vigueur avec les autres membres du réseau,
- 4) des cotisations forfaitaires, annuelles pour les partenaires selon soit les catégories de participation (membres à part entière, associés ou affiliés), soit le niveau du PIB par tête d'habitant du pays d'origine de l'organisation qui postule pour l'adhésion,
- 5) des critères qualitatifs et quantitatifs assez stricts pour les structures qui souhaitent adhérer au réseau (Université-réseau de la CEI, LERU).

Il faut noter que presque toutes les structures en réseau ouvertes à l'adhésion de nouveaux partenaires ont déjà plus de 20 membres. Certaines de ces structures ont parmi leurs objectifs l'expansion du réseau, tandis que pour les autres l'élargissement et l'adhésion de nou-

veaux partenaires n'est pas une priorité. Dans toutes les structures en réseau examinés, les décisions stratégiques et tactiques sont prises par les dirigeants élus (Président) en coopération avec les comités observateur et exécutif et avec leur accord. Plusieurs structures analysées ont un secrétariat, les universités-partenaires peuvent aussi déléguer leurs représentants dans les groupes de travail constitués pour la mise en oeuvre des projets communs du réseau.

La coopération des structures en réseau implique un certain nombre d'activités, mises en oeuvre par les organisations-partenaires, qui constituent également un indice de l'efficacité et du succès de l'interaction au sein du réseau (Figure 1.15).

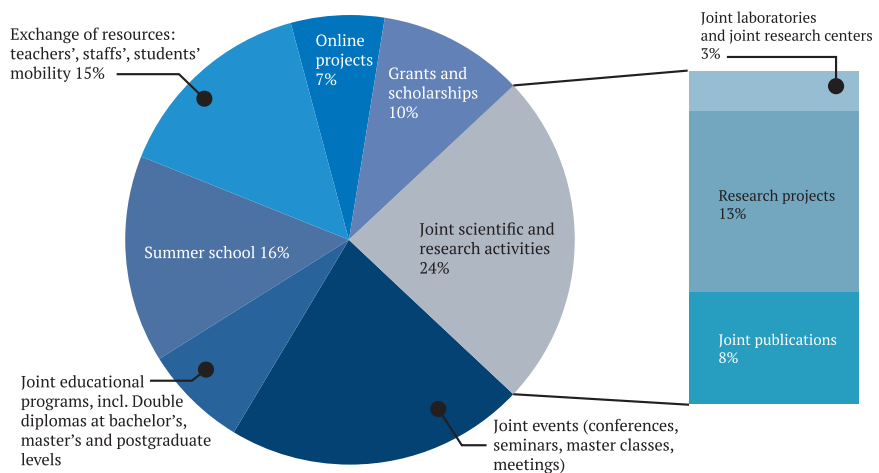


Figure 1.15. Activités mises en oeuvre par les partenaires dans le cadre des structures en réseau. Calculé par les auteurs sur la base des données collectées.

La forme la plus répandue d'interaction des partenaires, c'est l'organisation d'évènements différents: conférences, séminaires, ateliers, rencontres des Présidents d'universités, forums, réunions de groupes de travail, création de réseaux de contacts thématiques. Ces types d'évènements sont organisés par 22 des 33 structures en réseau

(21% de toutes les activités); pour certaines structures c'est même l'unique forme d'interaction active des partenaires (BSUN, UNeECC, IRUN, UASnet). Ceci s'explique par le fait que ces formats sont flexibles et peu coûteux pour les structures.

Les écoles d'hiver et d'été dans les universités-partenaires sont le deuxième format le plus populaire d'interaction en valeur absolue. 21 des 33 structures analysées proposent aux étudiants de différents niveaux (Bac+4, Master et doctorat) ainsi qu'aux professeurs et membres du personnel de participer aux formations linguistiques ou thématiques d'hiver, d'été ou d'automne dans les universités-partenaires, qui comprennent également des cours de formation professionnelle de courte durée. Cette activité représente 16% de toutes les activités des structures en réseau (Figure 1.15).

La troisième place en valeur absolue est occupée par les programmes d'échanges d'étudiants, professeurs, membres du personnel et étudiants des écoles doctorales (20 réseaux sur 33, 15% de toutes les activités des réseaux). La mise en oeuvre de ces programmes figure parmi les objectifs de la plupart de ces universités-réseaux et constitue un indice réel de l'efficacité de la coopération des différents partenaires dans le cadre du réseau; elle contribue également à l'internationalisation de l'éducation. Certaines structures utilisent des ressources financières internes et externes pour la mise en oeuvre de ces projets, et octroient aux participants aux programmes des échanges internationaux des subventions et des bourses. A titre d'exemple, on peut citer les réseaux WUN, AUN, CLUSTER, CAMPUS EUROPAE et les universités-réseaux de la CEI, des BRICS et de l'OCS. Souvent le financement de ces programmes de mobilité se fait à l'aide des ressources de l'Union européenne à travers les programmes Erasmus+, Erasmus Mundus, Tempus. Pour pouvoir bénéficier de ces ressources, des consortiums d'universités peuvent être créés au sein des réseaux existants [55].

La forme la plus complexe d'interaction des universités dans le cadre d'un réseau consiste pour les universités-partenaires à créer et à mettre en oeuvre des programmes communs ou des programmes de double diplomation aux différents niveaux d'enseignement: Bac+4, Master et école doctorale. Seules 9 de toutes les structures en réseau examinées ont ce type de programmes (Tableau 1.21).

Tableau 1.21 – Programmes communs et programmes de double diplomation mis en oeuvre par des réseaux

	Nom	Type de programme mis en oeuvre
Etats-Unis et monde entier		
1	Association des 'colleges' et universités internationaux américains	Consortium des établissements d'enseignement supérieur américains et nationaux dans 27 pays. Majorité des programmes de double diplomation au niveau du Master dans différents domaines qui prévoient la délivrance simultanée des diplômes nationaux et des diplômes des universités américaines-partenaires, existent en parallèle avec les programmes d'échanges.
Europe		
2	Consortium des universités scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation et de la recherche (CLUSTER)	Programmes de double diplomation au niveau du Master et de l'école doctorale (PhD) avec les universités-membres du réseau.
3	Association TIME	Programmes de double diplomation (mis en oeuvre par 53 membres). Chaque année 540 étudiants participent à la mobilité dans le cadre des programmes de double diplomation (2160 personnes au total), nombre d'accords sur la mise en oeuvre des programmes de double diplomation: 315. Programmes au niveau du doctorat entre certains membres.
Le monde entier		
4	Universitas 21	Programmes de thèses conjointes en coopération avec les organisations qui participent au réseau, les programmes d'échanges et les écoles d'été
5	Réseau des universités-partenaires d'Autriche et d'Asie du Sud-Est (ASEA UNINET)	Programmes communs au niveau du Master dans le domaine de l'ingénierie biomédicale, ingénierie chimique et sciences actuaires entre l'Université de Groningen et l'ITB. Programmes communs au niveau Master dans le domaine de l'ingénierie biomédicale, la gestion internationale, la santé publique, l'aménagement du territoire au niveau local et régional entre l'Université de Groningen et Gadjah Mada University. Un projet d'inclusion des programmes de diplômes multilatéraux dans les programmes de double diplomation est en cours de préparation. Double direction des thèses.

6	Réseau d'universités de la région de la mer Noire	Programme principal de double diplomation au niveau Master dans le domaine de la gestion des ressources énergétiques renouvelables (financé par l'Union européenne à hauteur de 206 000 euros). Mis en oeuvre conjointement par les universités de Roumanie, Moldavie, Bulgarie, Crimée, Turquie, Italie.
Avec la participation de la Fédération de Russie		
7	Universitéréseau de la CEI	Projet similaire au programme Erasmus pour les pays de la CEI. Mise en oeuvre de programmes d'études communs: école doctorale, Master, formation professionnelle. Développement de programmes de mobilité.
8	Universitéréseau de l'OCS	Mise en oeuvre de programmes d'études communs au niveau du Master et de l'école doctorale
9	Universitéréseau des BRICS	Création et mise en oeuvre de programmes de formation pour le niveau du Master et de l'école doctorale qui reflètent les intérêts communs des universités-partenaires et les projets des pays des BRICS. Direction commune des thèses qui prévoient une recherche commune.

Source: Compilation par les auteurs

Ainsi, les universités les plus modernes sont non seulement bien impliquées dans les différentes activités au sein des réseaux, mais créent un nouveau modèle d'université – une université-réseau.

Universités-réseaux avec la participation de la Fédération de Russie

Nous allons maintenant examiner de près l'expérience des universités-réseaux avec la participation de la Fédération de Russie, notamment de celles de l'OCS, la CEI, des BRICS et de l'Université franco-russe.

Université-réseau de l'Organisation de coopération de Shanghai

En 2007, lors d'un sommet à Bichkek la Fédération de Russie a lancé l'initiative de la création de l'université de l'OCS afin de former des cadres hautement qualifiés sur la base de programmes innovants conçus pour des spécialisations de première importance pour le développement socio-économique des pays-membres. Cette idée a été soutenue par les pays-membres de l'OCS: la République du Kazakhstan, la République populaire de Chine, la République du Kirghizistan et la République du

Tadjikistan. En 2008, l'accord de création et de fonctionnement de l'Université de l'OCS a été signé.

L'Université-réseau de l'OCS a trois niveaux d'études, Bac+4, Master, école doctorale avec assiduité obligatoire, qui sont précédés par des cours linguistiques préparatoires et suivis par des programmes de formation professionnelle. Chaque pays désigne des universités de référence pour chaque domaine d'études qui à leur tour désignent une université qui assure la coordination pour chaque domaine d'études. Ils ne créent pas de personnes morales à part.

A la fin des études, un étudiant de l'Université-réseau de l'OCS obtient le diplôme de l'université où il a fait la plus grande partie de ses études (dans le cadre de l'enseignement inclusif) ou bien deux diplômes dans les cas où il a suivi un programme d'études commun et un certificat de l'Université-réseau de l'OCS.

Le financement des études dans le cadre de l'Université-réseau de l'OCS se fait de la manière suivante:

- La Fédération de Russie les finance à partir de l'année 2010 par une dotation du budget fédéral de la Fédération de Russie dans la limite du quota fixé par les ordonnances du gouvernement (Tableau 1.26).
- D'autres Etats-membres de l'Université-réseau de l'OCS (République du Kazakhstan, République du Belarus, République du Kirghizistan et République du Tadjikistan) octroient des allocations irrégulières sur les budgets nationaux.
- La République populaire de Chine a depuis 2011 des dotations du budget national pour tous les Etats-membres de l'Université-réseau de l'OCS.
- Des ressources extrabudgétaires des universités-membres du réseau de l'OCS.
- D'autres sources de financement qui respectent la législation du pays où se trouve l'université-partenaire.

L'Université-réseau de l'OCS compte 79 universités-membres du Kazakhstan, de la République du Kirghizistan, du Tadjikistan, de RPC, de FR et du Belarus.

L'Université-réseau de l'OCS forme des spécialistes hautement qualifiés dans les domaines suivants: écologie, énergie, ICT, nanotechnologies, études régionales, économie et pédagogie.

Tableau 1.22 – Programmes communs et programmes de double diplomation mis en oeuvre par des réseaux

N°	Etat-membre de l'OCS	Plan d'admissions		
		2014	2015	2016
1	Kazakhstan	353	320	300
2	Kirghizie	400	410	350
3	Chine	850	664	1 360
4	Ouzbékistan	227	168	150
5	Tadjikistan	750	723	400
Total		2 580	2 285	2 560

Le nombre total des citoyens des Etats-membres de l'OCS dont les études sont financées par la dotation du budget fédéral (admis dans les mêmes conditions que les citoyens de la Fédération de Russie ainsi que dans le cadre des quotas) et par les ressources des personnes physiques et (ou) morales (dans le cadre des accords sur l'éducation) pour l'année d'études 2014/15 s'élevait à 38 213 personnes et pour l'année d'études 2015/16 – à 57 651 personnes (plus 50%) (Tableau 1.22).

L'analyse des données relatives à l'admission des citoyens des Etats-membres de l'OCS dans le cadre de quotas pour les différents domaines d'études montre que l'admission pour l'année d'études 2015/16 a été plus large que pour l'année d'études 2014/15 pour les domaines d'études (spécialisations) suivants: "Sciences mathématiques et naturelles" (+44%), "Ingénierie, technologies et sciences et techniques" (+18%), "Agriculture et sciences agricoles" (+84%), "Sciences sociales" (+17%), "Education et sciences pédagogiques" (+79%), "Sciences humaines" (+8%), "Art et culture" (+16%). L'admission des étudiants pour le domaine d'études (spécialisation) "Santé et sciences de la médecine" a considérablement baissé (- 80 %).

Tableau 1.23 – Résultats d'admission des citoyens des Etats-membres de la CEI pour les années d'études 2014/15 et 2015/16

Etats-membre de la CEI	Admis dans le cadre d'un quota	Par droit de préférence ⁹	Dans le cadre d'une sélection indépendante organisée par les établissements d'enseignement supérieur relevant du gouvernement de la Fédération de Russie	Admission dans les mêmes conditions que les citoyens de la FR	Etudes financées par des personnes physiques et (ou) morales
Année d'études 2014/15					
Ouzbékistan	196	103	119	996	4765
Kirghizie	307	32	58	828	617
Kazakhstan	274	101	105	7 131	13 319
Chine	745	203	117	15	3 808
Tadjikistan	666	101	80	1 696	1 831
Total:	2 188	540	479	10 666	24 340
Année d'études 2015/16					
Ouzbékistan	173	81	172	1 415	6 132
Kirghizie	375	58	79	1 643	2 807
Kazakhstan	348	183	176	8 672	22 240
Chine	922	300	129	8	3 959
Tadjikistan	691	67	93	3 086	3 952
Total:	2 509	689	539	14 824	39 090

Université-réseau de la CEI

L'Université-réseau de la CEI représente actuellement un instrument efficace de la coopération multilatérale dans le domaine de l'enseignement supérieur et des sciences dans l'espace de la CEI. Les représentants de 11 universités de Russie, du Belarus, du Kazakhstan, de Kirghizie, du Tadjikistan et d'Ukraine ont signé le 11 juin 2009 à Moscou un accord sur la création de l'Université-réseau ouverte de la CEI. C'est la Russie

⁹ Note: Un droit de préférence pour la sélection de citoyens étrangers est accordé aux établissements d'enseignement supérieur selon les résultats du concours d'entrée.

qui en avait lancé l'idée, notamment l'Université russe de l'amitié des peuples avec le soutien de la Fondation interétatique de coopération humanitaire des Etats-membres de la CEI.

L'objectif de ce projet était de créer l'Université-réseau ouverte de la CEI à l'exemple du programme Erasmus Mundus active dans l'espace commun d'éducation des Etats-membres de la CEI.

Ce projet vise à créer et à mettre en oeuvre des programmes communs de haute qualité au niveau Master, à renforcer la coopération internationale dans le cadre de la formation de spécialistes et à promouvoir les échanges d'étudiants et la recherche commune.

Il faut souligner que le niveau Master comme une des formes principales des études dans l'Université-réseau de la CEI n'était pas choisi au hasard. Le critère important de ce choix était le degré d'autonomie des établissements d'enseignement supérieur en ce qui concerne la création de programmes de niveau Master, à la différence des programmes de niveau Bac+4. Tous les programmes spécialisés du niveau Master sont approuvés par une décision du conseil scientifique de l'Université; pour certains domaines d'études, des programmes interdisciplinaires sont possibles. Il est également évident que les différences de standards d'études fixés dans les législations nationales des Etats-membres de la CEI pour les programmes au niveau Master sont plus souples, ce qui avait servi de point de repère pour la création de l'Université-réseau de la CEI.

L'Université-réseau de la CEI fonctionne comme un consortium, ce qui signifie que les relations entre tous les membres-partenaires des pays de la CEI se construisent sur la base de l'égalité et du partenariat.

Les universités qui souhaitent devenir membres du consortium de l'Université-réseau de la CEI doivent signer la Déclaration de coopération des universités majeures des Etats-membres de la CEI portant sur la création de l'Université-réseau ouverte de la CEI.

Il existe une liste de critères à remplir pour adhérer au consortium des établissements d'enseignement supérieur:

- Plus de 10 spécialisations dans le domaine des sciences naturelles, sciences humaines et sociales et de l'économie;
- Rapport du nombre des professeurs et des PhD (salarisés réguliers) au nombre des étudiants à plein temps pas inférieur à 1/100;

- Au moins 5 conseils de soutenance de thèses au niveau du PhD dans les domaines de coopération au sein du consortium;
- Au moins 500 000 unités de conservation dans la bibliothèque universitaire.

L'Université russe de l'amitié des peuples qui assume le rôle de chef de file représente en la personne de son Président M.V. Filippov les intérêts du consortium dans le cadre des relations avec les autorités des pays-membres de la CEI, les organisations internationales, et les personnes physiques et morales, avec le droit de signature au nom du consortium des accords, conventions, procurations et autres documents liés à l'activité de l'Université-réseau de la CEI.

Le Consortium de l'Université-réseau de la CEI utilise les sources de financement suivantes:

- Ressources budgétaires et extrabudgétaires de ses membres;
- Ressources mises à disposition par des organisations internationales;
- Cotisations volontaires de structures privées;
- Paiement pour les études effectué selon les conditions définies par les membres;
- D'autres sources de financement qui sont conformes à la législation en vigueur du pays d'origine des membres.

Des accords séparés sont signés pour définir les contributions des membres, leur évaluation, formes de participation aux activités communes et autres relations au sein de l'Université-réseau de la CEI. Chaque université-partenaire peut définir elle-même le prix des études dans le cadre du programme commun sur une base compensatoire pour chaque année d'études. Les étudiants étrangers qui suivent le programme d'études commun reçoivent une bourse selon les procédures établies par la législation du pays où se trouve l'université-partenaire.

Il faut noter que si en 2010 l'admission des étudiants à l'Université-réseau de la CEI se faisait exclusivement sur quotas de la Fédération de Russie et subventions de la Fondation interétatique de coopération humanitaire, depuis 2011 les ministères de l'Éducation et de la Recherche de ses pays-membres ont soutenu l'initiative de la Russie et octroient désormais des quotas pour les études à l'Université-réseau de la CEI financés par les budgets nationaux.

*Université-réseau des BRICS*¹⁰

Le Mémorandum d'entente sur la création de l'Université-réseau des BRICS signé le 18 novembre 2015 par les représentants des ministères de l'Éducation des BRICS confirme l'attachement aux objectifs de l'importante «Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXI siècle: vision et actions», adoptée le 6 octobre 1998 ainsi qu'aux objectifs de l'UNESCO dans le domaine du développement de l'éducation et qu'à ceux de la Déclaration de Fortaleza sur la création de l'Université-réseau des BRICS.

Conformément à l'article 1 de ce Mémorandum, l'Université-réseau des BRICS représente un groupement d'établissements d'enseignement supérieur des BRICS qui entretiennent des relations de coopération et d'association.

Au moment de la création de l'Université-réseau des BRICS, le nombre de ses membres ne dépassait pas 12 établissements d'enseignement supérieur de chaque pays. Les domaines prioritaires de son activité comprennent:

- L'énergie;
- L'informatique et la sécurité de l'information;
- La recherche menée dans les BRICS;
- L'environnement et le changement climatique;
- Les ressources en eau et la neutralisation des pollutions;
- L'économie.

A la fin de ses études à l'Université-réseau des BRICS, l'étudiant qui a suivi le programme complet, passé tous les examens nécessaires et suivi toutes les étapes de certification, conformément aux procédures établies pour la fin des études supérieures, reçoit un certificat de l'établissement d'enseignement supérieur (ainsi que deux ou trois diplômes

¹⁰ Note: Les BRICS sont une plateforme qui vise à développer le dialogue et la coopération entre ses pays-membres (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui occupent ensemble 30 % de la surface de la Terre, où habitent 43% de la population de la planète, qui produisent 21% du PIB mondial, et dont la part du commerce mondial des biens s'élève à 17,3%, celle des services à 12,7% et celle de la production agricole mondiale à 45% (base des données statistiques de l'OMC). La Stratégie du partenariat économique des BRICS a été adoptée en 2015 à Oufa.

de fin d'études conformément aux accords passé entre les membres de l'Université-réseau des BRICS) et un certificat de membre de l'Université-réseau des BRICS.

Le financement de l'université-réseau est assuré par les budgets des universités-partenaires sur la base de subventions, fonds fiduciaires, donations caritatives etc. L'activité des membres de l'Université-réseau des BRICS et des comités nationaux de coordination est financée séparément par chaque pays. La responsabilité financière pour l'organisation des rencontres au sein de l'Université-réseau est assumée par le pays qui préside les BRICS.

Université franco-russe.

Les Statuts de l'Université Franco-Russe (UFR) ont été signés le 4 avril 2016 dans le cadre de la Commission Franco-Russe sur la coopération dans le domaine de la culture, de l'éducation et de l'échange de jeunes. L'Université-réseau franco-russe a été créée aux termes du Procès-verbal du 25 janvier 2016, reflétant les résultats de la XXI^e session du Conseil russo-français pour les questions économiques, financières, industrielles et commerciales.

L'UFR a été créée sous la forme d'une association, ses fondateurs sont les établissements d'enseignement supérieur suivants: Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du Président de la Fédération de Russie (RANEPa); Académie russe du commerce extérieur auprès du Ministère du Développement économique de la Fédération de Russie (RFTA); Université nationale de recherche nucléaire «MEPhI»; Université russe de l'amitié des peuples (RUDN); Université Nice Sophia Antipolis; École de commerce EDHEC; École de commerce NEOMA; École de commerce SKEMA.

Parmi les objectifs de l'Université Franco-Russe figurent la promotion de la mobilité académique des étudiants et le développement de recherches scientifiques communes. L'élaboration et la mise en oeuvre de programmes communs est en cours, y compris les programmes de double diplomation au niveau Bac+4, Master et PhD, ainsi que des programmes de formation continue.

A l'avenir, d'autres établissements d'enseignement supérieur

pourront participer à l'activité de l'Université franco-russe. La participation de sociétés privées est également envisagée. L'Université franco-russe prévoit d'élargir les possibilités de coopération dans le domaine de l'éducation et de la recherche entre la Russie et la France. La création de cette université apporte une contribution au développement des innovations et de la compétitivité des deux pays.

Evaluation des universités-réseaux étrangères: exemple de la France.

Comme on l'a déjà dit, parmi les nouvelles tendances figure la création d'universités communes, le plus souvent sous forme d'un réseau juridiquement organisé comme un consortium ou une association.

Les universités françaises entretiennent des relations de partenariat actif avec des universités étrangères et leurs groupements dans un nombre de domaines: universités-réseaux, programmes d'études communs, échanges académiques. Le rapport "L'enseignement supérieur français par-delà les frontières: l'urgence d'une stratégie", publié en septembre 2016 et préparé par l'Agence France Stratégie placée sous l'autorité du Premier ministre, est consacré au développement de l'éducation transfrontalière. Ce rapport nous informe, notamment, qu'actuellement les établissements d'enseignement supérieur français ont plus de 600 programmes d'études et 40 filiales à l'étranger. Le nombre total des étudiants qui suivent les programmes transfrontaliers s'élève à 37 000, dont 6000 étudiants dans le cadre des programmes de formation à distance.

La différence principale entre les universités-réseaux internationales en France et des structures identiques aux Etats-Unis consiste en ce que les réseaux des filiales des universités américaines dans différents pays sont regroupés au sein d'un consortium commun qui s'appelle l'Association des 'colleges' et universités américaines internationales, tandis que les réseaux des filiales des universités françaises fonctionnent de manière autonome.

Les réseaux les plus connus de filiales d'universités françaises sont:

1. L'Université franco-allemande. Elle comprend plus de 65 universités-partenaires allemandes et françaises. En 2015, elle proposait 130 programmes complexes que suivaient plus de 5000 étudiants.

L'Université bénéficie du soutien financier des gouvernements de France et d'Allemagne.

2. L'Université vietnamo-française (au moins 50% des disciplines sont enseignées par les professeurs français). Les objectifs de cette Université sont assez ambitieux: entrer au classement de Shanghai des 200 meilleures universités en 2025-2030.
3. L'Université franco-chinoise existe depuis 2010; c'est la plus grande université étrangère en Chine.
4. L'Université française en Arménie. Cette Université créée en 1995 délivre des diplômes au niveau Bac+4 dans le domaine de droit, de l'économie et de la gestion ainsi que des diplômes au niveau Master dans le domaine du droit commercial international, du marketing et du commerce, des finances et du contrôle de gestion, de la communication culturelle, de tourisme et de la gestion.
5. L'Université franco-italienne, moins performante, sans soutien public.
6. L'Université franco-égyptienne (enseignement en arabe, français et anglais).
7. L'Université commune franco-turque à Galatasaray (Turquie).
8. Le Campus offshore de l'Université de la Sorbonne à Abou-Dabi, à l'Ecole centrale à Pékin et Beyrouth.

Parmi les réseaux universitaires les plus performants figurent:

- 1) L'Université franco-vietnamienne des sciences et des technologies de Hanoï (USTH) créée le 7 octobre 2010 et soutenue par les organismes concernés au niveau de l'État [56].

Du côté français, ce projet est porté par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MAEE), le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la Conférence des présidents d'université (CPU), la Conférence des Directeurs des Ecoles Françaises d'Ingénieurs (CDEFI) et l'Ambassade de France au Vietnam. Du côté vietnamien, le ministère de l'Éducation et de la Formation (MOET), le ministère de la Science et de la Technologie (MOST) et l'Académie des Sciences et des Technologies du Vietnam (VAST) en sont les principaux acteurs institutionnels et financiers.

Les investissements pour la mise en place de l'université ont atteint 315 millions de dollars dont 190 millions ont été fournis par la Banque asiatique de développement (BAD), 100 millions par le gouvernement français et 23 millions par le ministère de l'Éducation et de la Formation du Vietnam. Le consortium regroupe 40 universités et organismes de recherche français. Le cursus s'organise autour de trois diplômes, la licence, le master et le doctorat; l'enseignement se déroule au sein des six départements interdisciplinaires suivants: espace et applications; biotechnologie-pharmacologie; eau-environnement-océanographie; énergies renouvelables; matériaux et nanotechnologies; technologies de l'information et de la communication. L'enseignement est dispensé en anglais, en français et en vietnamien. Les frais de scolarité s'élèvent à 1000 dollars en licence et à 1500 dollars en master [56].

L'USTH est un consortium d'universités françaises et vietnamiennes soutenu par le PRES « Université de Toulouse » regroupant plus de 60 universités, grandes écoles et organismes de recherche.

L'USTH est la première université vietnamienne à adopter le processus de Bologne pour son cursus et ses diplômes. C'est un fait majeur.

Les diplômes de Master sont co-habilités par l'USTH et par les universités françaises permettant aux étudiants de décrocher un diplôme international en restant à Hanoi et ce pour un droit d'inscription relativement faible (750 dollars par an). Ceci contribue à l'attractivité de l'USTH.

L'USTH se fixe deux objectifs en ce moment. Le premier est de se placer en bonne position dans les classements internationaux d'Universités, à l'horizon 2025-30. Le second est de former des étudiants et des chercheurs qui deviendront les dirigeants des entreprises vietnamiennes ou étrangères, au Vietnam ou à l'international.

Parmi **les réseaux franco-chinois** figurent:

- L'École Centrale de Pékin,
- L'Institut sino-européen d'ingénierie de l'aviation à Tianjin,
- L'Institut franco-chinois de l'énergie nucléaire (IFCEN),
- L'Université de Technologie Sino-Européenne de Shanghai (UTSEUS),
- L'Institut franco-chinois Renmin (IFC Renmin).

La coopération entre les établissements d'enseignement supérieur français et chinois dans la réalisation de projets communs a commencé par la création de l'École Centrale de Pékin en 2005 [57]. Ce projet est le résultat d'une coopération entre le Groupe des Écoles Centrales regroupant les écoles centrales de Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Paris et l'Université de l'aéronautique et de l'aérospatiale de Pékin.

En 2012, la première promotion d'étudiants de cet établissement d'enseignement supérieur a obtenu les diplômes de master de l'Université de l'aéronautique et de l'aérospatiale ainsi que les diplômes français d'ingénieur en science des matériaux, informatique, génie électrique, génie mécanique, physique, aérotechnique, et sciences aérospatiales.

Il est à noter que l'École Centrale de Pékin propose un cursus de formation d'ingénieurs "à la française" sur 6 ans ainsi qu'un partenariat étroit avec des corporations industrielles. Des corporations internationales majeures telles que la Société Générale, Alstom, Airbus Group, Schlumberger, Orange S.A., Safran, PSA Peugeot Citroën, COMAC, Total, Ernst & Young soutiennent le développement de l'École en lui octroyant une aide financière, en menant des recherches conjointes et en offrant des possibilités de stage industriel.

Chaque année, l'École Centrale de Pékin accueille 100 étudiants chinois parmi les meilleurs. En ce moment, l'École compte au total 672 étudiants [57].

La création de l'Institut sino-européen d'ingénierie de l'aviation à Tianjin a été approuvée par le ministère de l'Éducation de la Chine en 2007. C'est un établissement conjoint d'enseignement supérieur réunissant l'Université de l'aviation civile de Chine (CAUC) et le Groupement des Grandes Écoles Aéronautiques et Spatiales de France qui regroupe l'École Nationale de l'Aviation Civile (ENAC), l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace (ISAE) et l'École Nationale Supérieure de Mécanique et d'Aérotechnique (ISAE/ENSMA). La liste des partenaires corporatifs de l'Institut inclut notamment les sociétés Airbus, Safran, Thales, Eads, Eurocopter, Air China, China Eastern, China Southern, Hainan Airlines, Ameco, Gameco, Xiamen Air.

Chaque année, l'Institut accueille 100-120 étudiants.

L'Institut franco-chinois de l'énergie nucléaire (IFCEN) [58] a été

créé en 2009 suite à la signature de l'accord de coopération entre l'Université Sun Yat-Sen de Canton et le consortium français de formation d'ingénieurs en nucléaire civil (FINUCI) regroupant l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP), l'École des Mines de Nantes (EMN), l'École Nationale Supérieure de Chimie de Paris (Chimie Paris – Paris Tech), l'École Supérieure de Chimie de Montpellier (ENSCM) et l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires (CEA – INSTN).

L'Institut a ouvert ses portes aux étudiants en 2010. L'enseignement s'organise autour de trois axes principaux: réacteurs nucléaires et neutroniques, fonctionnement et exploitation des centrales nucléaires, matériaux et cycle du combustible. L'Institut propose un cursus de formation d'ingénieurs "à la française" sur 6 ans. Chaque année, l'Institut accueille 100-120 étudiants.

L'Université de Technologie Sino-Européenne de Shanghai (UTSEUS) [59] est un projet conjoint de l'Université de Shanghai avec trois Universités de Technologie françaises, à savoir l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM), l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) et l'Université de Technologie de Troyes (UTT).

En ce moment, 1200 étudiants sont, en cours de formation à l'Université, répartis dans les 4 domaines d'études suivants: génie informatique, science et génie des matériaux, génie biologique, génie mécanique et automatisation. L'enseignement se déroule en mandarin, en anglais et en français. Des étudiants chinois peuvent choisir un des trois programmes proposés:

- 1) 4 ans d'études à l'Université de Shanghai avec la possibilité de faire un stage de 6 mois en Europe ou en Chine et d'obtenir un diplôme chinois et un diplôme de licence;
- 2) 3 ans d'études à l'Université de Shanghai et 2 ans dans une des universités partenaires françaises avec la possibilité d'obtenir un diplôme français et un diplôme de master;
- 3) 3 ans d'études à l'Université de Shanghai et 2 ans et demi dans une des universités partenaires françaises avec la possibilité d'obtenir un diplôme d'ingénieur français [59].

Parmi les exemples de coopération dans le domaine des sciences humaines, économiques et sociales, on peut citer l'Institut franco-

chinois Renmin (IFC Renmin).

Il a été créé par l'Université Renmin et trois universités françaises: l'Université de Paris – Sorbonne (Paris 4), l'Université Paul-Valéry (Montpellier 3) et l'école de commerce KEDGE. Les études durent 5 ans et sont couronnées par un diplôme chinois et un diplôme français dans les domaines de la gestion, des langues, du commerce, et de l'administration économique et sociale.

Les trois partenaires du côté français n'ont pas été choisis au hasard: après l'admission, les étudiants choisissent l'un d'entre eux selon sa spécialisation. L'Université Sorbonne – Paris 4 reçoit les étudiants qui ont suivi dans leur université d'origine des cours de linguistique, l'Université de Montpellier accueille les étudiants qui s'intéressent aux sciences sociales et l'école de commerce KEDGE forme les spécialistes dans les domaines de l'économie, de la gestion, du management de différentes activités, du marketing etc. Elle est l'opérateur principal de l'Institut franco-chinois.

L'Institut franco-chinois créé en 2010 offre des programmes de double diplomation au niveau Bac+4/Master dans le domaine de la gestion pour les meilleurs étudiants chinois, avec des spécialités finances, produits de luxe, et gestion de marque.

L'accord portant sur la création d'un autre établissement d'enseignement supérieur franco-chinois - l'Institut de "Management des arts et du design" a été signé en 2015 à Paris. Cet Institut est le projet commun de l'Académie centrale des beaux-arts de la Chine et de trois universités françaises: l'école de commerce KEDGE, l'Université de la Sorbonne - Paris 4 et l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD).

En 1995, les gouvernements d'Arménie et de France ont signé un accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique. En cinq ans les efforts conjugués des deux gouvernements dans le cadre de cet accord ont permis de créer l'Université française en Arménie.

Actuellement, l'Université française en Arménie a trois facultés: marketing, gestion et droit. Les études sont organisées sur deux niveaux: Licence et Master. L'université délivre à ses étudiants des diplômes français: celui de la licence à la fin du premier cycle d'études et celui du master à la fin du deuxième cycle d'études. Elle délivre parallèlement

les diplômes arméniens du bakalavr et du maguistr. Les diplômes français sont délivrés grâce à une coopération avec l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université Toulouse 1 Capitole. Le corps enseignant est composé de professeurs locaux et français. Ces derniers représentent l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Université Toulouse 1 Capitole et viennent enseigner en Arménie pendant les différents semestres de l'année scolaire.

2.

ANALYSE INSTITUTIONNELLE DES REFORMES DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE: EXPERIENCE DE LA RUSSIE ET DE LA FRANCE

2.1. Nouveaux modes mondiaux du développement des universités dans le contexte de la révolution numérique: approches théoriques

Le développement et la mise en place d'un nouveau modèle pour les universités occupe une place à part parmi les formes innovantes d'enseignement supérieur. Sa Projet comprend toute une série de modèles qui évoluent en s'appuyant sur différentes approches: des modèles théoriques de l'économie des connaissances élaborés depuis une dizaine d'années dans différents pays, le refus du décès prématuré et douloureux de la forme traditionnelle de l'Université et la certitude que l'Université dans sa forme habituelle prospérera encore longtemps. (voir les articles d'Éric Beerkens [60], professeur d'une des plus grandes universités des Pays-Bas – l'Université de Leyde), et une grande diversité de modèles d'université nouvelle. Ces modèles sont présentés dans les travaux de chercheurs français contemporains (publications de l'Association internationale des professeurs et maîtres de conférences des universités auprès de l'UNESCO (IAUPL) [61], ainsi que dans les travaux d'auteurs russes: professeurs du Centre d'économie de la formation continue de la RANÉPA, de l'Institut du développement de l'éducation de la Haute école d'économie, et du Centre russo-français auprès de l'Institut du service public et de la gestion, RANÉPA, du Vice-Président de l'Université polytechnique de Saint-Pétersbourg A.I. Borovkov et d'autres auteurs représentant les plus grandes universités de Russie [62-68].

Le système d'enseignement supérieur de la France est l'un des plus efficaces au monde, ce dont témoignent les statistiques des classements mondiaux. Dans le QS de 2016, la France occupait la 6^{ème} place dans

le classement général des systèmes d'enseignement supérieur [69]. En outre:

- Selon le classement THE (Times Higher Education) pour les années 2016-2017, 27 universités françaises font partie des 100 meilleures universités du monde [70];
- 11 universités françaises font partie des des 100 meilleures universités du monde d'après les employeurs [71]; la France se distingue par un large choix d'universités et des programmes pour toutes les disciplines. Parmi les leaders mondiaux se trouvent non seulement les universités publiques classiques, mais aussi les grandes écoles (École normale supérieure), ainsi que les prestigieuses écoles de commerce.
- Les universités françaises les plus connues font partie du TOP-20 du classement QS d'après le critère d'accueil des étudiants étrangers [71], et la France occupe depuis trois ans déjà la troisième place parmi les pays les plus attractifs pour les étudiants étrangers et la première place parmi les pays non-anglophones d'après le nombre d'étudiants étrangers accueilli [72].

Une université classique est connue par son enseignement multi-disciplinaire qui regroupe les facultés de sciences naturelles, exactes, humaines ainsi que les facultés de sciences appliquées: ingénierie, agriculture, économie, droit, médecine.

L'objectif principal de l'université classique est de rendre des services d'enseignement supérieur de qualité, de former des cadres hautement qualifiés dont le niveau de formation et la spécialisation répondent à la demande de l'économie nationale et du marché du travail. La recherche est très encouragée dans une université classique, mais elle ne constitue pas un facteur déterminant de son développement.

Le XIX siècle a vu se développer le modèle de l'Université selon Humboldt qui prônait le caractère élitiste de l'éducation et de la recherche. Les exemples de ce modèle sont Harvard, Cambridge, la Sorbonne, l'Université d'Etat de Moscou. M.V. Lomonossov.

Mais si, à la fin du XIX siècle, il n'y avait que 9 universités en Russie, elles sont maintenant déjà plus de 1500. L'Université est devenue un

phénomène de masse. L'Europe et les pays développés du monde entier ont vu se développer des tendances similaires: la croissance radicale du nombre d'universités dans les années 2000 [72]. En même temps, selon D. Malechine, professeur de l'Université d'Etat de Moscou et de la Haute école d'économie, seulement 10% du nombre total d'universités génèrent de nouvelles connaissances scientifiques [62]. L'Université de masse et l'Université élitiste ont toujours été aux antipodes. Selon lui, les universités russes ne sont pas génératrices de nouvelles connaissances, mais plutôt créatrices d'un environnement spécial autour de la recherche qui garantit l'emploi à des millions de personnes, comme partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis où en 2014 il y avait dans les universités 21 millions d'étudiants, soit 5,7% de la population, et 1,7 millions d'enseignants.

Stéphane Ronan, Directeur général de la recherche et de l'innovation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la France a observé que si Harvard, l'Institut technologique de Massachusetts, Oxford et Cambridge sont des universités puissantes avec un grand nombre d'innovateurs potentiels, c'est-à-dire de jeunes au sein des écoles doctorales, le Caltech (Institut technologique de Californie qui a quelques Prix Nobel parmi ses diplômés), par exemple, est une petite université avec 2200 étudiants dont 1200 à l'école doctorale¹¹. Force est de constater qu'il faut fixer de nouvelles priorités et développer de nouveaux modèles d'universités.

Principales approches théoriques pour définir le contenu du nouveau modèle d'université

Les idées relatives au modèle d'une université nouvelle sont "dans l'air" depuis longtemps et remontent aux premières recherches dans le domaine de l'économie des connaissances. Ce sujet est exploré de manière très active depuis une dizaine d'années tant en Russie qu'en Europe [73]¹². La discussion sur un nouveau modèle pour

¹¹ Note: Intervention de Ronan Stephan, Directeur général de la Recherche et de l'innovation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, lors du colloque "Quelle université française pour demain ?", tenu le 13 septembre 2010

¹² Note: Voir, par exemple, les monographies de N.N. Doumnaya ainsi que les ouvrages de plusieurs autres auteurs cités ci-dessus.

les universités se traduit de plus en plus clairement dans les stratégies de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, et la mise en oeuvre de nouvelles idées dans le cadre des réformes du système d'enseignement supérieur en cours dans les deux pays.

F. Machlup, un économiste autrichien et américain, auteur de l'ouvrage *Production et distribution des connaissances aux Etats-Unis*, publié en 1962, est considéré comme fondateur de l'économie des connaissances en tant que discipline scientifique. F. Machlup a défini l'économie des connaissances comme « un des secteurs de l'économie nationale dans lequel se fait la production, le traitement et la gestion des connaissances » [63].

Dans le contexte de l'élargissement du secteur des connaissances et d'une croissance économique maximale grâce à la recherche et aux innovations, quand le niveau de connaissances des gens a augmenté, le terme "économie des connaissances" a pris une deuxième signification qui est devenue plus courante aujourd'hui et lie ce terme aux innovations. L'économie des connaissances est définie actuellement comme une nouvelle étape du développement de l'économie post-industrielle et innovante dont les facteurs essentiels sont les connaissances et le capital humain.

Le processus de développement de cette économie est lié à l'augmentation de la qualité du capital humain et de la vie, de la production des connaissances, des hautes technologies, des innovations et services de haute qualité. Le noyau dur de l'économie des connaissances dans le sens le plus large se compose, selon l'avis général de trois domaines essentiels:

- 1) R&D et innovations,
- 2) Éducation et enseignement qui contribuent à la formation du capital humain,
- 3) Technologies de l'information et technologies numériques.

Il est de notoriété publique que les systèmes d'évaluation des performances de l'école secondaire traditionnelle ainsi que de l'enseignement supérieur (en URSS, en Russie, à l'étranger) ont avant tout pris en compte la capacité à transmettre et à maîtriser des connaissances formelles, les bases des disciplines choisies par l'élève (l'étudiant), ainsi que la con-

naissance des règles de résolution de problèmes et des normes. Il est évident que dans différents domaines existent et doivent se transmettre de génération en génération des connaissances, des modèles culturels, des routines accumulés pendant des siècles sans lesquels il serait impossible d'avancer vers de nouvelles connaissances, découvertes, vers le développement en général¹³. En même temps, la croissance continue des volumes de nouvelles connaissances et d'information, la nécessité d'apprendre des matières de plus en plus compliquées et volumineuses aboutissent à une surcharge considérable pour les étudiants ainsi qu'à des risques de duplication de l'information, de formalisme des professeurs, de décalage croissant entre les sciences exactes, humaines et naturelles. Les technologies de l'information et de la communication simplifient l'accès aux flux d'information d'un côté, mais de l'autre côté elles augmentent considérablement la charge des étudiants. Dans ce contexte, l'accent est forcément mis sur le choix optimal des méthodes, formes et moyens d'éducation. L'éducation à différents niveaux apparaît s'appuyer sur l'apprentissage réussi de disciplines de base à caractère général, puis des disciplines spécialisées ou bien l'approfondissement des connaissances relatives à la profession choisie.

Une autre approche du développement moderne de l'éducation prévoit la transition vers un choix optimal de compétences, qualités, acquis, c'est-à-dire les résultats d'une éducation qui pourra garantir aux élèves des succès futurs. Le contenu de l'éducation devra donc se construire autour de ces résultats, et le niveau de maîtrise des connaissances et la qualité des curricula devront être évalués par rapport à ces résultats.

La connaissance d'informations élémentaires et de règles de résolution de problèmes est sans doute importante dans le monde actuel, mais il est encore plus important non seulement de connaître des règles et des normes, mais aussi d'être capable d'agir dans une situation incertaine, de cultiver une pensée créative, la capacité de s'épanouir, l'initiative, la responsabilité, de savoir chercher l'information en dehors

¹³Note: Déjà en 1920, V.I. Lénine écrivait pour les unions de la jeunesse : « On ne devient communiste qu'après avoir enrichi sa mémoire par la connaissance de toutes les richesses élaborées par l'humanité ». V.I. Lénine, Objectifs des unions de la jeunesse, Molodaya Gvardia, 1940, accessible au: <http://www.politpros.com/library/13/252/>

des règles traditionnelles, de trouver de nouvelles solutions sans simplement copier les solutions existantes [65]. Il est également important de générer des solutions non-standardisées, d'utiliser différentes disciplines, comme par exemple, la physique et la chimie, les sciences exactes et humaines, d'élaborer de nouvelles activités prometteuses et de savoir calculer intelligemment des risques et des incertitudes pour pouvoir élaborer des approches différentes à la résolution des problèmes.

Il est évident que la création des conditions à la formation de spécialistes créatifs se base sur le rejet des formes archaïques d'une éducation qui doit désormais inclure non seulement les connaissances, normes et règles de base, mais aussi des méthodes insolites de recherche de solutions créatives à des problèmes et des risques, ainsi que la transmission du savoir-faire nécessaire à l'action dans des situations incertaines.

On voit bien que la contradiction évidente entre ces deux approches de l'éducation en général ne fait que se renforcer. En même temps, selon les experts, en réalité cette contradiction n'est insurmontable qu'en apparence: les modèles culturels serviront toujours de matériel pour atteindre l'objectif de développement des compétences. Le problème principal est de savoir qu'est-ce qui est prioritaire, où est l'objectif le plus important, quels sont les moyens pour l'atteindre? Les réponses à ces questions déterminent le contenu de l'éducation (par exemple, la mise en oeuvre de projets, la capacité d'auto-évaluation, la libre détermination etc.), le matériel didactique (textes, problèmes, exercices, règles etc.) [73], ainsi que le choix de l'approche; ce qui est le plus important, à notre avis, c'est la transition de l'approche des études supérieures par discipline vers une approche qui ne sera pas même interdisciplinaire, mais transdisciplinaire [63].

Compte tenu de ces approches opposées, brièvement présentées plus haut, nous allons passer à l'analyse de la discussion, très vive dans le monde scientifique, sur les nouveaux modèles de l'université moderne, illustrée ici par les positions d'éminents chercheurs français et russes.

2.1.1 Cinq scénarios du développement des universités jusqu'à 2030¹⁴

Examinons d'abord quelques scénarios de l'avenir des universités à l'horizon 2030 qui nous permettront de procéder à une analyse synthétique des perspectives du développement des relations entre les établissements d'enseignement supérieur et le secteur privé compte tenu de l'utilisation de la langue nationale et des langues étrangères au cours des études. Selon ces scénarios, une Université nouvelle peut être représentée par 4 modèles:

- Un réseau international ouvert.
- L'Université au service des régions et des municipalités.
- L'université - une nouvelle responsabilité publique.
- L'Université "Enseignement Inc." (ou une université corporative).

Ces scénarios décrivent notamment:

Différentes perspectives du développement de l'enseignement supérieur à l'horizon 2030.

Les options de coopération entre le secteur privé et les universités.

Des outils de réflexion sur l'avenir que les partenaires sociaux doivent prendre en considération.

Scénario 1. L'Université est un réseau international ouvert (Université 1).

Dans ce scénario, l'internationalisation de l'enseignement supérieur est très marquée, ce qui implique une mise en réseau étroite des établissements, des enseignants, des étudiants et d'autres acteurs comme les entreprises. Ce modèle privilégie davantage la collaboration que la concurrence.

Grâce à la multiplication des réseaux entre les établissements et à l'harmonisation progressive des systèmes, les étudiants peuvent choisir

¹⁴Note: Cette sous-section utilise les travaux de O. Curbatov, maître de conférences, Université Paris 13, qui analyse les scénarii (modèles) du développement des universités à l'horizon 2030 du point de vue de leur interaction avec le secteur privé et les partenaires sociaux proposés par l'Association internationale des professeurs et maîtres de conférences des universités (IAUPL) auprès de l'UNESCO [61, 67].

leurs cours parmi ceux proposés par le réseau mondial d'enseignement post-secondaire, et composer eux-mêmes leurs programmes d'études et diplômes. Dans certaines limites, qui sont fixées par le corps enseignant dans des conventions internationales, les étudiants jouissent d'une grande autonomie. Ils étudient souvent à l'étranger et suivent des formations dispensées exclusivement en ligne auxquelles il est possible de participer n'importe où dans le monde. Les étudiants consacrent davantage de temps au travail personnel sur leurs projets.

Cette modularisation des études est à la fois la cause et la conséquence de l'adoption de l'anglais comme lingua franca dans l'enseignement supérieur. De nombreux cours sont en effet dispensés en anglais même dans des pays non anglophones.

La mise en réseaux grâce à la technologie permet aux établissements dont les activités ne sont pas centrées sur la recherche (notamment ceux des pays en développement) de tirer profit des progrès récents des connaissances. Les enseignants et les étudiants des établissements d'enseignement supérieur moins nantis peuvent accéder à distance à des travaux et des outils de recherche disponibles uniquement dans les établissements prospères.

Les données issues de la recherche sont diffusées sur l'internet en temps réel; de nouveaux ensembles de données peuvent être réutilisés par les professeurs et les étudiants pour mener de nouvelles recherches; des outils de simulation, de calcul et de visualisation sont accessibles à tous.

Résumé en trois points du scénario N°1 "Un réseau international ouvert":

- 1) L'internationalisation de l'enseignement supérieur implique une mise en réseau des universités, des enseignants, des étudiants et des entreprises;
- 2) L'enseignement supérieur vise à garantir aux étudiants un emploi dans les compagnies privées internationales, les groupes industriels, les transnationales. Les étudiants suivent des études de base au niveau national et des études spécialisées au niveau national sur la base d'un plan d'études individuel adapté aux entreprises concrètes d'un nombre de groupes industriels;
- 3) La recherche internationale est accessible librement à tous (enseignants, étudiants, entreprises...) et soutenue par de grands groupes industriels.

Scénario 2. L'Université au service des régions et des municipalités (Université 2).

Dans ce scénario, les établissements d'enseignement supérieur se concentrent (ou se recentrent) sur leurs missions nationales et locales. Ils font corps avec leurs communautés locales et régionales et consacrent leurs activités d'enseignement et de recherche à la satisfaction des besoins de l'économie et des collectivités locales. Comme c'est le cas actuellement, l'enseignement supérieur est financé et administré principalement par les pouvoirs publics.

Un petit nombre d'établissements d'enseignement supérieur et de départements de recherche "d'élite" sont associés à des réseaux internationaux. L'établissement d'enseignement supérieur ordinaire oriente cependant ses activités d'enseignement et de recherche en fonction des besoins de la collectivité locale et de la région.

Les ambitions au niveau international et dans le domaine de la recherche étant réduites, la question du financement est moins problématique. Les autorités et les entreprises locales sont très soucieuses de soutenir les établissements locaux.

Les types d'établissements d'enseignement supérieur répondent aux besoins de la collectivité dans laquelle ils sont implantés en collaborant plus étroitement avec les entreprises pour définir la formation initiale et continue qui convient.

Les universités régionales répondent aussi à la demande: elles proposent ainsi davantage d'activités de loisir éducatif destinées aux personnes âgées. Dans les régions où la population vieillit et diminue, les établissements d'enseignement supérieur n'ont pas disparu comme on l'avait prédit, ils se réorientent vers les nouveaux consommateurs - les participants aux programmes de formation professionnelle âgés de 40 ans et plus.

La recherche universitaire porte principalement sur la littérature et les sciences sociales, deux domaines valorisés parce qu'ils préservent la culture nationale.

Résumé, pour ce scénario, du rôle des universités et des universitaires:

- 1) Les universités se concentrent sur leurs missions locales et

nationales et consacrent leurs activités à la satisfaction des besoins des entreprises et des collectivités locales;

2) Les universités sont plus tournées vers l'enseignement que vers la recherche et définissent les priorités de l'enseignement initial et continu adéquates;

3) L'enseignement en langue nationale tient compte du développement et de l'attractivité des régions et vise également à renforcer les relations économiques avec les acteurs du milieu des affaires pour garantir un emploi aux étudiants.

4) Les universités de ce type utilisent les particularités de l'enseignement en alternance (quand un étudiant fait ses études à l'université et travaille parallèlement de plein droit dans une entreprise où il a un tuteur). L'enseignement alterne le temps passé à l'université et dans l'entreprise: deux jours à l'université, trois jours dans l'entreprise, ou bien une semaine sur deux, compte tenu du soutien en ligne pour la spécialisation locale. Les universités orientent leurs activités vers les entreprises et les populations locales; la recherche est une activité annexe en coopération avec les universités.

Scénario 3. Université - une nouvelle responsabilité publique (Université 3).

Dans ce scénario, l'enseignement supérieur est financé principalement sur fonds publics, mais l'université définit elle-même sa politique compte tenu de la demande et des ressources financières extérieures.

Les établissements d'enseignement supérieur sont autonomes (ou privés) ou bien ce sont des établissements à but non-lucratif sur le plan juridique. Ils sont toujours tributaires de l'Etat (du budget de l'Etat) qui leur assure une part substantielle de leur budget. Les frontières entre établissements d'enseignement supérieur publics et privés sont plus floues, l'essentiel des ressources des universités étant d'origine privée puisque celles-ci proviennent des frais de scolarité, et des concours versés par les entreprises et les fondations privées. Les étudiants et leurs familles assument une part substantielle du coût de leurs études, la totalité ou partie des études pouvant être financées à l'aide de prêts

accordés sur la base des revenus.

Les établissements d'enseignement supérieur de ce type sont plus attentifs aux demandes des étudiants de tous âges. Leur notoriété dans le domaine de la recherche universitaire reste leur principal avantage compétitif pour attirer les meilleurs étudiants et fixer le niveau des frais de scolarité. D'autres facteurs comme la qualité de l'enseignement et les chances de trouver un emploi sont de plus en plus pris en compte par les étudiants et leurs familles.

La plupart des établissements d'enseignement supérieur continuent de consacrer une partie de leurs fonds propres au financement de certaines activités de recherche en interne.

Mais l'essentiel des fonds publics alloués à la recherche universitaire provient généralement de sources externes, qui financent des projets de recherche spécifiques et sont alloués au terme de processus de comparaison critique par les pairs.

Scénario 4. Université "Enseignement supérieur Inc." (ou Université corporative, ou Université 4).

Dans ce scénario, les établissements d'enseignement supérieur sont en concurrence sur la scène internationale pour fournir des services éducatifs et des services de recherche sur une base commerciale ou corporative.

La recherche et l'enseignement sont de plus en plus déconnectés l'un de l'autre. Les établissements d'enseignement supérieur de ce type concentrent leurs efforts sur la mission qu'ils considèrent essentielle – soit l'enseignement, soit la recherche. Les universités de recherche ne dispensent donc pratiquement aucun enseignement, alors que la plupart des établissements de formation professionnelle et de formation générale se consacrent presque exclusivement à l'enseignement.

La plupart des segments du marché sont désormais mus par la demande, appliquant des méthodes de style commercial (prise en compte des besoins des clients, attention portée à l'efficacité de la gestion et de l'administration de l'établissement, etc.), tandis que les établissements les plus prestigieux conservent une politique davantage centrée sur l'offre

Les gouvernements encouragent toujours et financent la recherche et

l'enseignement dans des domaines ayant un faible attrait commercial, comme l'archéologie ou le Sanskrit, toutes les autres recherches étant financées par des structures de marché.

L'enseignement professionnel représente une part importante du marché mondial de l'éducation. La concurrence est féroce entre les étudiants. De nombreuses universités ouvrent de nouveaux établissements ou des antennes à l'étranger, où les études sont organisées d'après les standards du MBA.

Les anciens "pays émergents" acquièrent progressivement des avantages comparatifs dans des domaines de recherche spécifiques (par exemple, la technologie en Inde, l'agronomie en Chine, etc.) et l'externalisation de la recherche est devenue une pratique courante. L'Inde et Singapour sont de gros exportateurs de services éducatifs dans le monde en voie de développement.

Sur le segment du marché de la recherche, les pays se livrent une concurrence féroce pour faire venir les "superstars" de la recherche universitaire. Les projets de recherche fondamentale sont généralement toujours financés par les gouvernements, mais après un appel d'offres auquel tous les centres de recherche à travers le monde peuvent soumissionner – ce qu'ils font de plus en plus.

Enfin, l'anglais est devenu la langue de la recherche et des études de post-licence, tandis que les langues locales sont toujours utilisées dans l'enseignement professionnel et de pré-licence.

La recherche dans l'Université 4 est séparée de l'enseignement et met en valeur les avantages comparatifs de différents pays. L'Université a aussi recours à l'externalisation de la recherche. Le rôle des enseignants-chercheurs est séparé de leur mission de création de nouvelles connaissances.

¹⁵ Note: L'Association internationale des professeurs et maîtres de conférences des universités (IAUPL) – est une ONG internationale créée en 1944 par des professeurs européens réfugiés en Grande-Bretagne lors de la Deuxième guerre mondiale, y compris par René Cassin, futur Prix Nobel de la Paix. Depuis 1947, l'Association a le statut de partenaire officiel de l'UNESCO, son objectif est de promouvoir et de défendre les libertés universitaires, la coopération académique, les échanges d'idées entre les universités au niveau international et la mobilité académique internationale : <https://iaupl.wordpress.com/a-propos/> .

Mais les perspectives des humanités et des langues étrangères qui ne sont pas viables commercialement sont assez défavorables dans ce scénario.

O. Curbatov a proposé son propre scénario 5 pour l'Université de l'avenir. Selon lui, un nouveau scénario, complémentaire, émerge, au-delà des quatre scénarios décrits par l'IAUPL et présentés ci-dessus¹⁵. Il s'agit de l'ubérisation de l'université, en cours depuis 2016, qui fonctionne sur la base de plateformes d'information du type Uber, comme cela a été le cas, par exemple, lors de l'utilisation des plateformes Google, Amazon ou LinkedIn qui ont leur propre réseau de compétences chacune. Ce modèle de fonctionnement doit encore être précisé.

L'analyse des modèles proposés par les chercheurs français nous permet de tirer une conclusion sur l'absence de réponse claire et formelle à la question du modèle le plus prometteur de l'université de l'avenir. Les perspectives de coopération entre les universités et les entreprises privées sont très intéressantes, mais dans quelle mesure les professeurs, les étudiants et les chercheurs sont-ils prêts à suivre des scénarios aussi radicaux?

Parmi les concepts développés par les chercheurs russes, nous pouvons citer celui du Vice-Président pour les projets d'avenir de l'Université polytechnique de Saint-Petersbourg Pierre le Grand, A.I. Borovkov [68]. Selon lui, le succès sera réservé à ceux qui maîtrisent la création des "usines de l'avenir" qui seront les composantes essentielles de l'économie numérique, car "le noyau dur de la révolution industrielle 4.0 est le paradigme de la réorganisation de la production: du traditionnel à l'innovant" [68]. L'auteur est convaincu que le modèle de "l'usine de l'avenir" est étroitement lié au modèle de l'université dont il distingue 4 types d'après leur activité «L'Université 1.0» n'est qu'un simple établissement d'enseignement supérieur; «L'Université 2.0» est un établissement d'enseignement supérieur dont la vocation dominante est la recherche; "L'Université 3.0" – est un établissement d'enseignement supérieur organisé selon le modèle de l'entreprise, qui génère un écosystème d'innovations autour d'elle (des start-ups, des PEI¹⁶);

¹⁶Note: PEI – petite entreprise innovante

“l’Université 4.0” a une structure innovante en son sein, un centre du génie ingénierie, par exemple, et est capable de trouver des solutions appropriées pour l’industrie et différents secteurs de l’économie.

Il a présenté ainsi une des tendances du développement moderne de l’enseignement supérieur en Russie et les réponses aux défis de la révolution numérique et du nouveau mode de vie technologique. Ce schéma du développement des modèles d’universités tient compte de l’expérience russe: des universités régionales de base, des centres fédéraux d’enseignement supérieur, des écoles innovantes de recherche créées dans le cadre de la réforme du système d’enseignement supérieur en Russie présentée plus bas. A notre avis, la dynamique du développement mondial, la transition vers un nouveau mode de vie technologique dans le cadre de la révolution numérique corroborent le scénario évolutif du développement de l’université. Tous les modèles décrits ci-dessus existent et fonctionnent en parallèle. Chacun de ces modèles a sa part du marché des services éducatifs, sa demande qui stimule l’adaptation de l’offre des services d’enseignement supérieur à différents types des consommateurs [74].

2.2. Les reformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en France. Rapports nationaux de 2015-2017.

Analyse de la stratégie du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

Le 22 juillet 2013, la France a adopté la Loi relative à l'enseignement supérieur et à la recherche. A partir de ce moment, la réforme officielle de l'enseignement supérieur en France a commencé. Elle a entraîné des changements structurels considérables, y compris en ce qui concerne le mécanisme de gestion du système d'enseignement supérieur aux différents niveaux.

La création en France de la société en formation tout au long de la vie est l'objectif principal du Pacte pour l'enseignement supérieur et la recherche qui comprend la Stratégie nationale de l'enseignement supérieur (StraNES) et la Stratégie nationale de la recherche (SNR), et les modalités de leur coordination ainsi que les liens avec la Stratégie nationale des infrastructures de recherche et la Stratégie nationale de la culture scientifique, technologique et industrielle (SNCSTI) dans le cadre des stratégies adoptées par différents secteurs de l'économie.

La nouvelle Loi relative à l'enseignement supérieur en France du 22 juillet 2013 prévoit la modernisation continue (révision tous les cinq ans) de la Stratégie nationale de l'enseignement supérieur de la France et l'adoption des priorités pour les 10 ans à venir ainsi que des moyens pour les atteindre. Le lien entre l'enseignement supérieur et la recherche devient dans ce cadre la base de toutes les mesures adoptées. La base institutionnelle de ce processus est constituée par l'interaction entre le Comité StraNES créé en 2014 et les commissions parlementaires. Le rôle principal dans la mise en oeuvre de la stratégie appartient au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER).

Il faut noter que, vers 2015, les stratégies nationales de l'éducation tout au long de la vie ont été adoptées dans plusieurs Etats européens dont le Danemark, le Norvège, la Suède.

Ces stratégies ont en commun les dispositions-clés suivantes: une approche globale qui embrasse tous les niveaux de l'éducation, l'accent

sur une vision de la carrière individuelle, une plus grande flexibilité, une vision alternative de l'enseignement supérieur, l'absence de barrière entre la formation de base et la formation complémentaire, un lien étroit entre le système d'éducation et la vie professionnelle, le rôle des partenaires sociaux, l'importance colossale des technologies de l'information et de la communication, l'éducation de base ou l'éducation secondaire gratuites pour les adultes.

Le rapport consacré à la définition de la stratégie nationale de l'enseignement supérieur en France a été publié en 2015. Le fil conducteur du rapport de 2015 sur les priorités de l'enseignement supérieur est celle de la transition vers la société apprenante, vers l'éducation tout au long de la vie.

Voici les trois idées principales de ce rapport:

- 1) dans le monde contemporain, l'enseignement supérieur avec sa dynamique de croissance est l'élément principal du progrès et peut devenir pour la France le levier principal de la croissance économique et de la justice sociale;
- 2) le système français d'enseignement supérieur possède des atouts considérables, mais il faut aussi reconnaître ses faiblesses;
- 3) une forte ambition est nécessaire pour mobiliser toutes les parties et obtenir des résultats concrets.

En 2017, a été publié le premier Livre blanc de l'enseignement supérieur en France qui visait à renforcer et à faciliter la mise en oeuvre de la Stratégie nationale de l'enseignement supérieur et regroupait tous les concepts et stratégies adoptés jusque-là.

L'implémentation des stratégies est basée sur la mise en oeuvre consécutive de programmes interconnectés:

- Une politique territoriale de regroupement des universités, grandes écoles et institutions de recherche pour produire un effet de synergie au niveau local et réussir la compétition au niveau international;
- La politique territoriale est appuyée par un nouveau système de relations contractuelles entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et l'Etat;
- Les pôles territoriaux intégrés doivent devenir des centres de coopération, y compris dans le cadre de la mise en oeuvre

de différents programmes ministériels.

On observe une tendance générale à la simplification du système d'enseignement supérieur dans le pays.

La réforme du système d'enseignement supérieur en France a débuté avec la simplification des structures territoriales d'enseignement supérieur: une nouvelle politique territoriale a été mise en place.

Le projet de simplification avait été lancé en 2015 par le Secrétariat général à l'enseignement supérieur avec 70 mesures pour la simplification de l'organisation territoriale de l'enseignement supérieur. Elles ont été annoncées et leur mise en oeuvre a commencé en 2016.

Le principe central de ce processus était la coopération entre les structures principales et la mise en place d'une nouvelle politique territoriale (contenue dans la Loi du 22 juillet 2013). La procédure de réorganisation territoriale sur le plan institutionnel est désormais terminée.

25 structures ont été créées (20 communautés d'universités et 5 associations). Chacune de ces structures signe un contrat de cinq ans avec le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche, préparé spécialement pour elle. En même temps, les universités sont parfaitement autonomes en ce qui concerne l'élaboration des programmes d'études; le Ministère ne garde que la fonction d'accréditation des universités. Le contrat de 5 ans détaille les obligations des établissements d'enseignement supérieur relatives à la mise en oeuvre des objectifs de la stratégie nationale et des projets expérimentaux à l'échelle nationale assignés à ces structures. Conformément aux dispositions de ces contrats, les structures reçoivent une aide financière pour la mise en oeuvre des projets dans le cadre de la stratégie nationale. Les ressources financières peuvent également venir de sources régionales (dans le cadre du Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation)[75].

Le Plan d'action pour la mise en oeuvre de la stratégie nationale contient cinq propositions:

1. Élever les niveaux de qualification et développer les compétences transférables, favorisant l'innovation et la créativité, préparer aux nouveaux métiers. Atteindre 60 % de diplômés de l'enseignement supérieur dans une classe d'âge – 50 % au niveau Licence et 25 % au niveau Master d'ici

- 2025 dans les universités publiques. Utiliser pour cela tous les leviers: stratégie d'orientation vers le bac général et le bac technologique, amélioration de l'orientation et de la réussite, formation tout au long de la vie.
2. Faire de la Formation tout au long de la vie une réalité et rendre cette mission centrale pour l'enseignement supérieur. Accueillir 1 étudiant sur 5 en formation tout au long de la vie (FTLV) dans les établissements publics d'enseignement supérieur (d'ici 2025 – acteurs: État, établissements, régions, partenaires sociaux).
 3. Améliorer l'insertion professionnelle et développer l'alternance. Indicateur: atteindre 165 000 étudiants en apprentissage par an d'ici 2020, et 200 000 par an d'ici 2025. Dernier résultat connu: 135 371 apprentis préparant un diplôme de l'enseignement supérieur en 2012-2013. Il faut rapprocher les différents statuts de formation par alternance; mettre en place a minima un portail d'entrée unique au niveau régional, développer des instances de coordination et de financement des formations par apprentissage, dans lesquelles tous les acteurs sont représentés (État, établissements, partenaires sociaux).
 4. Augmenter le nombre de docteurs et développer l'emploi scientifique dans les secteurs économique et administratif. Former 20 000 docteurs par an, dont 12 000 Français d'ici 2025. Dernier résultat connu: 14 596 soutenances de thèses en 2013 (nombre général).
 5. Faire des "Universités" les laboratoires de la société de demain et des leviers de la construction du lien social. Soutenir et développer la responsabilité sociale des universités.

Analyse des indicateurs principaux du système d'enseignement supérieur et de recherche en France et dans les pays de l'UE. Rapport national de 2016-2017.

Comme nous l'avons dit, le monde est en train de vivre une révolution numérique qui transforme de manière radicale les méthodes de production et l'accès aux connaissances. Le marché du travail devient de plus en plus polarisé, plusieurs professions disparaissent, les travailleurs changent souvent de lieu d'emploi et même de spécialisation. La France possède des atouts qui lui permettent de faire face à ces défis: un bon niveau d'accès à l'éducation – grâce à l'absence presque totale de frais d'éducation dans le réseau des universités, presque 42% des jeunes obtiennent un diplôme d'études supérieures qui les protège du chômage, malgré la crise (un diplôme d'études supérieures réduit le risque de rester au chômage de presque 5 fois (Figure 2.1)) – ainsi que l'attractivité élevée du pays au niveau international (la France est le troisième pays d'accueil d'étudiants étrangers parmi les pays-membres de l'OCDE).

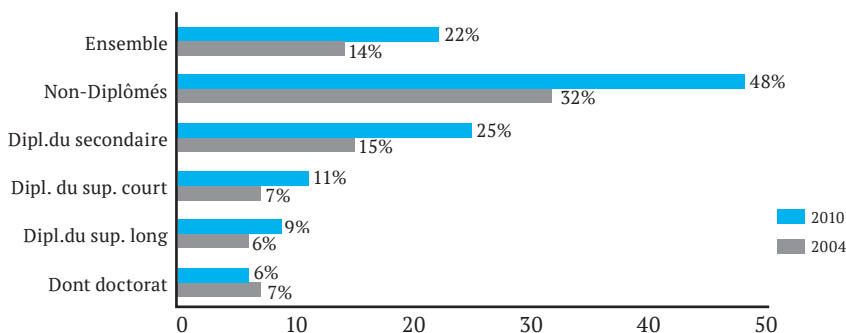


Figure 2.1 . Taux de chômage parmi ceux qui ont obtenu un diplôme d'études supérieures et ceux qui ne l'ont pas obtenu, en France (parmi les diplômés de 2010 et 2004), trois ans après la fin des études [76]

En même temps, l'enseignement supérieur en France souffre également de défauts évidents: l'élitisme et la reproduction des inégalités sociales (parmi les diplômés de 2010, seulement 28% sont des enfants d'ouvriers contre 68% des enfants de cadres supérieurs), la baisse de la valeur du diplôme, qui provoque la peur de la baisse du statut social (46% des jeunes à l'âge de 18-30 ans croient que leur vie sera moins réussie que celle de leurs parents), manque de flexibilité du système, évaluation insuffisante de la mission de l'enseignement supérieur et des efforts des pédagogies innovantes, dépenses modestes pour l'enseignement supérieur par rapport au PIB (1,5%), ce qui est un peu moins que le chiffre moyen dans les pays de l'OCDE (1,6%) et beaucoup moins que dans les pays de l'Europe du Nord et surtout qu'aux Etats-Unis et au Canada (2,7% et 2,8%).

En France, le nombre d'étudiants inscrits en première année dans les établissements d'enseignement supérieur de tous types pour l'année scolaire 2015-2016 s'élevait à 2 551 100 personnes; ces 5 dernières années le nombre d'étudiants a augmenté de 210 mille personnes. Le nombre d'étudiants en première année dans les universités publiques s'élevait à 1 593 200 personnes. La répartition du nombre d'étudiants dans les universités par niveaux d'enseignement et par disciplines choisies est représentée dans le Tableau 2.1.

Un étudiant sur six fait ses études dans des établissements de l'enseignement supérieur privés, 256 000 personnes choisissent après la fin des études secondaires les sections de techniciens supérieurs (STS), 86 000 personnes entrent dans les classes préparatoires aux grandes écoles et 616 000 dans d'autres établissements de l'enseignement supérieur privés.

711 300 étudiants ont reçu une aide financière de l'Etat pour l'année scolaire 2015-2016 (36, 3% du nombre total des étudiants). 96% de ces étudiants ont reçu ces aides pour des raisons sociales. Ces aides comprennent: l'exonération de frais d'enregistrement pour l'entrée à l'université, la couverture sociale ou bien l'octroi d'une aide annuelle pour couvrir ces dépenses à hauteur de 5 545 euros. Les étudiants peuvent recevoir des bourses pour des résultats excellents (un supplément de 900 euros au maximum pendant trois ans pour les étudiants qui reçoivent des bourses sociales).

Tableau 2.1 – *Etudiants admis en première année des établissements d'enseignement supérieur par disciplines et par niveaux d'enseignement, pers.*

	Bac+4	Master	Ecole doctorale	Total
Droit et sciences politiques	124 610	78 058	7 226	209 894
Sciences économiques et gestion	135 499	64 039	3 288	202 826
Gestion économique et sociale	31 821	3 793	17	35 631
Droit, économie, sciences sociales	19	1 101		1 120
Philologie, art	67 556	24 148	5 331	97 035
Langues	89 718	19 182	2 227	111 127
Sciences humaines et sociales	157 786	119 227	12 405	289 418
Sciences humaines et sociales, art	6 897	2 912	26	9 835
Sciences appliquées et fondamentales	142 729	73 181	16 487	232 397
Sciences naturelles	58 824	23 024	10 671	92 519
Culture physique et sport	45 170	7 820	545	53 535
Programmes de recherche pluridisciplinaire	32 299	1 885	145	34 329
Médecine	15 892	126 008	1 055	142 955
Pharmacie	425	22 062	246	22 733
Programmes de médecine pluridisciplinaire	57 749	93		57 842
Total	966 994	566 533	59 669	1 593 196
% pour chaque niveau	60,7	35,6	3,7	100,0

Source: Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) [77]

La stratégie nationale du développement de l'enseignement supérieur ainsi que la stratégie du développement de la recherche visent à améliorer l'accès à l'enseignement supérieur, l'intégration des universités et des entreprises pour une meilleure qualité de la formation professionnelle des étudiants afin de leur procurer des connaissances et compétences compétitives qui répondent aux exigences modernes du marché de travail.

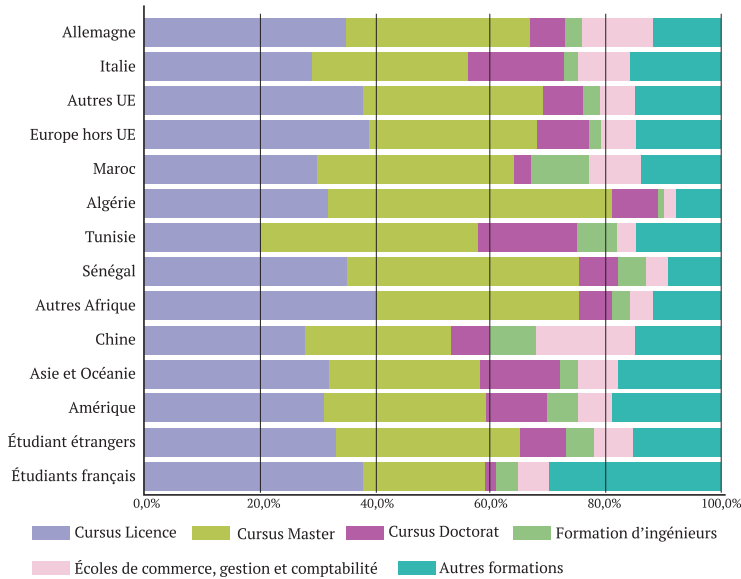


Figure 2.2. Répartition des étudiants étrangers par niveaux de diplômes en 2014, (%) [78]

Financement du système de l'enseignement supérieur en France

Le budget de l'Etat représente aujourd'hui la source principale du financement du système d'enseignement supérieur en France (70% des dépenses totales pour l'enseignement supérieur en 2015).

Les dépenses moyennes de l'Etat par étudiant s'élèvent en France à 11 680 euros par an. La somme varie selon le type de l'établissement d'enseignement supérieur: de 10 940 euros par an dans les universités publiques à 15 020 dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). La cause principale de ces divergences entre les dépenses est le rapport du nombre de professeurs au nombre d'étudiants dans l'établissement d'enseignement supérieur. La France comme d'autres pays d'Europe qui sont très orientés vers le social (l'Allemagne, les pays de l'Europe du Nord) refusent d'augmenter les frais d'enregistrement à l'entrée des universités publiques.

Les salaires représentent plus de 75% de toutes les dépenses publiques

Tableau 2.2 – Dépenses pour l'enseignement supérieur, en euros

	1980	1990	2000	2010	2013	2014
Dépenses totales pour l'enseignement supérieur (prix actuels, milliards d'euros)	4,5	11,9	18,6	27,4	29,1	29,2
Dépenses moyennes par étudiant	8280	9120	10520	11910	11760	11680
Dépenses moyennes par étudiant compte tenu des compensations sociales et fiscales de la part de l'Etat				13150	12990	12780
Structure du financement de l'enseignement supérieur (%)						
Etat				71,4	68,6	67,9
Ministère de l'Education nationale, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche				62,9	60,6	60,7
Autres autorités territoriales (communes)				10,6	10,6	10,7
Autres structures de l'Etat (octroi de bourses, avantages fiscaux etc.)				1,7	1,9	3,2
Entreprises				7,8	8,8	8,8
Ménages				8,5	9,5	9,4

Source: L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en France [79]

pour l'enseignement supérieur. Au début de l'année scolaire de 2015, il y avait 90 500 enseignants titulaires et 56 400 enseignants-chercheurs dans les universités publiques.

Les dépenses des ménages pour l'enseignement supérieur en 2015 représentaient moins de 10%. Près de 710 000 étudiants ont reçu des bourses de l'Etat ou d'autres aides financières, y compris les aides à la location et les avantages fiscaux (pour une somme totale de 6 milliards d'euros).

Selon l'étude de l'OFCE¹⁷, les mesures proposées par la stratégie nationale de l'enseignement supérieur en France contribueront dans le long terme à la hausse du PIB de 10% (200 milliards d'euros) [76].

Pour mettre en oeuvre toutes les mesures prévues par la stratégie nationale de l'enseignement supérieur, il faudra, dans les 10 années

¹⁷ Note: OFCE – Observatoire français des conjonctures économiques

à venir, augmenter le niveau des dépenses de Recherche et développement (R&D) pour atteindre 3% (aujourd'hui elles se trouvent à la hauteur de 2,23%) et le niveau des dépenses pour l'enseignement supérieur jusqu'à 2% du PIB (aujourd'hui 1,4%). Pour obtenir ces résultats, il faudra accroître les dépenses de l'Etat de 10 milliards d'euros en 10 ans. Mais ce ne sont pas seulement les dépenses publiques qui doivent contribuer à cette hausse.

Les ressources pour le financement de l'enseignement supérieur sont réunies dans le budget d'Etat et divisé en programmes dans le cadre de la MIREs¹⁸; en 2017 elles s'élevaient à 27 milliards d'euros et étaient réparties entre 10 programmes relevant de 6 départements ministériels. Le financement s'organise sous forme de dotations annuelles aux universités et de subventions octroyées pour la mise en oeuvre de projets sur la base d'appels d'offre.

Outre le budget divisé en programmes, le gouvernement a lancé trois Programmes d'investissements d'avenir créés sur la base du Rapport Juppé – Rocard [80] (le dernier Programme a été annoncé en 2017 – PIA3¹⁹, il prévoit l'investissement de 10 milliards d'euros dans l'enseignement supérieur et la recherche dans les 10 années à venir). La mise en oeuvre du PIA3 a commencé en 2017 [81].

Examinons plus en détail la programmation budgétaire pour les années 2017-2020 dont la première étape de mise en oeuvre est prévue pour 2017. Ainsi, pour l'enseignement supérieur il est prévu non seulement une augmentation du nombre d'étudiants (de 335 000 d'étudiants supplémentaires en 2015 à 735 000 étudiants supplémentaires en 2024), mais aussi une meilleure qualité de la formation. Les moyens budgétaires octroyés pour atteindre cet objectif dans les 4 années à venir représenteront d'après les estimations entre 1550 millions d'euros et 3000 millions d'euros selon le nombre d'étudiants (tableau 2.3.).

En 2017 il a été prévu d'octroyer 850 millions d'euros supplémentaires pour le développement de la recherche. L'immobilier universitaire est le deuxième parc immobilier de l'État, juste après celui du ministère

¹⁸ Mission Interministérielle Recherche et Enseignement Supérieur

¹⁹ Programme d'Investissements d'Avenir 3

Tableau 2.3 – Programmation budgétaire: différence entre les moyens annuels mis en loi de finances 2016 et ceux qui seront mis en 2020

Poste	Dépenses
Enseignement supérieur	Entre 1 550 et 3 000
Recherche, y compris:	840
<i>Soutien aux labos</i>	350
<i>Agence nationale de la recherche (ANR)</i>	350
<i>Infrastructure, engagements internationaux</i>	140
Carrières, y compris:	785
<i>Recrutement (organismes)</i>	70
<i>Structures gouvernementales</i>	240
<i>Développement de la carrière</i>	375
<i>Jeunes chercheurs</i>	100
Politique de site	130
Numérique	30
Immobilier	300
Total	Entre 3 635 et 5 085

Source: Livre Blanc de l'enseignement supérieur et de la recherche [76, p. 155]

de la Défense, avec 18,6 millions de m² pour près de 7 000 bâtiments et 56 millions de m² de foncier non bâti. Les moyens financiers octroyés pour le développement de ce domaine doivent être utilisés pour la rénovation des bâtiments anciens, la construction de parcs scientifiques et éducatifs, de data-centers etc.

A l'horizon 2020, le coût net serait de 0,07 points de PIB (770 M€). L'impact de long terme est très important: sur la croissance (+10 points de PIB soit 220 milliards d'euros) comme sur l'emploi (400 000 emplois).

2.3. Vecteurs principaux du développement de l'enseignement supérieur en Russie

Dans le Tableau 2.4 sont réunies les données sur la part des diplômés d'universités qui travaillent dans la spécialisation obtenue. Ces données permettent d'arriver à la conclusion que seulement 70% des diplômés travaillent dans leur domaine après la fin de leurs études. Mais plus de 50% des diplômés qui ont un diplôme dans le domaine des sciences sociales ne travaillent pas dans leur spécialisation, et près de 40% des diplômés qui ne travaillent pas dans leur domaine d'études, avaient étudié les mathématiques, la physique et les sciences naturelles, l'agriculture et l'industrie de la pêche, la métallurgie, la construction mécanique, le traitement des matériaux, la reproduction et le traitement des ressources forestières, les technologies de production de produits alimentaires et de biens de consommation. En même temps le déficit d'opérateurs qualifiés capables de travailler avec de nouvelles technologies se fait sentir de manière très aigue, ce dont témoignent les sondages menés auprès des employeurs [82-83].

Tableau 2.4 – Diplômés des établissements d'enseignement supérieur pendant la période 2010-2015 répartis en fonction du lien de la formation universitaire avec l'emploi courant, par groupes de professions, en 2016

	Total, %	Y compris ayant un emploi	
		Lié à la spécialisation obtenue	Non lié à la spécialisation obtenue
Etudes supérieures	100	70,1	29,9
Y compris par groupes de disciplines, conformément aux diplômes délivrés:			
Physique et mathématiques	100	60,5	39,5
Disciplines des sciences naturelles	100	55,8	44,2
Disciplines des sciences humaines	100	69,2	30,8
Disciplines des sciences sociales	100	44,4	55,6
Education et pédagogie	100	72,7	27,3

2.3. Vecteurs principaux du développement de l'enseignement supérieur en Russie

	Total, %	Y compris ayant un emploi	
		Lié à la spécialisation obtenue	Non lié à la spécialisation obtenue
Santé	100	97,0	3,0
Culture et art	100	74,1	25,9
Economie et gestion	100	67,8	32,2
Sécurité des informations	100	88,2	11,8
Services	100	64,2	35,8
Agriculture et industrie de la pêche	100	55,4	44,6
Géodésie et aménagement territorial	100	74,2	25,8
Géologie, exploration et extrac- tion des ressources minérales	100	74,0	26,0
Energie, construction énergétique et technologies énergétiques	100	75,7	24,3
Métallurgie, construction mécanique et traitement des matériaux	100	58,3	41,7
Industrie aéronautique et spatiale	100	73,9	26,1
Armes et systèmes d'armements	100	82,9	17,1
Technologies maritimes	100	76,2	23,8
Transports	100	61,2	38,8
Industrie de précision et industrie optique	100	58,4	41,6
Technique électronique, radioé- lectricité et communication	100	73,8	26,2
Automation et contrôle	100	73,3	26,7
Informatique et ordinarique	100	83,1	16,9
Reproduction et traitement des ressources forestières	100	53,9	46,1
Technologies de production des produits alimentaires et des biens de consommation	100	59,4	40,6
Construction et architecture	100	69,1	30,9
Sécurité des activités humaines, aménagement des espaces naturels et protection de l'environnement	100	72,9	27,1
Technologies chimiques et biologiques	100	71,9	28,1

Source: Résultats d'observations sélectives des diplômés d'établissements d'enseignement professionnel secondaire et supérieur [84]

D'après les données, le groupe le plus nombreux des sans-emploi est constitué par les jeunes (plus de 30% du nombre total des chômeurs enregistrés). Les diplômés des universités constituent 25 à 28 % de tous les jeunes chômeurs.

Près de 15% de diplômés au niveau Bac+4 restent sans emploi, le niveau de chômage est moins important parmi les diplômés des programmes de formation de cadres hautement qualifiés, de niveau Master et Bac+5.

Le nombre de programmes d'études qui garantissent l'obtention de qualifications appliquées (enseignement sur le lieu de travail d'une durée de quelques mois à un an, Bac+4 appliqué qui réunit les connaissances fondamentales dans un domaine spécifique avec la qualification nécessaire pour le travail avec des technologies complexes; programmes communs des organisations d'enseignement) au sein du système d'enseignement supérieur en Russie est moins important que dans les pays européens (Tableau 2.5).

Tableau 2.5 – Evaluation des connaissances acquises par les diplômés des établissements d'enseignement supérieur pendant la période 2010-2015 qui ont trouvé leur premier emploi en lien avec la qualification obtenue

Nombre des diplômés qui ont trouvé leur premier emploi en lien avec la qualification obtenue	Total, %	Y compris ceux qui ont des diplômes				
		d'études supérieures et ont suivi les programmes de formation de cadres hautement qualifiés	d'études supérieures et ont suivi les programmes au niveau Bac+5 et Master	d'études supérieures et ont suivi les programmes au niveau Bac+4	d'études secondaires professionnelles et ont suivi les programmes de formation de spécialistes du niveau intermédiaire	d'études secondaires professionnelles et ont suivi les programmes de formation d'ouvriers qualifiés et d'employés
Les connaissances professionnelles obtenues ont été suffisantes	83,2	88,6	84,3	79,3	81,3	85,4
Les connaissances professionnelles obtenues ont été insuffisantes	15,4	9,9	14,4	19,2	17,0	13,0
Les connaissances professionnelles obtenues ont été inutiles	1,5	1,4	1,3	1,4	1,7	1,6

Source: Résultats d'observations sélectives de diplômés d'établissements d'enseignement professionnel secondaire et supérieur [84]

Selon le Service fédéral des statistiques publiques et le ministère de l'Éducation et de la Recherche de la Fédération de Russie, le nombre total d'étudiants en 2016 s'élevait à 4 399 487 dont 2 491 002 payaient la totalité de leurs études et 2 028 815 étudiants des programmes à assiduité obligatoire recevaient des bourses dans les établissements d'enseignement supérieur de la Fédération de Russie. 78% de ces bourses sont représentées par des bourses académiques (Figure 2.3) et 15% – par des bourses sociales de l'Etat.

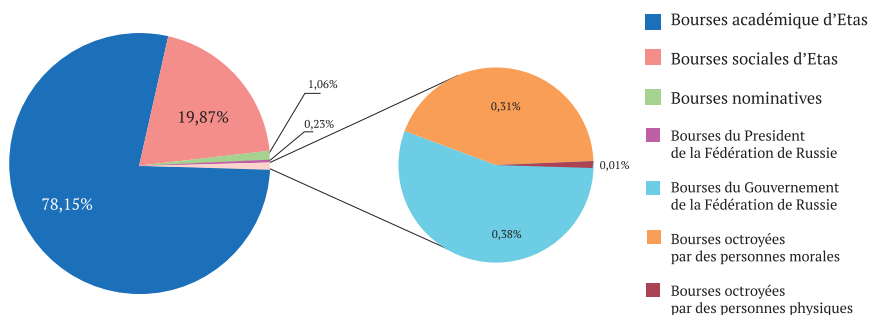


Figure 2.3. Nombre d'étudiants dans les programmes à assiduité obligatoire des établissements d'enseignement supérieur qui reçoivent une bourse [85]

Parallèlement une prise de conscience quant à l'importance de la formation professionnelle a été réalisée au sein de la société: près de 2/3 des familles avec enfants de 4 à 22 ans se disent prêts à supporter une certaine charge financière relative à ce type de formation (de 50 000 à 150 000 roubles par an). Pourtant, le système des crédits pour l'éducation qui pourrait élargir les possibilités de cofinancement des études n'est pas développé en Russie.

Au début de l'année scolaire 2016/17 en Russie il y avait 896 universités et 1080 filiales qui comptaient environ 4 379 000 d'étudiants (Tableau 2.6). Les universités publiques employaient 260 000 professeurs et enseignants.

Tableau 2.5 – Etablissements d'enseignement supérieur en Russie pendant la période 2012 à 2017

Etablissement d'enseignement supérieur en Russie ¹⁾							
(Données au début de l'année scolaire)							
Années scolaires universitaires	Nombre d'établissement d'enseignement supérieur	Nombre total des étudiants, en milliers de personnes	Y compris dans les programmes				Nombre des étudiants par tranche de 10 000 habitants ³⁾
			à assiduité obligatoire	à assiduité obligatoire et à distance	à distance	d'externat ²⁾	
			des cours du soir				
Tous les établissements d'enseignement supérieur							
2012/13	1046	6073,9	2721	229,6	3053,3	70	424
2013/14	969	5646,7	2618,8	189,2	2783,9	54,7	393
2014/15	950	5209	2575	158,5	2475,5	-	356
2015/16	896	4766,5	2379,6	149,1	2237,8	-	325
2016/17	817	4379,0
Etablissement d'enseignement supérieur publics et municipaux							
2012/13	609	5143,8	2589	179,2	2320,3	55,3	359
2013/14	578	4762	2496	152,2	2068,8	45	331
2014/15	548	4405,5	2449,3	130	1826,2	-	301
2015/16	530	4061,4	2269,2	124,5	1667,7	-	...
Etablissement d'enseignement supérieur privés							
2012/13	437	930,1	132	50,4	733	14,7	65
2013/14	391	884,7	122,9	37	715,2	9,7	62
2014/15	402	803,5	125,7	28,5	649,3	-	55
2015/16	366	705,1	110,4	24,6	570,1	-	...

1) A partir des années scolaires 2013/14, d'après les données du ministère de l'Education et de la Recherche de la Russie.

2) A partir des années scolaires 2013/14, l'externat fait partie des études à distance, conformément à la Loi fédérale "De l'éducation en Fédération de Russie" du 29.12.2012 N° 273-ФЗ.

3) L'indicateur pour les années 2005-2010 est calculé sur la base des données sur la population recalculées après le recensement universel en 2010.

Source: Données statistiques du ministère de l'Education et la Recherche de la Fédération de Russie [86]

Vision et stratégies de développement de l'enseignement supérieur en Fédération de Russie.

La Fédération de Russie a développé un ensemble complexe d'objectifs stratégiques de développement de l'éducation, de la science et de l'enseignement supérieur qui sont en cours de réalisation. Les axes prioritaires de la politique publique dans ce domaine sont définis par les dispositions de la Loi fédérale "De l'enseignement en Fédération de Russie", le Décret du Président de la Fédération de Russie du 7 mai 2012 N° 599 "Des mesures de la mise en oeuvre de la politique publique dans le domaine de l'éducation et la recherche", le "Projet du développement socio-économique durable de la Fédération de Russie à l'horizon de 2020" et les "Principaux axes d'action du Gouvernement de la Fédération de Russie à l'horizon de 2018".

Conformément à la législation en vigueur dans le domaine de l'éducation, le Programme public de la Fédération de Russie "Développement de l'éducation" pour les années 2013-2020 a été adopté et est en cours de réalisation, ainsi que des Programmes fédéraux ciblés pour le développement de l'éducation pour la même période, ce qui répond aux intérêts de gestion du système d'éducation par l'Etat.

L'objectif global de ce programme est d'assurer la haute qualité de l'éducation en Russie, ce qui serait conforme à l'évolution des demandes de la population et aux objectifs de développement futur de la société et de l'économie russes. Cela permettrait aussi d'améliorer l'efficacité de la mise en oeuvre de la politique de la jeunesse pour le développement innovant, et social du pays. Le Gouvernement de la Fédération de Russie a approuvé en décembre 2014 la Projet du développement de l'éducation pour les années 2016-2020 (Projet du Programme fédéral visant au développement de l'éducation pour les années 2016-2020).

Le financement octroyé pour les différentes étapes de la mise en oeuvre de ce Programme est présenté sur la Figure 2.4.

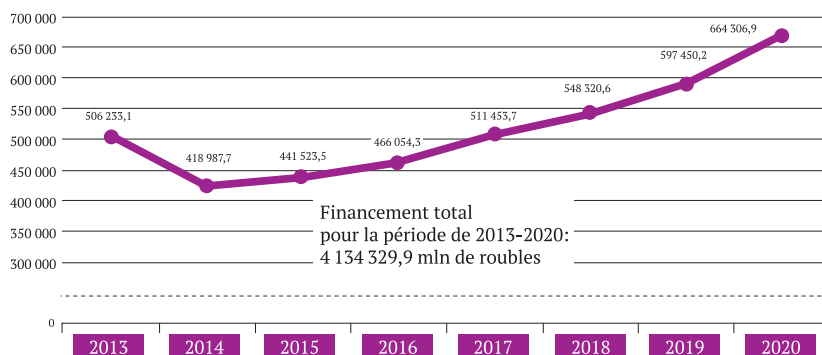


Figure 2.4. Financement de la mise en oeuvre du Programme d'Etat par l'agence responsable (ministère de l'Education et de la Recherche de la Fédération de Russie), en millions de roubles [86]

Les priorités principales de la politique publique moderne dans le domaine de l'enseignement supérieur: "Les universités comme centres de l'espace de création des innovations"

Le Projet du développement de l'éducation indique qu'il faut soutenir les universités qui organisent l'accréditation internationale et l'examen par des experts des programmes d'études qui contribuent à la mise en oeuvre des principes du processus de Bologne suivants: flexibilité et importance du travail autonome. La liste des objectifs prioritaires dans le domaine de la formation professionnelle est définie conformément aux priorités des documents stratégiques et aux priorités principales du Programme (Section IV) et comprend la modernisation de la structure des programmes de formation professionnelle pour assurer leur flexibilité et efficacité; la modernisation du contenu et des technologies de formation professionnelle pour garantir leur conformité aux exigences de l'économie moderne et à l'évolution des demandes de la population; la création d'un réseau différencié d'organismes de formation professionnelle qui tient compte des particularités des régions et comprend les universités compétitives; la création d'un système de formation continue qui

permet de construire des trajectoires flexibles (sur la base de modules) de développement de nouvelles compétences tant à la demande de la population qu'à celle des sociétés privées; la mise en place de mécanismes de financement transparent et d'encouragement de la concurrence pour les organismes de formation professionnelle.

Un des objectifs prioritaires concerne la formation de masse de spécialistes pour le marché du travail. Cet objectif sera atteint, d'une part, par la mise en place de programmes d'études qui visent l'obtention de qualifications appliquées et comprennent la formation sur le lieu de travail d'une durée de quelques mois à un an, ainsi que d'un Bac+4 appliqué qui combine la transmission de connaissances fondamentales à l'apprentissage des compétences nécessaires pour travailler avec des technologies complexes; et d'autre part, par la création de centres de certification des qualifications et d'organisations d'éducation corporatives.

Un autre objectif prioritaire concerne l'optimisation qualitative, quantitative et territoriale du réseau des universités dont le résultat serait la création de groupes d'universités à missions et objectifs spécifiques et assureraient un haut niveau de qualité de l'enseignement. Dans ces groupes, il faut inclure les universités de recherche de réputation mondiale qui assurent le leadership de la Russie dans le domaine des sciences fondamentales et appliquées et font partie du système de commercialisation des connaissances et des technologies. Un autre groupe d'universités important doit être composé des leaders industriels participant au processus de modernisation des technologies et des ressources humaines dans les différents secteurs de l'économie russe. La fonction importante de la modernisation socioculturelle du pays sera confiée au groupe d'universités se spécialisant dans les domaines des sciences humaines et sociales, y compris les universités pédagogiques.

Les universités qui organisent une formation de masse au niveau Bac+4 (y compris au sein des programmes appliqués) et Bac+5 pour les segments de masse des marchés régionaux du travail forment un autre groupe distinct. De grands centres d'études à distance avec des programmes modernes de haute qualité se forgeront une place dans le domaine de l'éducation ouverte. Une priorité absolue consiste

à assurer aux universités russes les plus connues une place à l'avant-garde des classements internationaux. Parallèlement, la réorganisation graduelle des universités, qui ne garantissent pas une qualité adéquate d'enseignement et ont perdu le lien avec le marché du travail, est en cours.

Parmi les priorités, on peut aussi citer l'objectif d'internationalisation de l'enseignement supérieur russe et l'augmentation des exportations des services éducatifs russes. Pour atteindre cet objectif, il faut adopter toute une série de mesures pour changer la politique des visas et de migration relative aux professeurs et étudiants étrangers, et pour transformer le Code du travail.

Ainsi, la meilleure compétitivité des universités russes est une des priorités-clés dans le domaine du développement de l'enseignement supérieur. C'est aussi l'objectif du projet "Universités comme centres de l'espace de création des innovations" qui est en cours de réalisation et vise la création de centres universitaires du développement innovant, technologique et social des régions. Ces centres deviendront le noyau dur de l'espace de création des innovations, la source de changements positifs dans l'environnement urbain et régional. Conformément à la description du projet, on envisage de créer au moins 55 centres universitaires en 2018 et au moins 100 centres d'ici à 2025. Il est envisagé que les principaux participants à ce projet soient les universités qui font partie des projets "5-100" et "Universités de base" [87].

Parmi les initiatives de modernisation du système national d'enseignement supérieur, on peut citer le "Projet d'amélioration de la compétitivité des universités russes les plus réputées par rapport aux centres d'enseignement - leaders mondiaux" (dénommé ci-après Projet "5-100") qui a été lancé en 2013 et vise à créer des avantages compétitifs à long terme pour les universités russes, à fabriquer des produits intellectuels de niveau mondial, à développer la coopération entre les universités, l'industrie et le milieu d'affaires, et à assurer la conformité des programmes d'études russes avec les meilleurs modèles internationaux. Dans le cadre du Projet "5-100", la Ligue russe d'excellence pour les universités a été créée. Elle regroupe 21 universités (dont 5 universités fédérales et 12 instituts de recherche) participant au projet d'amélioration de la compétitivité internationale. Toutes ces universités jouissent

d'une réputation solide dans les classements généraux et spécialisés (par discipline) au niveau international. Le Projet est défini à l'horizon 2020. Depuis 2013, l'Etat apporte un soutien financier important à ces universités; en 2016 le volume de ce soutien s'élevait à 12,5 milliards de roubles.

Le Projet vise à atteindre les résultats suivants vers 2020:

- Entrée d'au moins 5 universités russes dans les 100 universités-leaders des classements mondiaux (classement des universités du monde Times Higher Education; classement mondial des universités QS; classement académique des universités ARWU);
- Amener le nombre d'étudiants étrangers dans les universités à au moins 15% de la totalité des étudiants;
- Amener le nombre de spécialistes étrangers dans le corps professoral de chaque université à au moins 10%.

Mais l'objectif principal de ce projet est la création en Russie vers 2020 d'un groupe d'universités-leaders modernes aux structures de gestion optimales et dont la réputation académique internationale correspond aux tendances contemporaines du développement.

Aujourd'hui les universités russes acquièrent une notoriété à l'étranger et avancent activement au sein des classements internationaux. Le nombre d'universités russes dans le classement QS a doublé par rapport à 2012. 8 universités sont entrées dans le premier groupe des 400 universités-leaders.

L'étape suivante consiste à créer un groupe d'universités qui seront les acteurs-clés du développement et de la promotion des régions. Depuis 2012, les projets suivants sont réalisés dans le cadre de cette étape: soutien aux programmes de développement stratégique des universités régionales en 2012-2014 (55 universités), mise en oeuvre des programmes "Cadres pour les régions" (14 universités), "Nouveaux cadres pour le complexe militaro-industriel" (77 universités) en 2013-2014 et le processus de création des universités de base est en cours.

L'université de base est une grande université forte, un centre leader d'enseignement supérieur dans la région créé par le regroupement de plusieurs universités régionales. Conformément aux exigences du ministère de l'Education et de la Recherche, l'université de base doit correspondre aux critères suivants: plus de 10 000 étudiants au total,

un volume total des revenus de l'université d'au moins 2 milliards de roubles. Les universités de Moscou et de Saint-Pétersbourg ainsi que les universités qui ont déjà reçu un financement complémentaire dans le cadre du Projet "5-100" ne peuvent pas participer à ce programme. Les universités de base sont orientées vers la recherche de solutions aux problèmes de l'économie régionale et vers la formation des spécialistes hautement qualifiés pour le marché local du travail. Leur objectif est de remédier à la fuite du potentiel intellectuel, car dans le passé les meilleurs élèves préféraient, à la sortie de l'école, quitter leurs villes natales et se rendre à Moscou, Saint-Pétersbourg et Novossibirsk pour y faire des études universitaires. Grâce au financement public et à un plan de développement clair, le corps professoral des universités de base sera renforcé et l'équipement technique considérablement amélioré.

Une autre priorité de la stratégie de l'enseignement supérieur consiste à améliorer la qualité de la formation des cadres grâce à la modernisation du contenu éducatif. Pour atteindre cet objectif, des Conseils de coordination avec la participation de représentants de la communauté académique, des employeurs et des autorités ont été créés dans 9 domaines de l'éducation. Des groupements d'études et de méthodologies sont en train d'être créés pour 57 grands groupes de spécialisations. Des modèles pour près de 150 Standards fédéraux de l'éducation dans le domaine de l'enseignement supérieur 3++ et des programmes d'études essentiels ont été créés et assurent une intégration optimale des standards professionnels dans les formations.

Un des critères importants pour évaluer la compétitivité des universités russes est leur participation annuelle aux classements internationaux.

Le dernier classement des meilleures universités d'Europe par l'agence de notation britannique Times Higher Education (THE) a été rendu public le 21 juin 2017. Il comprend 400 universités de la zone géographique de l'Europe, du Royaume-Uni jusqu'à la Grèce, ce qui représente près de 40% des 980 universités qui font partie du classement mondial THE World University Rankings. La Russie est représentée parmi les meilleures universités européennes par 24 universités dont 16 participent au Projet "5-100". Deux universités du Projet "5-100" (l'Université de physique et de technologie de Moscou (MFTI) et l'Université-Insti-

tut de recherche dans le domaine des technologies de l'information, de la mécanique et de l'optique (ITMO)) sont entrées dans le TOP-200, 6 autres (Haute école d'économie, Université fédérale de Kazan, Institut national de la recherche nucléaire - Institut d'ingénierie et de physique, Université d'Etat de Novossibirsk, Université d'Etat de Tomsk, Université polytechnique de Tomsk) sont entrées dans le TOP-300. L'Université russe de l'amitié des peuples est entrée dans le groupe 300+. Il faut noter que 12 des universités participant au Projet "5-100" sont entrées dans ce classement pour la première fois. La liste publiée le 21 juin 2017 reprend dans les grandes lignes le classement des universités européennes THE présenté en 2016. Le Royaume-Uni y est le pays le plus représenté avec 91 universités. L'Université d'Oxford est la première dans le classement, elle est suivie par Cambridge (2^{ème} place) et le Collège Impérial de Londres (3^{ème} place). L'Allemagne détient la deuxième place parmi les pays les plus représentés dans le classement, avec 41 universités.

3.

ANALYSE DU DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION FRANCO-RUSSE DANS LE DOMAINE DES SCIENCES, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE: CONTEXTE GENERAL ET PERSPECTIVES

3.1. Analyse de la coopération franco-russe dans le domaine des sciences, de l'enseignement supérieur et de la recherche au niveau interministeriel

Les relations franco-russes sont un facteur important de la politique mondiale et européenne; elles contribuent à la stabilité de l'Europe et du monde entier. Leurs origines sont très anciennes. Les relations entre nos deux pays sont stables depuis le XVIII^e siècle. C'est pourquoi nous pouvons dire aujourd'hui avec toute certitude que la Russie et la France sont unies depuis déjà 300 ans par des liens de coopération très forts [88].

Le dialogue franco-russe dans le domaine de la recherche et de l'éducation a aussi une longue histoire. La France est le troisième partenaire de la Russie pour la coopération scientifique internationale dans le domaine des mathématiques, des sciences humaines et sociales, de l'industrie de l'espace [89]. Chaque année plusieurs milliers d'étudiants font le choix de la mobilité académique entre la Russie et la France, ce qui témoigne d'un niveau de confiance mutuelle élevé des communautés universitaires.

Le document fondamental qui sert de base pour les relations entre les deux Etats, y compris dans le domaine de l'éducation et de la coopération scientifique et technique, est l'Accord entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement de la République française sur la coopération culturelle du 6 février 1992 (nommé ci-après "Accord") [90]. Cet Accord a confirmé et formalisé l'aspiration des deux pays au développement "de nouvelles relations d'entente basées sur la confiance,

la solidarité et la coopération”.

La coopération intergouvernementale entre la Russie et la France dans le domaine de l'éducation vise à développer une base institutionnelle de coopération des deux Etats dans ce domaine. Un travail actif d'adaptation des standards nationaux et internationaux dans le domaine de l'enseignement supérieur et des sciences est en cours, y compris dans le cadre de la coopération avec l'UNESCO et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que la reconnaissance du contrôle de la qualité des enseignements, l'harmonisation de la législation concernant la durée des études et la reconnaissance des résultats à différents niveaux, etc. Une des illustrations les plus marquantes de la coopération intergouvernementale des deux pays dans ce domaine est la signature le 29 juin 2015 de l'Accord entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement de la République française sur la reconnaissance réciproque des études, des qualifications et des grades universitaires. Cet Accord a été préparé en conformité avec la Convention sur la reconnaissance des qualifications de l'enseignement supérieur dans la région européenne du 11 avril 1997 et la Loi fédérale “De l'éducation en Fédération de Russie” [91]. L'Accord régleme la reconnaissance réciproque des études, des qualifications et des grades universitaires obtenus dans les établissements d'enseignement supérieur et de la recherche russes et français afin de garantir à leurs détenteurs l'accès aux études dans les pays européens. L'Accord établit également l'équivalence des niveaux d'éducation et des grades universitaires en Russie et en France.

Sont reconnus comparables:

- L'enseignement professionnel secondaire (après l'enseignement secondaire général) attesté par le diplôme d'enseignement professionnel secondaire obtenu en Fédération de Russie et l'enseignement supérieur court en République française attesté par le diplôme de Brevet de technicien supérieur (BTS) ou le Diplôme universitaire de technologie (DUT) obtenus en République française;
- Les études supérieures attestées par le diplôme de bakalavr obtenu en Fédération de Russie et les études supérieures

attestées par le diplôme de licence obtenu en République française;

- Les études supérieures terminées avec succès à l'issue de la 1^{ère} année de maguistratura en Fédération de Russie et les études supérieures terminées avec succès à l'issue de la 1^{ère} année de Master en République française;
- Les études supérieures attestées par le diplôme de spetsialist ou par le diplôme de maguistr obtenu en Fédération de Russie et les études supérieures attestées par le diplôme de master ou par le titre d'ingénieur diplômé, obtenu en République française;
- Le grade de Kandidat naouk figurant dans le système national de certification scientifique délivré en Fédération de Russie et le grade de Docteur délivré en République française²⁰.

Cette décision permet de mettre en place des procédures simplifiées de reconnaissance réciproque des études, et des qualifications et grades universitaires obtenus dans les établissements d'enseignement supérieur et de la recherche en Russie et en France, ce qui permet d'attirer en Russie des spécialistes hautement qualifiés qui ont fait leurs études dans les centres français d'enseignement et de recherche les plus connus [89].

Aujourd'hui, au moins une université française sur trois a un partenaire en Russie. Ceci est devenu possible grâce à des centaines d'accords au niveau Master qui permettent d'organiser l'échange d'étudiants. Les universités les plus prestigieuses des deux pays sont liées par des programmes d'études conjoints [88]. Il faut y ajouter également une coopération active dans le domaine des échanges des avancées scientifiques et pratiques qui vise à améliorer le contenu des études, des curricula et des programmes, ainsi qu'à intégrer les nouvelles technologies dans le processus des études.

A l'heure actuelle, quelques centaines de citoyens français font leurs études dans les universités russes, y compris grâce à des financements prévus dans le budget de la Fédération de Russie. La partie française utilise généralement son quota pour la formation continue de ses professeurs de russe dans le cadre de stages de courte et moyenne durée.

²⁰ Note: Dès l'entrée en vigueur de l'Accord (le 13 janvier 2016), l'Accord entre les gouvernements de la Russie et de la France sur la reconnaissance mutuelle des grades universitaires du 12 mai 2003 a pris fin

En même temps, le Consulat général de la Fédération de Russie à Strasbourg offre aux citoyens français des stages linguistiques d'été de 3-4 semaines à l'Institut d'Etat de la langue russe A.S. Pouchkine, l'Université d'Etat de Koursk, l'Université pédagogique d'Etat d'Omsk, l'Université d'Etat de Tioumen.

Le Gouvernement français assure de son côté un soutien financier considérable aux établissements d'enseignement supérieur. La dotation annuelle aux universités par étudiant (qu'il soit français ou étranger) s'élève à près de 10 000 euros. C'est pourquoi le coût des études dans les universités françaises pour les étudiants français et étrangers dépasse rarement 300 euros par an [92]. De plus, le Gouvernement français octroie chaque année différentes bourses aux citoyens étrangers qui souhaitent faire leurs études en France.

La coopération dans le domaine de l'enseignement professionnel et technique et la formation continue des adultes occupe une place à part, compte tenu des changements socio-économiques dans les deux pays [90]. Ainsi, depuis près de 6 ans, le projet "Volga – Val d'Oise" est mis en place dans la ville de Togliatti. Le nom de ce projet réunit les noms des deux fleuves: Volga en Russie et Oise en France. L'objectif de ce projet est le renforcement des liens internationaux entre les collèges de Togliatti et les établissements d'enseignement professionnel et technique français afin de renforcer le prestige et faire la promotion de l'enseignement professionnel secondaire. Lors de la mise en oeuvre du projet "Volga – Val d'Oise", le Collège d'enseignement artistique et technique a réalisé plusieurs actions dont la production d'ouvrages de création en bois et en textile, des maquettes de meubles dans le cadre du sujet général "Matriochka", la présentation d'une nouvelle discipline – le "marchandisage virtuel", la création d'un pavillon pour l'exposition, la formation d'étudiants français à la chorégraphie populaire russe, et bien sûr l'apprentissage du russe et du français [93].

En France, l'apprentissage d'une première langue vivante est obligatoire à partir de la première année de l'école primaire. La liste des langues proposées n'est pas limitée. Les enseignants peuvent choisir la langue en fonction de leurs connaissances, car tous les cours à cette étape sont donnés par un seul enseignant. Actuellement, on enseigne

8 langues étrangères dans les écoles françaises (anglais, allemand, italien, espagnol, portugais, arabe, chinois et russe). Le choix de la langue dépend de l'intérêt des élèves. Il n'existe pas de barrières administratives pour l'apprentissage de la langue russe en France.

Le ministère de l'Éducation et de la Science de la Fédération de Russie porte une attention particulière au développement de l'enseignement de la langue russe en France. Le portail "Éducation en russe" vient d'être créé à l'initiative de l'Institut d'État de la langue russe, A.S. Pouchkine.

Dans le cadre du Programme de promotion de la langue russe et de l'éducation en russe, réalisé par la marque de l'Institut Pouchkine (dénommé ci-après Programme de l'Institut Pouchkine), sont mis en oeuvre des programmes de formation continue pour les enseignants de russe et d'autres disciplines en russe qui travaillent dans les écoles et les universités françaises, avec des spécialistes des deux universités russes sur place:

- L'Université russe de l'amitié des peuples qui organise des cours de formation continue pour 60 professeurs enseignant la langue russe en France, principalement aux enfants de compatriotes,
- L'Université linguistique d'État de Nijni Novgorod, N.A. Dobroliubov, qui organise des séminaires de formation continue pour 50 professeurs de langue russe en France, y compris des formateurs; une partie de ces séminaires est organisée à distance.

Le portail du Programme de l'Institut Pouchkine publie des manuels interactifs, du matériel didactique et des plans de cours (pour se préparer à l'examen unifié d'État) conformes aux règles et normes en vigueur; 80 cours en ligne ont été lancés dans le cadre de l'éducation complémentaire pour les élèves et leurs parents.

Une coopération visant à développer et à harmoniser le programme scolaire de l'école secondaire près du Centre spirituel et culturel orthodoxe russe à Paris est en cours. A cette fin, le ministère russe de l'Éducation et de la Recherche a créé avec ses collègues français du ministère de l'Éducation nationale un groupe de travail. Ce groupe a présenté un projet de création d'une école élémentaire russe à l'initiative du Centre spirituel et culturel orthodoxe du quai Branly à Paris. A l'issue de

discussions prévues sur le système français de règlement des statuts des écoles, une décision a été prise sur l'étude de la possibilité d'ouverture d'un établissement scolaire qui fonctionnerait selon le principe d'une "école privée hors contrat" (qui doit être déclarée auprès de la Mairie et soumise à un contrôle non-pédagogique; dans ce cadre, l'Etat français ne prend pas en charge la rémunération des professeurs français ou russes). L'enseignement doit être effectué en russe et en français sur la base de programmes scolaires élaborés conjointement, avec l'octroi ultérieur de statut d'"école privée sous contrat d'association" (soumis à un contrôle pédagogique; dans ce cadre, l'Etat français peut prendre en charge la rémunération des professeurs, l'organisation de cours supplémentaires de religion est prévue).

Le Centre culturel français (CCF) a été inauguré près de la Bibliothèque de littérature étrangère M.I. Rudomino en 1991. Il dépend du ministère français des Affaires étrangères et fonctionne en coopération étroite avec l'ambassade de France en Russie. Plusieurs de ses activités sont mises en oeuvre avec le soutien de l'Association française d'assistance aux projets culturels du ministère français des Affaires étrangères. Parmi les projets culturels et artistiques du CCF figurent les tournées en Russie des collectifs théâtraux et chorégraphiques de France, des expositions, des soirées musicales, des conférences, des séminaires, etc. Récemment, une nouvelle émission le samedi, "Coq gaulois", consacrée à la France, a été lancée sur la radio Echo de Moscou avec participation du CCF. Pour les passionnés de théâtre, une revue bilingue "Ballet" est publiée. Le CCF comprend également un département linguistique et éducatif. Ici, on peut passer l'examen du DALF (Diplôme approfondi de langue française). Le diplôme DALF permet de s'inscrire dans les établissements d'enseignement supérieur français sans devoir passer un test supplémentaire. Un autre examen auquel on peut se préparer au CCF est celui du Diplôme de français professionnel, certifié par la Chambre d'industrie et de commerce de Paris. Le CCF est par ailleurs connu pour ses cours de français où le niveau de la formation dispensée est très élevé. Une grande médiathèque fait aussi la fierté du CCF [94].

Le Collège universitaire français à Moscou est un établissement d'enseignement supérieur, qui a été fondé avec le soutien du ministère

des Affaires étrangères, le ministère de l'Education, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et en coopération avec les grandes écoles françaises partenaires du Collège. La formation de deux ans au Collège permet d'obtenir un **diplôme dans un des domaines suivants relevant des sciences humaines**: le droit, l'histoire, la sociologie, la littérature et la philosophie.

Le Centre franco-russe de journalisme a été fondé en 1994 grâce à un accord de partenariat entre la faculté de journalisme de l'Université Lomonossov de Moscou, le Centre de préparation et de perfectionnement des Journalistes à Paris (CFPJ) et l'Institut français de presse (IFP) auprès de l'Université Paris-2 Panthéon Assas. Actuellement, la formation est effectuée en coopération avec l'Ecole supérieure de journalisme de Lille (ESJ-Lille), l'établissement le plus ancien de formation des journalistes en France.

Depuis une vingtaine d'années, le Centre franco-russe de journalisme forme des journalistes professionnels, spécialisés dans les affaires internationales et les multimédias, qui perfectionnent leurs acquis de travail dans les rédactions russes et étrangères. Il a formé à ce jour plus de 180 spécialistes dans le domaine du journalisme, dont une grande partie travaillent pour des médias russes et étrangers (les chaînes Pervy Kanal et Rossia, les agences de presse RIA Novosti et Interfax, les quotidiens Kommersant, Vedomosti et Nezavissimaïa gazeta, AFP, Euronews, Reuters, Le Figaro, RFI), dans les représentations des sociétés étrangères, à l'ambassade de France en Russie. Certains diplômés du Centre ont poursuivi leurs études en s'inscrivant aux différents programmes de niveau Master dans les établissements d'enseignement supérieur en France.

L'Institut français en Russie a été créé le 1er janvier 2012 pour réunir dans le cadre d'un seul organisme les activités de coopération entre la Russie et la France dans les domaines suivants: culture, formation, langue française. C'est un établissement rattaché directement à l'Ambassade de France en Russie, cette dernière contribuant à son budget. Il dispose de l'autonomie administrative mais n'a pas de personnalité juridique. Il est dirigé par le conseiller de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade, secondé par un collectif de spécialistes français

et russes dans le domaine de la culture et de l'éducation. Il s'agit notamment de cinq attachés de coopération répartis par secteur: culture, éducation et langue française, formations supérieures et coopération universitaire, livre et idées, audiovisuel et médias, responsables dans leur domaine pour l'ensemble de la Russie, ainsi que du directeur adjoint de l'Institut français de Russie (précédemment directeur du Centre culturel français de Moscou) et du directeur de l'Institut français de Saint-Pétersbourg, qui mettent en oeuvre le plan des activités dans les deux principales villes du pays.

En général, les activités de l'Institut français de Russie visent à maintenir le niveau qualitatif et quantitatif des échanges culturels franco-russes, donner accès au meilleur de la création française contemporaine dans les domaines de la littérature, du cinéma, du spectacle, de la musique et des arts, favoriser la création en co-production de projets culturels franco-russes, promouvoir la langue française, notamment en soutenant l'ensemble des structures qui enseignent en Russie la langue française, faire connaître toute l'offre française de formation supérieure, appuyer le développement des coopérations interuniversitaires de haut niveau, pour accroître les échanges d'étudiants dans les deux sens et la coopération dans le domaine de la recherche.

Le Lycée français de Moscou, Alexandre Dumas, contribue aussi à la promotion de la langue et de la culture françaises parmi les élèves étrangers et au renforcement des liens culturels et scientifiques.

Le Lycée français de Moscou est directement administré par **l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)** et fait partie du système des écoles françaises en dehors de France qui compte 470 établissements d'enseignement secondaire à travers le monde. Cette organisation donne la possibilité d'avoir un diplôme d'enseignement secondaire français conforme aux programmes scolaires officiels de France [95].

En analysant la coopération intergouvernementale russo-française dans le domaine de l'éducation et des sciences, nous estimons que celle-ci, ayant commencé par une visite officielle du président français Charles de Gaulle en URSS en 1966, se développe de manière stable et dynamique depuis un demi-siècle, et ces dernières années, elle s'est nettement

améliorée: des groupes de travail régionaux et des comités intergouvernementaux (des commissions) sont en train d'être créés dans différents domaines scientifiques et éducatifs, et ils fonctionnent de manière très efficace, ce qui permet de parler de leur contribution importante dans la réalisation des objectifs communs.

Un phénomène relativement nouveau s'est également fait remarquer: l'intensification des contacts dans le domaine de l'éducation au niveau intergouvernemental.

Une diversification substantielle de la coopération entre les deux pays dans le cadre de la réalisation d'importants projets scientifiques et techniques a été constatée. Le renforcement de la coopération entre l'Académie russe des sciences et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est observée, son résultat étant l'ouverture d'une représentation de l'Académie russe des sciences à Nice. Autrement dit, on peut parler de l'institutionnalisation de la coopération intergouvernementale entre la Russie et la France dans le domaine de la recherche et de l'éducation, ce qui exerce une influence très positive sur le développement des relations bilatérales franco-russes dans d'autres domaines: "...les intérêts pragmatiques et l'attente de bénéfices économiques sont "éphémères", s'ils ne sont pas appuyés par de profondes considérations idéologiques et culturelles. En l'absence de ces considérations, le processus d'intégration politique sera inévitablement instable et réversible" [96].

Le fait que la France reste un partenaire fiable de la Russie dans une situation géopolitique compliquée est devenu possible essentiellement grâce au développement d'une coopération scientifique, technique et éducative positive.

3.2. Analyse des mécanismes du développement de la coopération scientifique et éducative entre la France et la Russie

La Russie et la France ont une histoire riche et ancienne du développement de la coopération scientifique, technique et éducative. Aujourd'hui, les liens russo-français scientifiques et techniques se traduisent par plus de 40 laboratoires communs de recherche dans les domaines les plus prometteurs: mathématiques fondamentales et physique théorique, chimie et catalyse, géologie et géochimie, physique des particules élémentaires, biologie moléculaire et nombre d'autres qui permettent d'envisager sereinement l'avenir de l'humanité, de créer les conditions du développement de l'économie des deux pays et de l'augmentation du niveau de vie de nos citoyens.

Plusieurs de ces structures de recherche communes ont vu le jour grâce au partenariat entre l'Académie russe des sciences, la Fondation russe pour la Recherche fondamentale et des organisations de recherche françaises, avant tout, le Centre national des recherches scientifiques (CNRS). Actuellement, la coopération entre l'Académie russe des sciences et le CNRS concerne 50 thèmes de recherche qui font l'objet d'ajustements permanents compte tenu de la nécessité de résoudre de nouveaux problèmes scientifiques et pratiques. Un programme de financement des recherches scientifiques, mis en place par la Fondation russe pour la Recherche fondamentale et le CNRS, est également à l'oeuvre. Parmi ses priorités figurent la recherche scientifique dans le domaine des mathématiques, de la physique, de l'astronomie, de la chimie, de l'informatique, de l'ingénierie, de la biologie et des sciences de la Terre. Pendant ces années de coopération, les deux organisations de recherche ont soutenu plus de 555 projets conjoints auxquels ont participé 150 centres russes de recherche scientifique et plus de 2500 chercheurs [97]. Rien qu'en 2015, 30 nouveaux projets ont été lancés et 167 publications scientifiques ont vu le jour.

La France est le troisième plus important partenaire des chercheurs russes en matière de publications scientifiques, dont le nombre ne cesse d'augmenter. En 2015, 3.214 publications communes ont vu le jour dans

des revues figurant dans la base de données Web of Science. 1.856 articles ont été écrits dans le cadre de la recherche sur un équipement qui relève de la mégascience. Environ 85% des articles communs sont préparés en partenariat avec des collectifs de chercheurs du CNRS. Concernant les sujets de ces articles, 37,4% relèvent de la physique et de l'astronomie, 9,6% des sciences des matériaux, 7,9% des sciences de l'ingénierie, 7,3% de la chimie, 5,7% de la médecine, 5,4% des mathématiques, 4,9% de la biochimie et de la génétique, et 2,4% des sciences agricoles.

Comme nous l'avons déjà constaté, la coopération entre la Russie et la France dans le domaine de l'éducation se développe aussi de manière fructueuse. Ainsi, un accord intergouvernemental a été signé sur la reconnaissance mutuelle des diplômes, des qualifications et des grades scientifiques visant à lever les barrières lors de la mise en oeuvre de programmes éducatifs communs et à contribuer au renforcement de la coopération scientifique et éducative, ainsi qu'au développement des échanges universitaires et scientifiques.

La politique de la France dans le domaine du développement de la coopération scientifique et technique internationale vise d'un côté à renforcer le développement ultérieur des liens et des projets internationaux communs qui existent déjà, et d'un autre côté, à stimuler le lancement et le développement de nouvelles initiatives de recherche sur les axes prioritaires du développement du pays.

La coopération scientifique et technique internationale se développe dans le cadre d'accords de coopération bilatéraux et multilatéraux, conclus par la France avec d'autres Etats, différentes fondations, des instituts de recherche et des universités. La France conclut des accords bilatéraux de coopération scientifique et technique avec ses partenaires les plus importants, et ces accords sont ensuite mis en oeuvre à l'aide de comités ou commissions intergouvernementaux communs au sein desquelles le ministère français des Affaires étrangères et européennes représente les intérêts du pays.

Par ailleurs, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche conclut des accords spécifiques de coopération dans des domaines thématiques particuliers comme, par exemple, le développement de la mobilité académique.

Dans ce cadre, afin de stimuler la coopération dans les domaines thématiques prioritaires, des concours de financement pour des projets de recherche internationaux sont organisés. Les recherches sont essentiellement effectuées par des laboratoires scientifiques français dans le cadre d'alliances de recherche internationales ou d'importants programmes de recherche internationaux.

En outre, les organismes suivants servent d'instrument supplémentaire de développement de la coopération entre les organisations de recherche françaises et leurs partenaires étrangers:

- Laboratoires virtuels internationaux. Parmi eux figurent des laboratoires internationaux ou européens associés au CNRS et à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (l'INSERM), les équipes associées à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (l'INRIA) et d'autres;
- Laboratoires conjoints qui peuvent se trouver également en dehors de la France. Par exemple, les laboratoires conjoints internationaux de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), le Réseau des Instituts Pasteur, les unités de recherche du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD); les unités INSERM²¹;
- Réseaux de recherche.

Le modèle russe de coopération internationale scientifique et technique ressemble beaucoup à celui de la France. On peut constater une dynamique positive de la coopération russo-européenne tout comme de la coopération franco-russe. Le développement des liens scientifiques et techniques entre la Russie et la France est notamment favorisé par la similitude des objectifs fixées par les autorités russes et françaises pour les chercheurs. Par exemple, le programme d'Etat russe "Développement

²¹ Note: les unités mixtes de recherche comprennent une ou plusieurs équipes coordonnées par un département gérant, situées sur le territoire des hôpitaux, des universités ou d'autres organisations. En 2015, l'INSERM comptait 275 structures de recherches scientifiques dont la quasi-totalité se trouvent dans des universités françaises ou centres hospitaliers universitaires. Pour plus d'informations: <http://www.inserm.fr/quest-ce-que-l-inserm/forces-de-la-recherche/unites-mixtes-de-recherche>.

de la science et des technologies pour 2013-2020” [98] a pour objectif le développement de la recherche scientifique fondamentale, la création d’une base scientifique et technologique avancée dans les domaines prioritaires du développement scientifique et technologique; le développement institutionnalisé du secteur de la recherche et des études, le perfectionnement de sa structure, de son système de gestion et de financement; l’intégration des sciences et de l’éducation; la création d’une base moderne matérielle et technique du secteur de recherche et d’études; la garantie de l’intégration du secteur russe de recherche et d’études dans l’espace scientifique et technologique international [98]. Et ce programme a beaucoup en commun avec les objectifs et les tâches de la Stratégie nationale de recherche française.

Le programme d’Etat russe “Développement de la science et des technologies pour 2013-2020” comprend les sous-programmes suivants: recherche scientifique fondamentale; recherches appliquées orientées vers des problèmes spécifiques et le développement de la base scientifique et technologique dans le domaine des technologies prometteuses; développement institutionnalisé du secteur de la recherche scientifique; développement de l’infrastructure intersectorielle du secteur de la recherche et des études; coopération internationale dans le domaine de la science [98]. Pour sa part, la Stratégie nationale de recherche française compte les axes mentionnés ci-dessus parmi ses axes de recherche prioritaires.

Il est à noter que pour le programme d’Etat russe comme pour la Stratégie nationale de recherche française, le rôle des sciences humaines et sociales est déterminant; en effet, l’utilisation des approches interdisciplinaires via un lien étroit entre différents axes scientifiques – sociologie, économie, etc. – est devenue une condition sine qua non de la transition vers les innovations économiques et sociales.

Le mécanisme du cofinancement des deux programmes, le russe comme le français, a également beaucoup en commun et il est alimenté avec les moyens de différents départements.

En même temps, malgré la présence de différents programmes d’Etat visant à stimuler la coopération internationale dans le domaine de la recherche scientifique, la coopération entre les chercheurs français et

leurs partenaires étrangers se développe avant tout à l'initiative des chercheurs français eux-mêmes. La plus grande partie de cette coopération est financée directement par les laboratoires. Une coopération internationale spontanée entre les chercheurs est soutenue par les organisations pour lesquelles ils travaillent via la signature de contrats officiels avec des chercheurs étrangers. La stratégie des établissements se crée notamment via la mise en place de programmes de recherche conjoints, de structures de recherche mixtes avec participation des instituts de recherche et des représentations étrangers. Les établissements français contribuent au développement d'une telle coopération entre les chercheurs français et leurs collègues étrangers dans le cadre de différents programmes incitatifs.

Dans ce contexte, le financement de la coopération internationale scientifique et technique au niveau de l'Etat est axé sur les grands programmes nationaux, internationaux et européens. Cette pratique est bien illustrée par les programmes bilatéraux et multilatéraux de **l'Agence nationale de la recherche** ²² qui facilitent la coopération scientifique

²² Note: L'Agence nationale de la recherche (ANR) a pour mission le financement de la recherche sur la base de projets en France. L'Agence nationale de la recherche est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche. Elle est gérée par un conseil d'administration et dirigée par son Président-Directeur Général. Le PDG est assisté d'un ou de plusieurs directeurs généraux délégués et d'un comité de pilotage scientifique. Les directeurs généraux délégués sont nommés par le président de l'Agence pour une durée de cinq ans renouvelable. Au moins un des directeurs généraux délégués est chargé de l'administration. Sur un mode de sélection compétitive, qui respecte les standards internationaux, l'Agence s'attache à: contribuer au développement des sciences et des technologies françaises, favoriser la créativité, le décloisonnement et les partenariats, cibler les efforts de la recherche sur les priorités économiques et sociétales définies au plus haut niveau de l'Etat et en concertation avec les autres acteurs de la recherche, encourager les interactions entre disciplines, et intensifier les liens public-privé. Pour ce faire, l'ANR a conçu et déployé une palette d'instruments de financement pour répondre à la fois au rôle qui lui est attribué dans la politique publique de la recherche et de l'innovation en France et aux besoins de financement des communautés de recherche sur la base des projets. Les grands défis par rapport auxquels se situe l'action de l'ANR sont en cohérence avec les agendas stratégiques national et européen. L'ANR a pour mission "de gérer de grands programmes d'investissements de l'Etat dans le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, et de suivre leur mise en oeuvre". C'est à ce titre que l'ANR a été désignée en 2010 comme opérateur de l'Etat pour le Programme d'investissements d'avenir, et prend en charge l'organisation de la sélection, de la contractualisation, du financement, du suivi, de l'évaluation et de l'impact des projets et des actions du programme

et technique entre les chercheurs du monde entier. Afin de mettre en oeuvre ces accords, des concours sont organisés pour la réalisation de projets de recherche conjoints dans des domaines d'intérêt commun (programmes internationaux "Blanc international"²³, "A.N.R.-D.F.G"²⁴; "Carnot-Fraunhofer"²⁵ et d'autres).

dans ce champ d'action. Depuis, l'ANR a été confirmée comme opérateur de l'Etat en 2013 pour le deuxième Programme d'investissements d'avenir. Pour sélectionner les projets de recherche qu'elle finance, l'ANR s'appuie chaque année sur des milliers d'expertises produites par des chercheurs français et étrangers extérieurs à l'Agence, garantissant ainsi l'équité de traitement et une sélection compétitive conformes aux standards internationaux et à la norme ISO 9001. La qualité du service fourni aux chercheurs, la réactivité, la simplification des procédures et l'adaptation constante aux nouveaux enjeux constituent pour l'ANR une priorité et une source d'évolution permanente. Une nouvelle structure de gouvernance de l'Agence, ordonnée par le décret n° 2014-365 du 24 mars 2014, fait d'elle l'acteur principal du système français de la recherche au niveau national, européen et international. Pour plus d'informations : La coopération internationale en matière de recherche. URL : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid56281/la-cooperation-bilaterale.html>.

²³ Note: Le volet international du programme Blanc a été créé pour donner une impulsion significative à des projets scientifiques ambitieux qui se positionnent favorablement dans la compétition internationale et qui présentent des objectifs originaux, en rupture avec les itinéraires de recherche traditionnels. En mettant en place des appels à projets transnationaux ciblant les collaborations avec plusieurs pays dans les domaines stratégiques, l'ANR permet aux chercheurs français d'initier ou d'approfondir leurs coopérations, et entend ainsi faire émerger des équipes d'excellence européennes et internationales. Ainsi, en vue de faciliter et d'encourager le montage, la mise en oeuvre et le cofinancement de projets transnationaux bilatéraux proposés par des équipes françaises et étrangères, l'ANR a conclu des accords de coopération spécifiques avec plusieurs agences de financement étrangères. Le programme Blanc International constitue ainsi une véritable opportunité pour les meilleures équipes françaises et étrangères de collaborer et de soumettre des projets scientifiques ambitieux. Pour plus d'informations : <http://www.agence-nationale-recherche.fr/suivi-bilan/recherches-exploratoires-etemergentes/blanc-international>

²⁴ Note: En 2012, l'ANR et la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) ont lancé un appel à projets franco-allemand pour 2013, ouvert à toutes les disciplines des sciences naturelles et de l'ingénierie, y compris la recherche interdisciplinaire. Suite à cette coopération réussie, l'ANR et la DFG se sont mis d'accord pour poursuivre leur partenariat. La coopération entre l'ANR et la DFG a abouti en 2016 au lancement d'un nouvel appel à projets, la DFG y jouant le rôle d'organisme principal. Les sciences humaines et sociales n'y ont pas été incluses en raison de leur programme bilatéral implanté séparément. Les propositions dans ce domaine seront cependant présentées lors d'une réunion spéciale entre l'ANR et la DFG consacrée à l'implantation des sciences sociales et humaines, y compris dans des projets interdisciplinaires.

²⁵ Note: Note : La France et l'Allemagne ont mis en place un outil commun pour le développement de la recherche sur la base du partenariat dans les deux pays : le programme Inter

Le ministère français des Affaires étrangères et européennes soutient le développement de la coopération entre les équipes de recherche françaises et certains groupes internationaux et régionaux dans des domaines scientifiques précis.

Les projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets générique sont souvent cofinancés avec d'autres départements:

- Le ministère en charge de la Défense
- Le secrétariat général pour la Défense et la Sécurité nationale (SGDSN),
- Le ministère en charge de la Santé,
- Le ministère de la Culture et de la Communication (MCC),
- Le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire, et de la Forêt,
- La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA),
- La Fondation de Recherche pour l'Aéronautique et l'Espace (FRAE).
- L'ANR favorise les programmes de mobilité académique suivants:
- Retour post-doctorants (P.D.O.C.),
- Chaires d'excellence,
- Jeunes Chercheuses et Jeunes Chercheurs.

Carnot – Fraunhofer. Les instituts Carnot et Fraunhofer sont des organismes de recherche et de technologie dédiés au développement et au transfert de sciences et technologies au bénéfice de l'économie et de la société. Les objectifs du programme reposent sur le lancement d'appel à projets afin d'établir des recherches collaboratives et des projets innovants franco-allemands entre les instituts Carnot (IC) et les instituts Fraunhofer (FhI). Les projets doivent avoir l'ambition de : renforcer le leadership en recherche industrielle (au niveau national ou international), préparer le transfert de technologies et de connaissances vers l'industrie, créer des alliances stratégiques franco-allemandes entre des organisations de recherche d'excellence. Suite au Forum franco-allemand sur la Recherche 2008, l'ANR et le BMBF se sont mis d'accord, dans un Mémoire d'entente, sur un programme conjoint de 3 ans de financement des projets franco-allemands de recherche collaborative et d'innovation entre les Instituts Carnot et les Instituts Fraunhofer. Bien que la coopération entre les deux structures se concentre sur les thématiques de l'énergie, de l'environnement, de la santé, de la sécurité civile, des technologies de l'information et de la communication (STIC) et des transports, les appels à propositions peuvent aussi s'ouvrir à d'autres thématiques. Pour plus d'informations: <http://www.agence-nationale-recherche.fr/suivi-bilan/editions-2013-etanterieures/valorisation-partenariat-et-competitivite/les-instituts-carnot/le-programmeinter-carnot-fraunhofer-picf/>

L'Union européenne finance les programmes de mobilité académique qui s'adressent plutôt aux jeunes chercheurs qu'aux scientifiques déjà accomplis: Erasmus +, les programmes du Conseil européen de la recherche .

En 2014, 1071 projets ont été financés, tandis qu'au total, dès la création de l'ANR, plus de 13 mille projets ont été financés avec plus de 5 mille projets en cours de réalisation.

Un autre programme important qui vise à développer la coopération scientifique et technique internationale de la France et qui mérite une attention particulière est le programme Les partenariats Hubert Curien (PHC).

Les partenariats Hubert Curien s'inscrivent dans le cadre de la politique de soutien aux échanges scientifiques et technologiques internationaux du ministère des Affaires étrangères et sont mis en oeuvre avec le soutien du ministère français de l'Education nationale et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche [99]. Tous les partenariats dans le cadre du PHC sont des projets de recherche réalisés conjointement par deux groupes de chercheurs, l'un français, l'autre étranger, ce qui permet de bénéficier d'un double financement de la part de chaque partenaire. L'objectif principal des PHC est de développer les échanges scientifiques et technologiques bilatéraux entre les laboratoires de recherche des deux communautés scientifiques. C'est pourquoi les soutiens alloués sont destinés à financer la mobilité des chercheurs engagés dans les projets. Les autres financements nécessaires à la mise en oeuvre des projets sont assurés par les moyens propres des laboratoires ou par d'autres sources et sont accordés sur une base annuelle.

L'un des exemples de la mise en oeuvre des PHC est le lancement du programme franco-russe "Kolmogorov". Le programme a pour but de promouvoir une coopération ultérieure entre les chercheurs et de développer des échanges scientifiques et techniques de haute qualité entre les universités et les institutions de recherche des deux pays. Le programme soutient des projets de recherche proposés conjointement par une équipe française et une équipe russe [100].

Il existe également d'autres instruments pour développer la coopération scientifique et technique, notamment les bourses, les cotutelles

de thèses, et d'autres mécanismes prévus par le ministère des Affaires étrangères et européennes, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que par les établissements de recherche français.

La Russie et la France s'efforcent ensemble de développer des échanges interuniversitaires qui sont à l'origine de l'augmentation des liens scientifiques et techniques bilatéraux. Au cours de l'année scolaire 2014-2015, 5099 étudiants russes ont suivi leurs études en France, soit deux fois plus qu'il y a 10 ans [101]. Environ 75% des étudiants russes fréquentent les universités, 9% les écoles de commerce, et moins de 2% les écoles d'ingénieurs. 47% des étudiants suivent le programme de la licence, 40% – celui du Master et 13% celui du doctorat. Aujourd'hui, les domaines d'études les plus populaires auprès de nos étudiants sont les sciences humaines et sociales, la philologie, les langues (51%), l'économie (19%), les sciences naturelles et techniques (14%), le droit et la science politique (12%), la médecine et la pharmacie (4%). Selon l'agence gouvernementale "France Stratégie", la Russie occupe la 6^{ème} place mondiale en termes de nombre de programmes éducatifs à temps plein des universités françaises [102].

Les chercheurs russes et français se sont engagés dans une collaboration fructueuse dans le cadre d'organisations internationales et dans la mise en oeuvre de projets scientifiques globaux ayant une importance pour le développement de la science mondiale, tels que le réacteur de fusion nucléaire international ou ITER de Cadarache (la construction d'un prototype de réacteur thermonucléaire), l'Institut international Laue-Langevin (études fondamentales des propriétés physiques des neutrons), l'Institut unifié de recherche nucléaire de Doubna.

En mai 2014, la Russie a adhéré à la Convention relative à la construction et à l'exploitation d'une installation européenne de rayonnement synchrotron à Grenoble. L'adhésion de la Russie a marqué une nouvelle étape dans la collaboration entre les chercheurs russes et européens, y compris français, en ce qui concerne la conduite de recherches conjointes sur la base d'un potentiel unique. La participation de la Russie dans les grands projets internationaux sert les intérêts de la modernisation de l'économie russe et permet d'atteindre les objectifs stratégiques de développement technologique et innovant durable du pays. Dans le

domaine de la recherche scientifique, ces objectifs peuvent être atteints à condition de coopérer et d'intégrer le potentiel scientifique des pays au sein de grands centres scientifiques internationaux.

Dans ce contexte, la création de plateformes technologiques et de pôles territoriaux innovants, ayant une expérience réussie de collaboration avec des collègues français, acquiert une signification particulière pour la Russie. Entre 2011 et 2014, 35 plateformes technologiques russes ont été créées avec la participation d'un large spectre de parties prenantes (organisations scientifiques et éducatives de premier plan, grandes et moyennes entreprises manufacturières, petites entreprises, associations publiques) [103]. Au total, les plateformes technologiques russes comptent plus de 3500 organisations. Les plateformes technologiques sont créées en fonction des axes de développement scientifique et technologique des entreprises russes les plus prometteurs, à savoir:

- Médecine et biotechnologie,
- Technologies de l'information et de la communication,
- Photonique,
- Technologies aérospatiales,
- Technologies nucléaires et radiologiques,
- Énergie,
- Technologies des transports,
- Technologies métallurgiques et des nouveaux matériaux,
- Extraction des ressources naturelles et traitement du pétrole et du gaz,
- Electronique et technologie de construction mécanique,
- Développement écologique,
- Technologies industrielles.

Les activités mises en oeuvre dans le cadre de ces plateformes technologiques englobent:

- L'élaboration d'un programme de recherche stratégique visant à définir des priorités à moyen et long terme dans la recherche et le développement, la mise en place de mécanismes de collaboration entre la recherche et la production,
- La mise en place de programmes de formation, la définition des axes de développement et des principes d'élaboration

- des normes, les systèmes de certification, la mise en oeuvre de mesures pour développer des infrastructures innovantes,
- L'élaboration d'un programme pour intégrer et diffuser les technologies de pointe dans les secteurs pertinents de l'économie russe, définissant différents mécanismes et sources de financement ainsi que les obligations des participants à la plateforme technologique,
 - La création d'une structure organisationnelle favorisant la collaboration entre les entreprises et les organismes scientifiques et éducatifs,
 - L'examen des projets dans les domaines pertinents pour les ministères et les départements compétents et certaines institutions de développement, ainsi que la définition des exigences techniques pour les projets stratégiques du développement des technologies de base [103].

En outre, dans le cadre des plateformes technologiques, des propositions sont élaborées visant à améliorer la gestion dans le domaine des sciences, des technologies et de l'innovation [103].

Ainsi, parmi les mécanismes de coopération internationale via des plateformes technologiques figurent la signature des accords de coopération, la coordination de la recherche et du développement et les discussions qui y mènent, la réalisation d'études prospectives conjointes, etc.

Ces axes s'inscrivent dans les grandes orientations de l'agenda stratégique du programme France Europe 2020, qui fixe les objectifs pour le secteur français de la recherche pour le développement de l'économie et de la société [104].

Au cours de ces dernières années, les formes de collaboration entre l'éducation, la science, l'Etat et les entreprises en France se sont considérablement développées. Ainsi, la Loi sur l'innovation permet aux organismes éducatifs de créer des start-ups et de commercialiser les résultats de la recherche scientifique sponsorisée par l'Etat.

En outre, à la suite de la réforme de la recherche scientifique, de nouvelles structures institutionnelles ont été créées permettant d'associer des établissements d'enseignement et des organismes de

recherche (les pôles de recherche et d'enseignement supérieur – PRES) [105] dites "université de recherche mondiale" [106]. Une telle expérience serait d'un grand intérêt pour la Russie, car "les universités commencent à jouer un rôle actif non seulement dans la production de nouvelles connaissances, mais aussi dans leur diffusion et leur utilisation à travers des activités innovantes" [106].

La Russie et la France mettent en oeuvre un certain nombre de mesures visant à développer de façon active la mobilité académique internationale des étudiants, des enseignants, des scientifiques et de tout autre personnel du système éducatif, à attirer des citoyens étrangers dans des établissements d'enseignement nationaux, à assurer la reconnaissance mutuelle de l'éducation et (ou) des qualifications; les deux pays participent aussi aux activités de diverses organisations internationales dans le domaine de l'éducation, conformément aux traités internationaux des deux pays [107].

Vu les dernières tendances et innovations dans la sphère de la politique publique des deux pays vis-à-vis de la science et des technologies, on espère une étroite collaboration entre la Russie et la France dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur [107]. Ainsi, en 2016, le Mémorandum sur la création de l'Université franco-russe en réseau a été signé; ses objectifs principaux sont la promotion des échanges académiques, le développement des programmes conjoints de formation et de la recherche, la création de programmes de formation à distance en ligne.

Une grande attention est portée au soutien offert aux universités leaders; le programme "5 – 100" a été lancé, notamment, qui a pour objectif d'assurer la place de cinq universités russes dans le classement mondial des meilleures universités. Aujourd'hui 21 universités russes sont incluses dans le programme, parmi lesquelles deux participants au projet de l'Université franco-russe en réseau. Le portail web "Study in Russia" a commencé à fonctionner; il aide les étudiants français à identifier les programmes de formation qui les intéressent, et les universités à trouver des partenaires éventuels pour la coopération.

Il est prévu d'effectuer, dans un avenir très proche, une analyse de la faisabilité et de la nécessité d'un accord bilatéral sur la reconnaissance

mutuelle des diplômés de l'enseignement médical.

Une grande importance est accordée à la création de conditions favorables pour la mise en oeuvre de projets de recherche conjoints par des jeunes chercheurs de Russie et de France. Il s'agit d'aspects importants pour les universités, tels que l'intensification des échanges au niveau des étudiants et du post-doctorat, l'élaboration de procédures de soutenance parallèle de thèses, et l'attraction des jeunes chercheurs étrangers vers les laboratoires universitaires.

Nous notons un fort potentiel de collaboration entre les institutions de recherche russes et françaises pour effectuer l'évaluation scientifique des projets réalisés, tenant compte, notamment, de la nécessité de plus en plus évidente d'étendre la liste existante d'experts internationaux et de la diversifier. La liste d'experts de la Fondation scientifique russe comprend actuellement environ 800 chercheurs internationaux, dont 10% représentent la France.

Le travail en commun sur l'identification des directions prometteuses du développement scientifique et technologique qui seront en demande dans le futur suscite un grand intérêt. Le haut niveau atteint par les secteurs nationaux de la recherche scientifique suscite l'espoir d'aboutir à des résultats intéressants qui seront utiles pour la communauté scientifique mondiale. Les universités de recherche pourraient aussi prendre une part active aux débats sur des thématiques porteuses d'avenir pour la collaboration scientifique bilatérale, y compris sur le plan pratique, en ce qui concerne l'élaboration de nouveaux programmes de financement conjoint.

3.3. L'état et les perspectives de la mobilité académique franco-russe

Selon les données de l'Institut de la statistique de l'UNESCO, la France occupe la 6^{ème} place dans le monde en termes du nombre d'étudiants qui poursuivent leurs études à l'étranger (84059 personnes ont fait leurs études à l'étranger en 2014) [108]. Au total, la mobilité entrante (416 693 personnes) en France surpasse largement la mobilité sortante (84059 personnes).

Presque deux tiers des étudiants français partent pour étudier ailleurs en Europe. Seulement trois pays non-européens figurent dans le top 10 des pays d'accueil des étudiants français: le Canada, les États-Unis, et l'Australie [108] (Tableau 3.1). En 2013, la Belgique est devenue numéro un en termes d'accueil d'étudiants français; le nombre d'étudiants qui sont partis dans ce pays ayant augmenté brusquement, à savoir de 57% par rapport à 2012.

Tableau 3.1 – Les principaux pays d'accueil de la mobilité académique des étudiants français en 2013

	Pays	Nombre d'étudiants	Pourcentage des étudiants
1	Belgique	15 614	18,58
2	Grande-Bretagne	11 494	13,67
3	Canada	9 717	11,56
4	Suisse	8 196	9,75
5	États-Unis	7 941	9,45
6	Allemagne	5 682	6,76
7	Espagne	2 801	3,33
8	Italie	1 194	1,42
9	Australie	1 163	1,38
10	Pays-Bas	1 020	1,21

Source: UNESCO Institute for Statistics. Global Flow of Tertiary-level Students

Les niveaux des programmes d'études et la liste des domaines de formation préférés par les étudiants français qui partent à l'étranger.

Selon les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques [13], les étudiants français poursuivant leurs études dans le cadre des programmes de mobilité académique choisissaient en 2013 des programmes de différents niveaux des universités étrangères.

Pour les études de Bac+4, les étudiants français préféraient aller en Belgique (44,2%), au Luxembourg (29,5%), ou en Suisse (26,9%). Ils choisissaient la Belgique (20,1%) et la Suisse (12,7%) pour les programmes de Master (12,7%) (Tableau 3.2).

La plupart des étudiants français qui ont fait leurs études dans le cadre des programmes de Master (34,9%), d'études supérieures à court terme (61,4%), et des programmes de doctorat (17,6% du nombre total de ceux séjournant à l'étranger) sont allés au Luxembourg.

Tableau 3.2 – La Distribution des étudiants français par pays et par niveau d'études en 2013, en %

N°	Pays	Programmes d'études supérieures à court terme, en %	Programmes de Bac+4, en %	Programmes de Master, en %	Programmes de doctorat, en %	Tous les programmes d'études supérieures, en %
1	Belgique	2,3	44,2	20,1	7,6	34,9
2	Luxembourg	61,4	29,5	34,9	17,6	31,6
3	Suisse	-	26,9	12,7	8,7	17,4
4	Canada	2,9	8,3	8,6	8,2	7,2
5	Israël	-	8,7	1,6	4,1	6,8
6	Islande	-	-	-	-	5,4
7	Espagne	1,2	16	4,7	1,5	5
8	Irlande	6,8	2,9	5,2	3,1	3,5
9	Allemagne	-	2,4	3,6	-	2,9

3. ANALYSE DU DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION FRANCO-RUSSE DANS LE DOMAINE DES SCIENCES,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE: CONTEXTE GENERAL ET PERSPECTIVES

N°	Pays	Programmes d'études supérieures à court terme, en %	Programmes de Bac ¹⁴ , en %	Programmes de Master, en %	Programmes de doctorat, en %	Tous les programmes d'études supérieures, en %
10	Grande-Bretagne	6	3	2,3	2,1	2,8
11	Portugal	-	2,7	2,4	2,1	2,5
12	Suède	4,3	1,1	2,7	1,8	2,1
13	Brésil	5,4	2,3	-	-	2
14	Lettonie	0	1,8	1,6	4,7	1,9
15	Pays-Bas	1,3	1,6	1,7	2,6	1,7
16	Danemark	1,5	2	1,5	2,2	1,7
17	Hongrie	0	2,1	1,3	0,9	1,6
18	Italie	-	0,9	2	2,8	1,4
19	Pologne	-	0,9	1,2	1,3	1,1
20	Norvège	1,3	1,7	0,5	1,2	1,1
21	États-Unis	-	1	-	-	1
22	Nouvelle-Zélande	0,5	1	0,3	1,9	0,9
23	Finlande	-	0,8	0,8	1,4	0,9
24	Autriche	0,8	0,8	1	1,1	0,9
25	Chili	0,5	2,7	0,1	0	0,6
26	Slovénie	0	0	0,7	2,2	0,5
27	Australie	0,3	0,4	0,5	1,1	0,5
28	Japon	-	-	-	-	0,5
29	Arabie Saoudite	-	-	-	-	0,5
30	Estonie	-	0,2	0,4	0,9	0,4
31	Turquie	0,5	0,6	-	-	0,4
32	Afrique du Sud	-	-	-	-	0,4
33	Tchéquie	0	0,3	0,3	0,6	0,3
34	Slovaquie	0	0,3	-	0,3	0,3
35	Corée	0	0	0,2	0,3	0,1

Source: Education at a Glance 2015 (Data extracted on 01 Feb 2016 20:16 UTC (GMT) from OECD.Stat)

La plus grande partie des étudiants français qui sont allés à l'étranger pour faire leurs études (15,4%) ont choisi des domaines de formation tels que les sciences naturelles, les mathématiques, ou l'informatique (Tableau 3.3).

Tableau 3.3 – Les domaines de formation choisis par les étudiants de France en 2013, répartition en %

N°	Domaines de formation	Programmes d'études supérieures à court terme	Programmes de Bac+4	Programmes de Master	Programmes de doctorat	Tous les programmes d'études supérieures
1	Non identifiés	8,7	11,9	49,5	-	37,8
2	Sciences naturelles, mathématiques et systèmes informatiques	4,2	9	24,5	37,7	15,4
3	Sciences humaines et art	21,8	8,2	20,8	39	12,8
4	Ingénierie, industrie et bâtiment	4	9,5	14,3	52,2	10,6
5	Sciences sociales, entrepreneuriat, et droit	4,1	7,8	14,3	41,4	9,8
6	Éducation	1,2	4,7	5,1	32,4	5,5
7	Santé et assistance sociale	1	2,1	6,3	24,4	4,1
8	Fonction publique	2,1	2,6	11,1	22,6	4,1
9	Agronomie et soins aux animaux	0,5	9,2	4,3	-	2,3

Source: Education at a Glance 2015 (Data extracted on 01 Feb 2016 20:21 UTC (GMT) from OECD.Stat)

La plupart de ceux qui partent à l'étranger dans le cadre des programmes de mobilité académique sont les étudiants français de première année universitaire, tandis que les diplômés des programmes d'études de quatre ans sont les moins nombreux [109].

Les études des citoyens français dans les universités russes.

Pendant l'année universitaire 2013/2014, 1057 citoyens français étaient inscrits dans les universités russes [31]. Les cinq dernières années ont vu une dynamique positive en termes d'admission (Tableau 3.4).

Tableau 3.4 – Nombre de français qui ont fait leurs études à temps plein dans les universités russes pendant les années universitaires 2009/2010 et 2013/2014.

Année univers. 2009/2010	Année univers. 2010/2011	Année univers. 2011/2012	Année univers. 2012/2013	Année univers. 2013/2014
840	728	884	784	1057

Source: Arefiev A.L., Chérégui F.E. L'exportation des services éducatifs russes [27]

Les domaines les plus populaires pour les étudiants français comprennent l'économie et l'administration, la langue russe, et les sciences humaines (Tableau 3.5).

La plus grande partie des étudiants français poursuivent leurs études à l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, à l'Université russe de l'amitié des peuples, et à l'Institut d'État de la langue russe, A.S. Pouchkine (Tableau 3.6).

Tableau 3.5 – Les disciplines étudiées par les citoyens français dans les universités russes pendant l'année universitaire 2014/2015 (études à temps plein).

N°	Disciplines	Nombre d'étudiants
1	Sciences physiques et mathématiques	10
2	Sciences naturelles	8
3	Sciences humaines (sauf sciences juridiques)	137
4	Sciences juridiques, y compris droit, maintien de l'ordre, expertise judiciaire	15
5	Sciences sociales	9
6	Enseignement et pédagogie (sans russe)	13

N°	Disciplines	Nombre d'étudiants
7	Langue russe	146
8	Santé	12
9	Culture et art	10
10	Économie et administration	176
11	Sécurité informatique	1
12	Secteur des services	1
13	Agriculture et élevage de poissons	7
14	Géodésie et aménagement du territoire	
15	Géologie, exploration et exploitation minière	1
16	Énergie, génie énergétique et électrique	1
17	Métallurgie, ingénierie des machines et travail des métaux	2
18	Ingénierie aéronautique, technologies de construction des fusées et technologies spatiales	1
19	Armes et systèmes d'armes	
20	Génie maritime	
21	Véhicules de transport	
22	Fabrication d'instruments et technologie optique	
23	Technologie électronique, technologie radio et télécommunication	18
24	Automatisation et contrôle	4
25	Informatique et matériel informatique	26
26	Technologie chimique et biotechnologie	
27	Reproduction et transformation de ressources forestières	2
28	Technologies de produits alimentaires et de consommation	1
29	Architecture et bâtiment	9
30	Sécurité des personnes, génie environnemental et protection environnementale	
31	Cours de langue russe, y compris de courte durée	300
	Au total	908

Source: Données du ministère de l'Éducation et de la Recherche de la Fédération de Russie

Tableau 3.6 – Les universités russes qui ont accueilli le plus grand nombre de citoyens français pour des études à plein temps pendant l'année universitaire 2014/2015.

N°	Nom de l'université russe	Nombre d'étudiants
1	Université d'État de Saint-Petersbourg	97
2	Université russe de l'amitié des peuples	85
3	Institut d'État de la langue russe A.S. Pouchkine	60
4	Institut d'État des relations internationales de Moscou (université)	53
5	Université pédagogique russe d'État A.I. Herzen	51
6	Université russe d'économie d'État G.V. Plekhanov	44
7	Université humanitaire russe d'État	37
8	Université polytechnique d'État de Saint-Petersbourg	36
9	Université économique d'État de Saint-Petersbourg	35
10	Université nationale de recherche d'État de Novosibirsk	33
11	Université nationale de recherche "L'École supérieure d'économie"	26
12	Université fédérale de Kazan (région de la Volga)	25
13	Université linguistique d'État de Nijni Novgorod N.A. Dobrolubov	24
14	Université d'État de Volgograd	21
15	Université d'État de Tver	20
16	Université d'État des télécommunications de Saint-Petersbourg M.A. Bontch-Brouevitch	19
17	Université technologique d'État de Belgorod V.G. Choukhov	15
18	Université d'État de Moscou M.V. Lomonossov	13
19	Université nationale des matières premières ("des mines")	13
20	Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du Président de la Fédération de Russie	11

Source: Données du ministère de l'Education et de la Recherche de la Fédération de Russie

Pendant l'année universitaire 2014/2015, 106 français ont été admis dans les universités sur le quota de non-résidents [31, p.48] suite au Décret du gouvernement de Russie No 891 "De l'imposition de quotas pour l'éducation des étrangers et apatrides en Fédération de Russie" du 8 octobre 2013. Tandis qu'en 2014/2015, 153 places au total ont été offertes à la France, le nombre de places a été réduit à 90 en 2015/2016.

Selon les experts, les facteurs contraignants pour les étudiants français sont l'absence de flexibilité du processus éducatif dans les universités russes, le manque de renseignements sur les activités de certains organismes éducatifs en Russie, les conditions et le coût de la vie (notamment dans les villes-capitales), la politique vis-à-vis des immigrants, et la sécurité [110, p.93-94].

En général, il y a de bonnes perspectives sur le plan de l'inscription d'étudiants français, pour certains programmes (éducation intégrée, programmes conjoints) d'une durée de formation allant jusqu'à un an. Étant donné que les domaines les plus prometteurs de la coopération bilatérale sont l'espace, la construction aéronautique, l'énergie, les télécommunications et la communication, l'industrie automobile et pétrolière, l'industrie agricole, le secteur du logement et les services communaux, il serait utile d'encourager plus spécifiquement l'inscription des français dans ces domaines de formation.

3.4. Les nouvelles formes de cooperation bilaterale entre les organismes educatifs russes et français

Collaboration interuniversitaire franco-russe: interaction entre les infrastructures.

En 2014-2016, la France a été le cinquième pays le plus attractif en tant que pays d'études pour les étudiants russes; elle a été choisie par 6,6% de tous les étudiants russes qui font leurs études à l'étranger. L'Allemagne a occupé la première place (18,1% des étudiants), suivie par les États-Unis (9,5%), la Tchéquie (8%), et la Grande Bretagne (7,2%). Parmi les presque cinq mille étudiants russes qui ont préféré étudier en France, 392 personnes ont choisi les écoles de gestion et de commerce, 180 étudiants les écoles de génie, et les autres les universités d'État [111].

Les questions liées à la mise en oeuvre de projets internationaux dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la promotion de la France à l'étranger sont traitées par les structures subordonnées au ministère des Affaires étrangères de la France.

Les objectifs de ces agences consistent, en premier lieu, à faciliter les contacts aux différents niveaux entre les universités de Russie et de France, ainsi qu'à élaborer des programmes de coopération, y compris à travers le développement de programmes de bourses et la création, en partenariat avec les structures russes, de conditions plus favorables pour le développement de ces programmes.

Les différents types de programmes de mobilité sont un des facteurs majeurs de l'intensification de la collaboration académique et universitaire entre la France et la Russie. À cet égard, le gouvernement français et l'Ambassade de France en Russie ont établi des structures spécialisées pour assurer l'efficacité et le soutien du développement de la collaboration interuniversitaire des deux pays.

Examinons maintenant les organisations d'infrastructure et les projets français les plus efficaces du point de vue de leur capacité à encourager l'exportation de l'enseignement français.

1) L'un des principaux partenaires et médiateurs institutionnels

qui travaille pour assurer la collaboration interuniversitaire franco-russe est l'agence *Campus France* – un centre national d'information sur les études supérieures en France. Le centre Campus France a été créé en Russie en 2007 sur la base des antennes de l'agence EduFrance créée en 1998 à l'initiative du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Éducation nationale français. Aujourd'hui, il y a cinq espaces Campus France fonctionnant en Russie sous le patronage de l'Ambassade française: à Moscou, à Saint-Pétersbourg, à Samara, à Ekaterinbourg, et à Novossibirsk. L'objectif de Campus France consiste à promouvoir la popularité du système français d'enseignement à l'étranger, à fournir des renseignements sur les procédures administratives pour aller étudier en France, à aider les étudiants étrangers à choisir les programmes d'études ainsi qu'à organiser leur séjour en France.

Campus France fonctionne aussi comme un centre d'inscription dans les universités françaises. Toutes les personnes qui sollicitent un visa étudiant long séjour doivent suivre la procédure "Études en France". Quelle que soit l'inscription à une université française ou à un programme d'études en français de longue durée en France, il faut passer par un nombre d'étapes d'inscription sur le site et payer les frais d'inscription.

2) Chaque année, la France finance de nombreux programmes de bourses qui permettent aux étudiants, aux professeurs et aux chercheurs russes de séjourner en France. Ces programmes de bourses sont très variés et visent à favoriser les échanges réciproques de connaissances entre la France et la Russie. Pour faciliter le dépôt des dossiers de demande de bourses et rendre les renseignements sur les formations plus accessibles, l'Ambassade de France a lancé, au début de 2010, un site web BGF Russie (www.bgfrussie.ru), qui offre aux candidats aux bourses d'études les descriptions complètes de tous les programmes de bourses gérés par la section chargée de la coopération universitaire de l'Ambassade de France en Russie, ainsi que des programmes conjoints élaborés en collaboration avec des

organisations gouvernementales et non-gouvernementales. Chaque description de programme est accompagnée d'une explication sur le soutien accordé, les critères d'éligibilité, et les dates limites de réception des dossiers.

La mission-clé du site est de faciliter le dépôt des candidatures et la répartition des bourses. Le processus de dépôt de candidatures est assuré en ligne. Donc, après avoir créé un compte, chaque étudiant peut déposer son dossier à tous les programmes qui l'intéressent en un seul clic. Tous les documents requis sont téléchargés sur le site et sont accessible au jury en ligne. Ce système garantit une répartition rapide et transparente des bourses. Les listes de boursiers sont publiées sur le site dans les délais indiqués dans les notices de renseignements sur chaque type de bourse. Ces listes ne contiennent que les noms des lauréats. Les boursiers sont informés par courrier électronique des résultats ainsi que de la procédure à suivre.

3) *Le Collège universitaire français de Moscou et de Saint-Pétersbourg* est un établissement d'enseignement supérieur d'État qui bénéficie du soutien du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche français et coopère avec les universités françaises qui sont ses partenaires. Le programme en deux ans de ce Collège permet d'obtenir un diplôme dans une des disciplines des humanités suivantes: droit, histoire, sociologie, philosophie.

Fondé en 1991 à Moscou et en 1996 à Saint-Pétersbourg à l'initiative de l'académicien et lauréat du Prix Nobel Andreï Sakharov et de l'homme public français Marek Halter, le Collège a été conçu comme un espace éducatif ouvert à l'échange culturel de savoirs et à leur amélioration. Aujourd'hui, le Collège existe grâce à la collaboration fructueuse de l'Université d'État de Moscou M.V. Lomonossov, l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, et d'un certain nombre des meilleures universités françaises.

4) La carte interactive de Russie indiquant les programmes de doubles diplômes. Une structure spécialisée de l'Ambassade de France en Russie (l'Institut français) a élaboré une carte interactive

de Russie représentant les universités russes – qui ont conclu des accords de réalisation des programmes conjoints franco-russes de doubles diplômes – les centres d'apprentissage du français par type et par région, et les centres d'examen pour obtenir les certificats internationaux DELF, DALF, TFC ²⁶.

La coopération interuniversitaire franco-russe dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Il devient de plus en plus évident que, pour faire avancer la coopération dans le domaine de l'enseignement entre les deux pays, il est essentiel de mettre en place des mécanismes qui prévoient d'intensifier les contacts d'"université à université" et non pas ceux entre l'"étudiant et l'université étrangère". Donc, afin d'établir et élargir les liens existants avec les organisations étrangères d'enseignement supérieur, des centres et des structures spécialisés sont créés auprès des universités. Depuis 2014, le Centre russo-français d'enseignement et de consultation (CRFEC) fonctionne dans le cadre de l'Institut de l'administration publique et de la gestion (IAPG) de l'Académie russe de l'économie nationale et de l'administration publique auprès du Président de la Fédération de Russie (RANEPA).

Le Centre aide les étudiants à partir étudier en France non seulement à travers la transmission directe de dossiers aux universités françaises, mais aussi à travers les programmes de collaboration interuniversitaire qui prévoient toutes sortes de séjours d'étudiants, de chercheurs et de professeurs en France dans le cadre des accords signés entre les universités, à savoir:

- 1) Des séjours de courte durée (de deux semaines à quatre mois) pour apprendre la langue française dans une université partenaire;
- 2) Des échanges d'étudiants: les étudiants russes intègrent une université partenaire pour un ou deux semestres d'études, et les étudiants français se rendent à la RANEPA avec le même objectif.

²⁶Note: La carte est accessible via le lien suivant : <http://ifmapp.institutfrançais.com/russie>, (Dernière vue : 13.02.2017)

La participation active des universités aux programmes de mobilité Erasmus stimule le développement de ces échanges académiques. La France figure d'ailleurs parmi les 5 destinations académiques les plus recherchées dans le cadre des programmes Erasmus (les établissements d'enseignement supérieur français accueillent 11 pour cent de tous les étudiants participant aux programmes d'échange Erasmus);

3) Des programmes d'un semestre ou d'un an d'études (programmes de mobilité) dans une université partenaire prévoyant le transfert des crédits accumulés en France ainsi qu'en Russie (c'est le type de programme le plus répandu). Au terme des cours, les étudiants obtiennent le relevé de notes indiquant la somme de crédits accumulés;

4) Des programmes de double diplomation qui, contrairement aux programmes ordinaires de collaboration interuniversitaire, prévoient une délivrance simultanée d'un diplôme russe et d'un diplôme français.

De tels programmes sont mis en oeuvre à tous les niveaux de formation: Bac+4, Master, ou Doctorat. Il est à noter que les programmes de double diplomation se basent sur la compatibilité et l'harmonisation des curricula des universités partenaires; les participants à ces programmes assument des obligations communes comme la définition des objectifs du programme, l'élaboration du curriculum, l'organisation du processus éducatif, et les qualifications accordées.

Dès le moment de sa création et jusqu'en 2017, le Centre russo-français de l'IAPG RANEPa a mis en place un nombre de programmes de double diplomation au niveau Bac+4 et Master dans les domaines suivants: "sciences politiques et droit", "économie", "jurisprudence", "études régionales"; il a également développé un nouveau programme de cours intensifs de langue française, qui prévoit un séjour d'études de 3 à 4 mois à l'Université Nice Sophia Antipolis dans le cadre de l'Alliance française et a organisé une série de conférences internationales en Russie et dans différentes villes françaises. Il entretient une coopération active avec l'Ambassade de France en Russie et ses structures. Ainsi, pendant les années 2014–2017, 68 étudiants ont pris part au programme

d'apprentissage intensif de la langue française à Nice; en 2016, 15 étudiants de Bac+4 y ont été inscrits, dont 12 ont obtenu, en 2017, deux diplômes: celui de la RANÉPA et celui de l'Université Nice Sophia Antipolis.

Le centre a, par ailleurs, mis en oeuvre un programme important visant à créer une base de données sur tous les projets éducatifs réalisés en 2016 en coopération avec les organismes éducatifs russes et français. Cette base a été créée pour apporter un soutien analytique, organisationnel, logistique et informationnel à la collaboration russo-française dans l'enseignement et la recherche et aider les organismes éducatifs russes et français à être plus efficaces dans leur partenariat.

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, les collaborateurs du Centre ont fait l'analyse des bases de données existantes sur la coopération bilatérale et ont élaboré une base de données électronique améliorée pour effectuer une collecte d'information primaire sur les projets mis en oeuvre par les organismes éducatifs russes et français.

Dans le cadre de cette collecte, la plupart des organismes éducatifs russes ont fourni, vers la mi-2016, des données sur les projets réalisés en collaboration avec les universités françaises ou sur l'absence de collaboration (Tableau 3.7).

Tableau 3.7 – Résumé des renseignements fournis par les universités russes qui ont des programmes d'études supérieures

Statut de l'organisme	Nombre d'organisations
Collaborent avec les universités françaises:	212
<i>Nombre total de projets (types de collaboration) réalisés par les organismes éducatifs russes</i>	818
Ne collaborent pas avec la France	538
Ont cessé d'exister/ont été réorganisés	76
N'ont pas répondu ou ne répondront pas dans un proche avenir, y compris les grands organismes éducatifs fédéraux	116
TOTAL:	942
Ceux qui ont publié les informations sur le site web du Centre de ressources	90

Source: Préparé par l'auteur sur la base des informations accumulées

Le nombre total de projets (types de collaboration) réalisés par les organismes éducatifs avec la participation de la France s'élève à 818.

538 organisations russes ne participent pas à la coopération avec la France. En février 2017, 221 utilisateurs actifs ont été inscrits sur le portail web du centre <http://frc.ranepa.ru/>. Plus de 90 organismes éducatifs en Russie ont publié sur le site web du centre les renseignements sur leurs services et leurs programmes de collaboration avec la France. Les universités qui sont en train de mettre en oeuvre ou de développer une collaboration, se sont enregistrées sur le site.

Le Tableau 3.8 représente le résumé des renseignements sur les types de programmes mis en oeuvre par les organismes éducatifs russes.

Tableau 3.8 – Résumé des statistiques sur les types de programmes de collaboration entre les universités russes et françaises

Types de programmes de collaboration	Nombre total de programmes
Programmes d'échanges:	
<i>Programmes d'échanges pour les chercheurs</i>	6
<i>Programmes d'échanges pour les professeurs</i>	13
<i>Programmes d'échanges pour les étudiants au niveau Bac+4</i>	150
<i>Programmes d'échanges d'étudiants au niveau Master</i>	35
<i>Éducation intégrée</i>	13
Programmes de formation conjoints (PFC):	
<i>PFC sans diplôme au niveau de Bac+4</i>	2
<i>PFC prévoyant un ou plusieurs diplômes au niveau Bac+4</i>	33
<i>PFC prévoyant un ou plusieurs diplômes au niveau Master</i>	73
Stages:	
<i>Stages pour le personnel administratif et dirigeant</i>	2
<i>Stages pour les chercheurs</i>	6
<i>Stages pour les professeurs</i>	15
<i>Stages pour les étudiants au niveau Bac+4</i>	28
<i>Stages pour les étudiants au niveau Master</i>	10

Types de programmes de collaboration	Nombre total de programmes
<i>Participation aux projets de recherche conjoints</i>	50
Programmes d'été (cours d'été de langue)	3
Programmes d'été (sauf cours de langue)	1
Organisation de conférences conjointes en Russie	17
Organisation de conférences conjointes en France	7
Invitations de professeurs étrangers à donner des cours	38
Programmes de cotutelle de thèse	6
Programmes de bourses de doctorat en cotutelle de thèse	3
Programmes de formation à distance	2
Programmes de perfectionnement des compétences / de formation supplémentaire en Russie	3
Programmes de perfectionnement des compétences / de formation supplémentaire en France	4
Programmes de collaboration avec l'Ambassade de France en Russie	38
Cours de langue	23
Autres programmes	237
Total général	818

Source: Préparé sur la base des données accumulées

Selon le tableau, les programmes d'échanges pour les étudiants au niveau Bac+4 et les programmes de formation conjoints prévoyant un ou plusieurs diplômes au niveau Master sont les plus populaires (deux tiers de tous les programmes conjoints).

Parmi les autres programmes, qui sont assez nombreux, on peut citer un nombre de programmes très prometteurs, tels que la production de publications conjointes et la recherche conjointe, la collaboration avec les entreprises françaises et la réalisation de recherches à la demande des entreprises, la mise en oeuvre de projets dans le cadre des programmes Erasmus et Tempus, l'ouverture de centres d'examens internationaux du français auprès des universités, et la création de laboratoires conjoints de recherche.

La collaboration avec les universités françaises existe avant tout dans les grandes universités régionales et fédérales situées dans la partie

européenne de la Russie (179 universités à Moscou et 108 universités à Saint-Pétersbourg).

Parmi les universités qui sont en train de mettre en oeuvre le plus grand nombre de programmes et qui ont fourni des renseignements complets sur leurs programmes de collaboration avec les universités françaises, on peut citer l'Université russe de l'amitié des peuples, l'Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du Président de la Fédération de Russie, l'Université d'État de Moscou M.V. Lomonossov, l'Université nationale de recherche "Haute école d'économie", l'Université fédérale de l'Oural, l'Université russe d'économie V.G. Plekhanov, l'Université polytechnique d'État de Saint-Pétersbourg Pierre 1^{er} le Grand, l'Université nationale de recherche nucléaire MEPhI, l'Université économique d'État de Saint-Pétersbourg, l'Université technique d'État de Moscou N.E. Bauman.

CONCLUSION

Les perspectives prometteuses du développement de la coopération entre la Russie et la France dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche

La coopération humanitaire est une des directions-clés du système contemporain des relations internationales dont l'objectif consiste à préserver la vie sur la Terre, à créer les conditions favorables d'un mode de vie décent pour les êtres humains, à faciliter le développement des aptitudes de tous dans tous les pays, régions, et continents [112]. La coopération dans le domaine de la recherche et de l'éducation, des sciences et de l'enseignement supérieur permet d'utiliser pleinement le capital humain pour promouvoir les bonnes relations entre les États.

La révolution numérique a entraîné la hausse des exigences du marché de travail du point de vue des volumes et de la qualité de la formation des spécialistes qui doivent posséder des connaissances approfondies et des capacités de réflexion créative hors du commun. Ce sont ces exigences (et aussi bien sûr le besoin de répondre aux défis du développement mondial) qui ont poussé de nombreux pays comme la Suisse, la Norvège, la Finlande, l'Allemagne, la France à adopter dans les années 2012-2013 des stratégies internationales pour l'enseignement supérieur. Ainsi, la nouvelle loi française du 22 juillet 2013 pour l'enseignement supérieur et la recherche prévoit une modernisation permanente (révision tous les cinq ans) de la Stratégie nationale de l'enseignement supérieur en France qui comprend les priorités de son développement pour les 10 ans à venir ainsi que les moyens de leur mise en oeuvre.

La réforme du système d'enseignement supérieur et de recherche en France adoptée en 2013 est largement consacrée à la création de pôles éducatifs dans le cadre des Initiatives d'excellence (Idex). Elle prévoit la

réduction du nombre total des universités dans le pays (en 2007, la France comptait 87 universités et 225 autres établissements d'enseignement supérieur). L'objectif des pôles Idex est de regrouper les universités financées par l'Etat avec d'autres établissements d'enseignement

supérieur sur le même territoire ainsi qu'avec des centres de recherche et d'innovations. En 2015, 25 territoires, comprenant la Côte d'Azur, ont été choisis en France pour la création d'universités d'un nouveau type. Dans le nouveau système, l'objectif essentiel de l'université est de concentrer son travail sur le territoire, d'associer les structures privées et les autorités régionales au transfert de technologies, à la recherche de solutions aux problèmes du développement scientifique, technique et régional, à la création d'infrastructures pour de nouveaux technopôles. Les universités deviennent des centres de recherche multidisciplinaires qui sont responsables de la mise en oeuvre des résultats de cette recherche dans le développement territorial. Ainsi émerge un nouveau modèle d'université qui se transforme en centre innovant du développement scientifique, éducatif et régional.

Des tendances similaires sont également observées en Russie. La nouvelle loi "De l'éducation en Fédération de Russie" a été adoptée en 2012. Plus tôt, en 2006, était lancé le processus de création des universités régionales, via le regroupement de plusieurs universités et de leurs filiales, et des pôles d'enseignement supérieur et de recherche plus importants – les universités fédérales.

En 2006, l'Université fédérale de Sibérie (36 500 étudiants en 2012) et l'Université fédérale du Sud (46 000 étudiants en 2012) ont ouvert leurs portes, l'une à Krasnoyarsk et l'autre dans la région de Rostov. Depuis, des universités fédérales ont été créées à Kaysan, Iekaterinbourg, Vladivostok, Arkhangelsk, Iakoutsk, Kaliningrad et Stavropol. Les universités fédérales ont été considérées comme des "moteurs" du développement régional, et des pôles d'attractivité pour les communautés scientifiques régionales et locales. En 2013, quatre de ces universités (celles de l'Oural, de l'Extrême Orient, de la région de la Volga et du Sud) ont été retenues dans le classement mondial QS World University Ranking.

Actuellement, la Russie compte 41 grandes universités (dont 29 nationales et 10 fédérales), les universités qui participent aux programmes "5-100", "15-200", 55 universités régionales, et 14 universités qui font partie du programme "Cadres pour les régions". La création du réseau des universités de base dans les régions russes se poursuit.

En même temps, selon les experts nationaux et internationaux, le système national des innovations en Russie se caractérise par un grand potentiel et des résultats assez bas, parce que c'est l'Etat qui finance plus de 70% de dépenses pour la R&D, et le financement de la recherche universitaire par le secteur privé n'atteint que 35% (aux Etats-Unis, par exemple, la situation est tout à fait différente avec le ratio suivant: 35:60:5).

La Russie et la France coopèrent de manière cohérente, suivie et assez efficace dans le processus de développement de leur potentiel dans le domaine de la recherche, de l'éducation et des innovations. Cette stratégie contribue à la genèse de nouvelles connaissances, à la recherche fondamentale et appliquée dans des domaines nombreux et différents, à la création d'un système très efficace de formation de spécialistes dans les domaines prioritaires du développement des deux pays, à la mobilité académique, y compris dans le cadre des programmes de formation professionnelle et continue du corps enseignant et des chercheurs, ainsi qu'au transfert efficace de technologie dans l'économie.

A notre avis, un des domaines prometteurs serait l'échange de bonnes pratiques d'utilisation des innovations dans le commerce entre la Russie et la France. Ces bonnes pratiques s'appuient de plus en plus souvent sur la recherche scientifique des universités et ses résultats, et contribuent au développement plus efficace des liens entre l'industrie et la recherche, ce qui augmente la contribution des universités au développement économique et social des deux pays. Ainsi, la coopération entre les pôles territoriaux d'innovation russes et les pôles de compétitivité françaises permettra de développer de manière efficace l'échange de bonnes pratiques et de mettre en oeuvre des projets innovants dans des domaines prioritaires pour les deux pays.

La coopération bilatérale dans le domaine de l'éducation et de la recherche encourage la coopération bilatérale dans le domaine de l'économie et en fait partie intégrante.

En 2016, le chiffre d'affaires entre la Russie et la France s'élevait à 13267465897 USD, 13,80% de plus qu'en 2015 (1608670804 USD). Le volume des exportations russes vers la France en 2016 était de 4778232749 USD, ce qui est 16,35% moins qu'en 2015 (933636446 USD). Le volume des exportations de la France vers la Russie en 2016 s'élevait

à 8489233 148 USD , donc 42,75% de plus qu'en 2015 (2 542 307 250 USD).

La France occupait, en 2016, la 10^{ème} place dans le chiffre d'affaires de la Russie (la 13^{ème} place en 2015). La part de la France dans le chiffre d'affaires international de la Russie s'élevait en 2016 à 2,8364% contre 2,2153% en 2015.

La part de la France dans les exportations russes s'élevait en 2016 à 1,6737% contre 1,6624% en 2015. D'après ce chiffre, la France occupait en 2016 la 18^{ème} place (17^{ème} en 2015). La France se range traditionnellement parmi les investisseurs européens les plus importants sur le marché russe.

Le volume total des investissements cumulés de la France dans l'économie russe dans les 9 premiers mois de 2013 s'élevait à 14,8 milliards USD dont 2,7 milliards USD étaient des investissements directs.

Les investissements russes dans l'économie française s'élevaient en 2013 à 117,6 millions USD; le volume total des investissements cumulés était de 119,3 millions USD dont 80,9 millions USD étaient des investissements directs.

Plus de 500 entreprises à capital français sont actives sur le marché russe dans différents domaines de l'économie²⁷.

Les deux pays attachent une importance particulière à la coopération dans le domaine de la préservation de la diversité linguistique dans le monde. A l'époque de la mondialisation, la Russie et la France apportent une contribution importante à la préservation du multilinguisme, encouragent le développement de mécanismes régionaux et nationaux de préservation des langues, y compris par la promotion des plateformes linguistiques existantes en ligne. Il est essentiel que la Russie et la France adoptent des mesures communes pour la préservation et la promotion des langues russe et française dans le monde. Dans ce contexte, il faudrait renforcer la coopération entre les deux pays en ce qui concerne l'organisation de cours de langue pour les professeurs français enseignant le russe en France et les professeurs russes enseignant la langue française en Russie. Il faut également prêter attention au

²⁷ Les entreprises françaises détiennent les positions les plus fortes dans le secteur de l'énergie, de la construction automobile, de la pharmaceutique, et de l'industrie alimentaire.

renforcement de la coopération interinstitutionnelle entre les ministères nationaux de l'Éducation (et de la Recherche) et ceux de la Culture pour encourager la coopération bilatérale dans le domaine linguistique et culturel, entre la Russie et la France, le but étant de faire la promotion de l'éducation, de la recherche et de la culture, ainsi que des langues russe et française parmi les jeunes des deux pays. Ceci permettra de réaliser les objectifs fixés d'une manière plus systématisée et durable.

La collaboration russo-française dans le domaine de l'éducation et de la recherche est un des meilleurs exemples de coopération bénéfique entre deux pays aux intérêts communs. Plus de 400 accords de coopération ont été signés entre les universités russes et françaises. Plus de cinq mille Russes font leurs études dans les universités françaises, et environ 1000 Français étudient dans les universités russes. Actuellement, plus de 200 programmes d'études conjoints russo-français sont mis en oeuvre; les diplômés de ces programmes ont le droit d'obtenir deux diplômes – russe et français.

Pour élargir la coopération russo-française dans le domaine de l'éducation, surmonter les obstacles existants et augmenter le nombre de programmes russo-français et leurs étudiants, l'Université franco-russe (UFR) en réseau a été créée en 2016.

C'est pourquoi la contribution commune au développement de l'Université franco-russe est une perspective importante de la collaboration des deux pays. Elle assure la formation coordonnée de personnel hautement qualifié sur la base de programmes de formation novateurs et harmonisés dans des disciplines d'intérêt prioritaire pour le développement économique et social de deux États. De plus, l'UFR sert à encourager les partenariats, à pratiquer une approche interdisciplinaire dans les recherches russo-françaises, à élaborer des mécanismes de commercialisation des résultats de la recherche, ainsi qu'à réaliser les objectifs économiques et sociaux prioritaires de deux pays, qui peuvent prendre une importance stratégique.

Si l'activité de l'UFR devient plus dynamique, cela permettra d'intensifier les contacts et la création de réseaux entre les universités russes et françaises, de mettre en place de nouveaux mécanismes de mobilité académique à long et à court terme, et d'attirer des fonds

supplémentaires en faisant participer les entreprises russes et françaises aux projets d'études. Cela doit mener à une augmentation spectaculaire en termes de mobilité d'étudiants et de professeurs, à la participation de nouvelles universités au processus de collaboration russo-française dans l'enseignement et la recherche; ceci, à son tour, conduira éventuellement à une augmentation du nombre d'étudiants, à de nouveaux programmes d'études et de recherche conjoints.

De plus, *l'expérience accumulée par le système de formation russe en matière de lutte contre l'idéologie du terrorisme, ainsi qu'en matière d'adaptation et d'intégration des immigrés*, peut s'avérer utile pour le développement de mécanismes correspondants en France. Dans ce cadre, le ministère de l'Education et de la Recherche de la Fédération de Russie mène des activités d'information tout au long du processus éducatif ainsi qu'à travers l'organisation d'évènements (séminaires, tables rondes, programmes de télévision et de radio, blogs). Des programmes de formation, des recommandations et des matériaux didactiques spécialisés ont été développés et sont mis à disposition. Parallèlement aux activités d'information, des efforts intenses sont faits pour faire participer la jeunesse à des pratiques sociales actives.

Vu les demandes, les besoins, les exigences actuelles et l'évolution de l'enseignement contemporain, la coopération franco-russe dans le domaine du développement des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation peut s'avérer fructueuse. L'apprentissage de et par l'informatique dans les écoles et les lycées devient de plus en plus populaire, puisqu'il ouvre d'énormes perspectives aux enfants et aux parents, et offre aux élèves russes et étrangers la possibilité de poursuivre leurs études à distance.

Parmi les aspects prioritaires de la coopération dans l'enseignement entre la Russie et la France jusqu'à 2020 se trouvent le développement de l'Université franco-russe, l'augmentation du nombre de programmes conjoints, des diplômes conjoints, et du nombre d'étudiants, le renforcement de la mobilité académique entre les deux pays, l'interaction plus étroite entre les sociétés civiles de deux pays dans le cadre du dialogue de Trianon.

Le Forum des sociétés civiles franco-russe peut devenir une des perspectives essentielles et prometteuses de la coopération entre la

Russie et la France. Le Forum civil franco-russe “Le Dialogue de Trianon” est un forum public, une plateforme ouverte permanente non-gouvernementale pour débattre et résoudre des problèmes internationaux d’actualité et des questions relatives à la collaboration entre la Russie et la France, pour assurer la communication entre toutes les parties intéressées à la coopération constructive et à la réalisation de projets conjoints.

L’idée de la création du Forum a été avancée lors de la rencontre entre le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine et le Président de la République Française Emmanuel Macron le 29 mai 2017 à Versailles. Le forum est organisé pour assurer un dialogue ouvert des sociétés civiles des deux pays et a pour but la promotion d’un format de coopération internationale directe entre les représentants des populations, dans le cadre duquel on voit déjà fonctionner le forum russo-allemand «Le dialogue de Saint-Pétersbourg».

Le forum en tant que plateforme non-officielle pour l’interaction internationale des citoyens a un nombre de caractéristiques spéciales, à savoir:

- La détermination à établir des relations durables à long terme entre les pays sur la base de dialogues personnels, de communications directes, ainsi que sur la base de valeurs, d’intérêts, de traditions et d’histoires communs;
- La mise à jour continue de l’agenda du Forum par l’inclusion des questions les plus urgentes et les plus graves des relations internationales et de la coopération entre les deux pays;
- L’inclusion la plus large des citoyens dans le processus de dialogue par le biais des organisations non-gouvernementales, du mouvement de volontaires, des associations et des alliances, des projets-jeunesse, etc.;
- La diversité des formes de communication et de collaboration (conférences, discussions d’experts, séminaires, projets conjoints dans différents domaines, interaction institutionnelle et interpersonnelle, etc.);
- La reconnaissance, comme valeur indépendante, des communications entre les citoyens de différents pays, de leur information réciproque, de leur participation à l’échange de vues sur les problèmes d’actualité.

Le but principal du Forum est de faciliter le développement des relations entre la Russie et la France sur la base d'une coopération durable à long terme en tenant compte des intérêts des citoyens de deux pays.

Les objectifs du Forum consistent à :

- Discuter et chercher des solutions aux problèmes d'actualité des relations internationales et de la coopération entre les deux pays par le biais de consultations publiques, et évaluer les conséquences de ces solutions;
- Développer de nouvelles formes et orientations de la coopération internationale;
- Attirer les structures institutionnelles existantes (le Conseil franco-russe économique, financier, industriel et commercial (CEFIC), le Conseil de la coopération franco-russe sur les questions de sécurité, l'Association du Dialogue franco-russe, l'Université franco-russe, etc.) pour coordonner et entreprendre des efforts conjoints;
- Initier et faciliter la mise en oeuvre des projets conjoints des participants au Forum;
- Développer les communications entre les populations des deux pays tous azimuts pour élever le niveau d'information réciproque et de confiance.

Vu l'expérience positive accumulée par l'Académie russe de l'économie nationale et de l'administration publique auprès du Président de la Fédération de Russie (RANEPA) dans les relations internationales en général et, plus particulièrement, dans les liens franco-russes, ainsi que son vaste réseau d'antennes dans les régions de Russie, l'Académie a été choisie comme plateforme-clé pour apporter un soutien expert et analytique au Forum. Le statut de la RANEPA lui permet d'incorporer les intérêts publics et politiques, et de représenter différents groupes de la société aux niveaux fédéral, régional, et international.

Les orientations prioritaires de l'activité du Forum comprendront les pôles stratégiques viables de la coopération entre la Russie et la France dans les domaines les plus importants de la vie publique, ainsi que les problèmes les plus graves et les plus pressants du monde contemporain et des relations russo-françaises.

Les axes stratégiques sont répartis entre les groupes de travail thématiques qui développent l'agenda du Forum. Parmi ces axes stratégiques on peut citer:

1. L'économie, l'activité entrepreneuriale, le commerce;
2. La politique;
3. La société civile, les médias et les communications;
4. L'éducation, la recherche, la jeunesse;
5. La culture et le sport;
6. La coopération régionale;
7. La santé et l'environnement.

Dans le cadre de chacun de ces axes stratégiques, les problèmes les plus significatifs et intéressants pour les sociétés des deux pays sont identifiés.

La Russie et la France ont une riche histoire de coopération dans différents domaines, y compris celui de l'éducation et de la recherche. Les axes prioritaires du développement de la coopération dans le domaine de l'éducation entre la Russie et la France sont le développement de l'Université franco-russe, l'augmentation du nombre de programmes communs russo-français et de programmes de doubles diplômes, l'augmentation du nombre d'étudiants, l'élargissement de la mobilité académique entre les deux pays.

Le rôle et l'importance des universités sont clairement reflétés dans le Rapport susmentionné "Sur l'enseignement supérieur en Europe": "...l'Université reflète un modèle de société, des valeurs, une vision. Or l'Europe peut aussi se construire et s'approfondir autour de ses universités, comme elle l'a d'ailleurs fait par le passé"²⁸. Cette fois-ci, les meilleures universités russes ne doivent pas rester à la traîne dans ce processus; elles espèrent nouer une coopération à parts égales avec les centres-leaders de recherche et de formation.

²⁸ Rapport d'information déposé par la Délégation de l'Assemblée Nationale pour l'Union Européenne sur l'enseignement supérieur en Europe. N° 1927. Assemblée Nationale. Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 17 novembre 2004, présenté par M. Michel Herbillon, député.

<<http://www.assembleenationale.fr/12/europe/rap-info/i1927.asp>>.

BIBLIOGRAPHIE

- 1 Delors J. L'éducation: un trésor est caché dedans. Extraits. – Paris: Éditions UNESCO, 1999. – 44 p.
URL: http://www.unesco.org/delors/delors_f.pdf
- 2 Les chiffres clés. Information forum Campus France 2016, p.6
URL: https://ressources.campusfrance.org/publi_institu/etude_prospect/chiffres_cles/fr/chiffres_cles_n10_essentiel.pdf
- 3 Burquel N., Shenderova S., Tvogorova S. Joint Education Programmes between Higher Education Institutions of the European Union and Russian Federation. – 2014. URL: https://www.fu-berlin.de/sites/moscow/media/eu-reportcatalog/REPORT_JOINT-PROGRAMMES_EN.pdf?1413288127
- 4 Galichin V.A. Mezhdunarodnyj rynek obrazovatel'nyh uslug: osnovnye harakteristiki i tendencii razvitiya. – M.: Izd.dom "Delo" RANHiGS, 2015, s.3
- 5 Astratova G.V. Sovremennye tendencii razvitiya rynka uslug vysshego obrazovaniya // Internet-zhurnal "NAUKOVEDENIE" Tom 8, №4 (2016) (iyul' – avgust 2016)
URL: <http://naukovedenie.ru/PDF/95EVN416.pdf>
- 6 Bhandari R., Belyavina R. and Gutierrez R. Student and the Internationalization of Higher Education: National Policies and Strategies from Six World Regions. Institute of International Education, New York, 2011, Universities 2030: Learning from the Past to Anticipate the Future. / Edited by Adam R. Nelson & Nicholas M. Strohl (University of Wisconsin-Madison). 2014.
URL: <https://globalhighered.wordpress.com/2014/04/27/universities-2030-learning-from-the-past-to-anticipate-the-future/>
- 7 International Trends in Higher Education 2015, University of Oxford. URL: <https://www.ox.ac.uk/sites/files/oxford/International%20Trends%20in%20Higher%20Education%202015.pdf>,
- 8 Bartsits I. N. La Russie dans l'espace éducatif mondial/ "La "Grande Europe" en devenir"/ CEMAFI Internationale, 2013.

- Rossiya v global'nom obrazovatel'nom prostranstve //Vestnik Rossijskogo universiteta druzhby narodov. Seriya: Ekonomika. – 2013. – №. 5.
- 9 Katsarova I. Higher education in the EU: Approaches, issues and trends //European Parliamentary Research Service, European Union. – 2015.
- 10 Mezhdunarodnyj rynek uslug. Uchebnik pod red.V.A. CHernenko.- SPb, 2011, s.194 11 Tagirova SH.V. “Vysshee obrazovanie Francii: sostoyanie i perspektivy”//Sbornik statej pod obshchej redakciej G.A. Krasnova, E.V. Ponomarenko Partnerstvo Francii i Rossii: internacionalizaciya obrazovaniya, nauki, ehkonomiki. – M.: Izd. dom “ Delo ” RANHiGS, 2015.
- 12 Kaganov V.SH., zamestitel' ministra obrazovaniya i nauki RF. Dannye doklada na seminare-soveshchanii nauchnoj obshchestvennosti po problemam razvitiya mezhdunarodnogo nauchno-tekhnicheskogo i obrazovatel'nogo sotrudnichestva, 1.12.2015
- 13 Report Education at a Glance 2016: OECD Indicators, OECD Publishing, Paris.
- 14 Trends 2015: Learning and Teaching in European Universities. URL: http://eua.be/Libraries/publications-homepagelist/EUA_Trends_2015_web.
- 15 Employability in Higher Education: A review of practice and strategies around the world, 2016. URL: <https://www.pearson.com/content/dam/one-dot-com/one-dotcom/uk/documents/about/news-and-policy/employability-modelssynthesis.pdf>,
- 16 Effects of mobility on the skills and employability of students and the internationalization of higher education institutions', 2014. URL: http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/repository/education/library/study/2014/erasmus-impact_en.pdf
- 17 Intellektualnyj kapital i intellektual'naya migraciya v usloviyah globalizacii / Bystryakov A. YA., Grigor'eva E. M., Dolzhikova A. V., Ledeneva V. YU., Ponomarenko E. V., Savenkova E. V. - M.: Prospekt, 2017

- 18 Global Education Digest, 2011. URL: http://www.uis.unesco.org/Library/Documents/global_education_digest_2011_en.pdf,
- 19 Global Education Digest, 2014. URL: <https://knoema.com/UNESCOGED2014May/unesco-globaleducation-digest-and-regional-education-survey-2014>
- 20 Survey of Adult Skills (PIAAC), OECD, 2016. URL: http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/education/skills-matter_9789264258051-en#.WUOS2WjyiM8,
<https://www.mecd.gob.es/dctm/inee/indicador-in-focus/edif45engoct-2016visa3final.pdf?documentId=0901e72b824a2646>
- 21 Supporting Graduate Employability: HEI Practice in Other Countries, 2011. URL: <https://www.i-graduate.org/assets/2011-Employability-Report-published-by-BIS.pdf>
- 22 The Value of Education Learning for life, Global report, HSBC, 2015
- 23 “Australia the most expensive country for education”, HSBC report, 2013 URL: <http://www.about.hsbc.com.au/news-andmedia/australia-the-most-expensive-country-for-education-hsbcreport>
- 24 L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2016. URL: http://publication.enseignementsuprecherche.gouv.fr/eesr/9/EESR9_ES_12-les_etudiants_en_formation_dans_l_enseignement_superieur.php
- 25 L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2016. URL: https://publication.enseignementsuprecherche.gouv.fr/eesr/8/EESR8_ES_02-la_depense_pour_l_enseignement_superieur_dans_les_pays_de_l_ocde.php,
- 26 L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2016. URL: https://publication.enseignementsuprecherche.gouv.fr/eesr/9/EESR9_ES_23-l_insertion_professionnelle_des_diplomes_de_l_universite_master_dut_lp.php.
- 27 L'Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2016. URL: https://publication.enseignementsuprecherche.gouv.fr/eesr/8/EESR8_ES_04-les_personnels_enseignants_de_l_enseignement_

- superieur_public_sous_tutelle_du_menesr.php
- 28 Radygin A.D. «*Ekonomicheskoe vysshee obrazovanie v Rossii: problemy i perspektivy konkurentosposobnosti*» v sb. *Partnerstvo Rossii i Francii*, vypusk 2 pod obshch.red. E.V.Ponomarenko.– M, Izdatel'skij dom «Delo» RANHiGS, 2017,s.109
- 29 The website of the Ministry of Education and Science of the Russian Federation «Study in Russia», URL: <http://studyinrussia.ru/why-russia/advantages/>
- 30 Alekseev D. Byudzhet vsekh institutov RAN sokrashchen [Tekst]/ D. Alekseev// *Gazeta "Moskovskij komsomolec"*. – 2015. 27 marta. (<http://www.mk.ru/science/2015/03/27/nachalsya-vtoroyetap-reformy-ran-finansirovanie-institutov-sokratyatyat.html>)
- 31 Aref'ev A. L., SHerigi F. EH. Obuchenie inostrannyh grazhdan v vysshih uchebnyh zavedeniyah Rossijskoj Federacii: Statisticheskij sbornik. Vypusk 12. M.: Centr sociologicheskikh issledovaniy, 2015. URL: <https://ioe.hse.ru/data/2016/08/04/1119531130/%D0%A4%D0%9E7.pdf>
- 32 S. S. Kravcov «Aktual'nye voprosy sovershenstvovaniya razvitiya vysshego obrazovaniya na seminare – soveshchanie nauchnoj obshchestvennosti po problemam mezhdunarodnogo nauchno-tekhnicheskogo i obrazovatel'nogo sotrudnichestva 01-03 dekabrya 2015 goda. URL: <http://conf.rudn.ru/vice-rector-2015>
- 33 A.A.Mihel', nachal'nika Departamenta gosudarstvennoj politiki v sfere vysshego obrazovaniya MON «O prieme na obuchenie inostrannyh grazhdan v ramkah kvoty» Vystuplenie na seminare – soveshchaniy nauchnoj obshchestvennosti po problemam mezhdunarodnogo nauchno-tekhnicheskogo i obrazovatel'nogo sotrudnichestva 01-03 dekabrya 2015 goda. URL: <http://conf.rudn.ru/vice-rector-2015>
- 34 Rezul'taty monitoringa trudoustrojstva vypusknikov VUZov. Ministerstvo obrazovaniya i nauki RF. URL: <http://www.spbstu.ru/upload/documents/education/resultsmonitoring-employment-graduates.pdf>

- 35 Monitoring trudoustrojstva vypusknikov, 2014. Portal Ministerstva obrazovaniya i nauki RF. URL: <http://vo.graduate.edu.ru/#/?year=2014>,
- 36 Bartsits I.N. Mozhet li rossijskoe vysshee obrazovanie pomoch' russkomu yazyku ostat'sya mirovym? (Parizhskie tezisy)// Partnerstvo Francii i Rossii: internacionalizaciya obrazovaniya i nauki, rol' i vozmozhnosti russkogo yazyka. Vyp.2: sb.statej/podobshch.red. E.V. Ponomarenko. M.:Izdatel'skij dom Delo RANHiGS, 2017.S.65
- 37 Gregersen-Hermans Dzh. Organizacionnye vozmozhnosti universitetov kak slaboe zveno v razvitii mezhkul'turnyh kompetencij. // Mezhdunarodnoe vysshee obrazovanie – russkoyazychnaya versiya informacionnogo byulletenya International Higher Education (Bostonskij kolledzh, SSHA), NIUVSHEH. 2015. №78, s. 14.
- 38 J. Knight. Pyat' istin ob internacionalizacii.//Mezhdunarodnoe obrazovanie. URL: <http://ihe.nkaoko.kz/archive/291/2505/>
- 39 Yap Chao-jr. R. Internatsionalizatsiya vysshego obrazovaniya v paradigme “idealizm – utilitarizm”. Mezhdunarodnoe vysshee obrazovanie. 2015, Zima, No. 78, pp. 7-9.
- 40 Semchenko A. A. Internacionalizaciya vysshego obrazovaniya kak osnova konkurentosposobnosti vuzov. ZHurnal “Vestnik Saratovskogo gosudarstvennogo social'no-ehkonomicheskogo universiteta”. 2012. № 1 (40). S.97
- 41 Internacionalizaciya vysshego obrazovaniya v stranah OEHSR. CENTR OEHSR – VSHEH. URL: https://www.hse.ru/data/2011/07/29/1215023321/IN_education.pdf
- 42 Immigration of International Students to the EU: European Migration Network URL: https://ec.europa.eu/homeaffairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/reports/docs/emnstudies/immigrationstudents/27.united_kingdom_national_report_immigration_of_international_students_final_oct2012_en.pdf
- 43 Martin Inse. Metodologicheskaya spravka QS. URL: https://ria.ru/docs/sn/QS_World_University_Rankings/#1

- 44 The European Higher Education Area in 2015: Bologna Process Implementation Report. European Commission/EACEA/Eurydice, 2015. Luxembourg: Publications Office of the European Union
- 45 Initiatives d'excellence (IDEX) URL: <http://www.enseignement-suprecherche.gouv.fr/cid51351/initiatives-d-excellence.html>
- 46 The "Glocal" University Prof. Francesc Xavier Grau Non Executive Director of Global University Network for Innovation (GUNI) Former rector of Universitat Rovira i Virgili (Tarragona, Spain), URL: http://www.guninetwork.org/files/glocaluniversity_fx_grau_2014.pdf
- 47 YUr'ev V. M., Naletova I. V. Setevoy universitet kak model' sovremennyh vzaimodejstvij regional'nyh universitetov // Vestnik Tambovskogo universiteta. Seriya: Gumanitarnye nauki. – 2014. – №. 3 (131).
- 48 Lupanov V. N. Setevaya model' upravleniya universitetom v usloviyah globalizacii i regionalizacii obrazovaniya // Universitetskoe upravlenie: praktika i analiz. 2009. № 2. – 2009. – S. 63-68
- 49 Makoveeva V. V. Setevoe vzaimodejstvie klyuchevoj faktor razvitiya integracii obrazovaniya, nauki i biznesa // Vestn. Tom. gos. un-ta. 2012. №354. URL: <http://cyberleninka.ru/article/n/setevoe-vzaimodeystvieklyuchevoy-faktor-razvitiya-integratsii-obrazovaniya-nauki-ibiznesa>
- 50 Neretina E. A. Setevoe vzaimodejstvie – osnova dinamichnogo razvitiya vuzov // Vysshee obrazovanie v Rossii. – 2013. – №. 4.
- 51 Ponomareva E. V. Setevaya model' mezhdunarodnogo vzaimodejstviya universitetov: dissertaciya na soiskanie uchenoj stepeni kandidata sociologicheskikh nauk: special'nost' 22.00. 06- Sociologiya kul'tury, duhovnoj zhizni. – 2008.
- 52 Global opportunities and institutional embeddedness. URL: <http://www.beerkens.info/files/phd.pdf>
- 53 Melikyan A. V. Osnovnye harakteristiki mezhdunarodnyh setej universitetov // Voprosy obrazovaniya. – 2014. – №. 3.

- 54 Mezhdunarodnoe obrazovatel'noe sotrudnichestvo: opyt transgranichnogo vuza [Tekst]: monografiya / E. S. Anichkin, M.A. Kostenko, A. V. Dolzhikov i dr.; pod red. dokt. jurid. nauk S.V. Zemlyukova. – Barnaul: Izd-vo Alt. un-ta, 2015. – 228 s.
- 55 Korshunova N. V. Setevye formy vzaimodejstviya obrazovatel'nyh organizacij: problemy realizacii obrazovatel'nogo zakonodatel'stva // Vestnik CHelyabinskogo gosudarstvennogo pedagogicheskogo universiteta. – 2016. – №. 7.
- 56 Vietnam-France University, URL: <https://www.usth.edu.vn/en/abouts/General-Introduction.html>
- 57 L'Ecole centrale de Pékin. URL: <http://ecpkn.buaa.edu.cn/>
- 58 L'Institut franco-chinois de l'énergie nucléaire URL: <http://ifcen.sysu.edu.cn/>
- 59 L'Université de Technologie Sino-Européenne de Shanghai. URL: <http://utseus.com/fr/>
- 60 Beerkens, The end of the university? Not likely E. [Электронный ресурс] / Eric Beerkens // University World News. – September 14. – 2013. – №287. – URL: <http://www.universityworldnews.com/article.php?story=20130911143403554>,
- 61 Courbatov, O. Knowledge marketing – être compétent dans une économie compétitive [Текст] // Impressum: Ch; Association “Puissance des Connaissances”. - 2015, Curbatov O. Le rôle des universités et des universitaires dans l'économie de la connaissance // Chisinau-Paris [Текст]. – 2012.
- 62 Maleshin D., professor MGU i VSHEH «Vysshiee obrazovanie. Vysshaya srednyaya shkola», Vedomosti № 4190 ot 26.10.2016
- 63 Machlup F. Proizvodstvo i rasprostranenie znaniy v SSHA. – M.: Progress, 1966. - 462 s. («The Production and Distribution of Knowledge in the United States». 1962)
- 64 Abankina I.V. Ekonomika sodeystviya v sovremennom razvitii dopolnitel'nogo obrazovaniya detey, podrostkov i molodezhi. URL: http://dvorecpiionerov.ru/img/29_sep_2014_seminar/files/92.pdf

- 65 Adamskiy A. I. Obrazovatel'naya politika v 2017 godu obeshchaet byt' skuchnoy // Vesti obrazovaniya. – 2017. – №. 1(139)
- 66 Ponomarenko E. V. Ot sovместnyh obrazovatel'nyh programm k novoy modeli universiteta: opyt Rossii i Francii // Partnerstvo Francii i Rossii: internacionalizaciya obrazovaniya i nauki, rol' i vozmozhnosti russkogo yazyka. Vypusk 2. – M. Izd. dom Delo, 2017, S. 117-128
- 67 Courbatov O. Kakova rol' universitetov v sotrudnichestve s chastnymi predpriyatiyami? // Partnerstvo Francii i Rossii: internacionalizaciya obrazovaniya i nauki, rol' i vozmozhnosti russkogo yazyka. Vypusk 2 – M.: Izdatel'skiy dom «Delo» RANHiGS. – 2017. – C129-136
- 68 Borovkov A.I. II Obshcherossiyskiy Forum “Novye kadry OPK: molodye talanty Rossii” (Moskva, 14-15 dekabrya 2016 g., CVK EHKSPOCENTR). – URL: <http://forum.cadry-opk.ru/filesprogramm-2016.pdf>
- 69 QS 2016. URL: <https://www.topuniversities.com/system-strengthrankings/2016>
- 70 THE 2016-2017. URL: <https://www.timeshighereducation.com/student/bestuniversities/best-universities-france>
- 71 THE 2016-2017. URL: <https://www.timeshighereducation.com/student/news/bestuniversities-graduate-jobs-global-university-employability-ranking-2016>
- 72 QS 2016. URL: <https://www.topuniversities.com/system-strengthrankings/2016>
- 73 Klyachko T.L., Mau V.A. Budushchee universitetov. – M.: Izdatel'skiy dom «Delo» RANHiGS, 2015. – 64 s
- 74 Christensen C. M., Eyring H. J. The innovative university: Changing the DNA of higher education from the inside out. – John Wiley & Sons, 2011
- 75 Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI). Режим доступа: <http://www.laregion.fr/2016SRESRI>
- 76 Le livre blanc de l'enseignement supérieur et de la recherche.

- Режим доступа: <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapportspublics/174000083.pdf>
- 77 Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). – URL: <https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=15>
- 78 L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en France URL: <https://publication.enseignementsuprecherche.gouv.fr/eesr/8/1-etat-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-en-france-8.php>
- 79 L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en France URL: <http://www.enseignementsuprecherche.gouv.fr/cid115635/l-etat-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-en-france-n-10-avril-2017.html>
- 80 Investir pour l'avenir: Priorités stratégiques d'investissement et emprunt national. URL: http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piecejointe/2014/08/rapport_juppe_rocard.pdf
- 81 Préparer la France aux défis de de demain. URL: <http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piecejointe/2016/06/pia3livret.pdf>
- 82 Kazakova M.V., Sinelnikov-Murylev S. G Osobnosti nalogooblozheniya nekommercheskih organizacij v sfere nauki i obrazovaniya vo Francii/Partnerstvo Francii i Rossii: internacionalizaciya obrazovaniya, nauki, ehkonomiki: sbornik statej/ M.: Izdatel'skij dom «Delo» RANHiGS ISBN 978–5–7749–1065–6, s. 128-140.
- 83 Klimova N. V., Miheeva V. A. Problema molodezhnoj zanyatosti v kontekste nesootvetstviya rynka obrazovatel'nyh uslug i rynka truda //Politematicheskij setevoy ehlektronnyj nauchnyj zhurnal Kubanskogo gosudarstvennogo agrarnogo universiteta. – 2016. – №. 120.
- 84 Itogi vyborochnogo nablyudeniya trudoustroystva vypusknikov, poluchivshih srednee professional'noe i vysshee obrazovanie // Federal'naya sluzhba gosudarstvennoy statistiki

- URL: http://www.gks.ru/free_doc/new_site/population/trud/itog_trudoust_r/index.html
- 85 Statisticheskie dannye Ministerstva obrazovaniya i nauki Rossijskoj Federacii URL: <http://минобрнауки.рф/министерство/статистика>
- 86 Gosudarstvennaya programma Rossijskoj Federacii "Razvitie obrazovaniya" na 2013-2010 gg // Ministerstvo obrazovaniya i nauki RF URL: <http://xn--80abucjiibhv9a.xn--p1ai>
- 87 Opornyj universitet URL: <http://опорныйуниверситет.рф/news/166>
- 88 Arzakyana Marina, Zvereva Tat'yana. Perekrestnyj god Rossii vo Francii i Francii v Rossii. URL: <https://interaffairs.ru/jauthor/material/366>
- 89 Rossiysko-francuzskie otnosheniya. URL: <http://france.tatarstan.ru/rus/rossiysko-frantsuzskieotnosheniya.htm>
- 90 St. 4. Soglasheniya mezhdru Pravitel'stvom Rossiyskoj Federacii i Pravitel'stvom Francuzskoy Respubliki o kul'turnom sotrudnichestve ot 6 fevralya 1992 g
- 91 Federal'nyy zakon ot 29.12.2012 № 273-FZ (red. ot 02.03.2016) «Ob obrazovanii v Rossiyskoj Federacii»
- 92 CampusFrance. URL: <http://www.russie.campusfrance.org/node/5824>
- 93 Druzhim bez sanktsii! URL: <http://www.ktiho.ru/11-novosti/35-s-23-po-27-noyabrya-2015-goda-na-baze-kolledzha-tekhničeskogo-i-khudozhestvennogo-obrazovaniya-g-tolyatti-sostoitsya-vii-mezhdunarodnyj-tvorčesko-obrazovatelnyj-festival-russkiesezony>
- 94 O Frantsii po-russki. URL: <http://www.infrance.ru/education/educrussie/educ-russie.html>
- 95 Site internet officiel du Lycée français Alexandre Dumas à Moscou. URL: <http://lfm.ru/ru/>
- 96 Ernst B. Haas o funkcional'nom sotrudnichestve kak uslovii

- preodoleniya konflikta i dostizheniya politicheskoy integracii // Teoriya mezhdunarodnykh otnosheniy: Hrestomatiya / Sost., nauch. red. i komment. P. A. Cygankova. — M.: Gardariki, 2002. S. 319. 14.03.2016).
- 97 20 let sotrudnitchestva RFFI i NCNI v podderjke rossiysko-frantsuzskikh nauchnykh issledovaniy // Spetsialny vypusk jurnala Vestnik RFFI № 2, Moskva, 2016
- 98 Postanovlenie Pravitel'stva Rossiyskoy Federacii ot 15.04.2014 № 301 « Ob utverzhdenii gosudarstvennoy programmy Rossiyskoy Federacii « Razvitie nauki i tekhnologiy » na 2013–2020 gody. Rezhim dostupa: <http://minobrnauki.rf/dokumenty/4125> (data obrashcheniya: 01.04.2017)
- 99 Partenariats Hubert Curien (PHC). URL: <http://www.campusfrance.org/fr/phc>
- 100 Partenariats Hubert Curien (PHC) “Kolmogorov”. URL: <http://www.ambafrance-ru.org/PHC-ru>
- 101 L'essentiel des chiffres Clés n°10 // Campus France. Paris, Janvier 2016.
- 102 L'enseignement supérieur français par-delà des frontières: l'urgence d'une stratégie // Rapport France Stratégie. Paris, Septembre 2016.
- 103 Innovatsii v Rossii. Tekhnologuitcheskie platformy. URL: <http://innovation.gov.ru/ru/taxonomy/term/2331>
- 104 France Europe 2020: A Strategic agenda for research, technology and innovation 2014 // Ministry of Higher Education and Research. Paris, May 2013.
- 105 Esina I.L., Stepanenkova N.M., Agafonova E.E. Formy i mekhanizmy integratsii nauki, obrazovaniya i biznes-soobshchestva v usloviakh innovatsionnogo obnovleniya regionalnoi ekonomiki // Kreativnaia ekonomika – 2015 – Tom 9 – № 12. – p. 1491-1508. URL: <https://bgscience.ru/lib/34573/>
- 106 Maksimova E.N. Mekhanizm vzaimodaistviya vyzhikh utchebnykh zavedeniy i promychlennykh predpriyatiy regiona.

- <http://www.vipstd.ru/nauteh/index.php/---ep12-03/432-a>
- 107 Rossiya i Franciya budut sotrudnichat' v oblasti sblizheniya nauki i vysshego obrazovaniya. URL: <https://минобрнауки.рф/новости/5837>
- 108 Institute of International Education website: Global Flow of Tertiary-Level Students URL: <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/international-studentflow-viz.aspx>
- 109 Mapping mobility in European higher education Volume II: Case studies / Eds. Ulrich Teichler, Irina Ferencz and Bernd Wächter / A study produced for the Directorate General for Education and Culture (DG EAC) of the European Commission / Brussels, June 2011, p. 160
- 110 Siulkova N.V. Programmy dvoynykh diplomov mezhdu universitetami Frantsii i Rossii: problemy i perspektivy / Partnerstvo Frantsii i Rossii: internatsionalizatsia obrazovaniya, nauki, ekonomiki. Sbornik statey pod obtschey redaktsiey Kranovoy G.A. i Ponomarenko E.V., M. Izdatelstvo "Delo", 2015, p.93-94
- 111 Oganesyanyan A. A. Novye formy interaktivnogo vzaimodeystviya: razvitie sotrudnichestva mezhdu rossiyskimi i francuzskimi universitetami//Partnerstvo Francii i Rossii: internacionalizaciya obrazovaniya i nauki, rol' i vozmozhnosti russkogo yazyka. Vypusk 2. Sbornik statey pod obshchey redakciey E. V. Ponomarenko — M.: Izdatel'stvo Delo, 2017. s. 158–174
- 112 URL: conflicts.org

«LA RUSSIE ET LA FRANCE DANS L'ESPACE MONDIAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR »

Le rapport (présenté comme 'livre blanc') évalue l'état actuel de la coopération entre la Russie et la France dans le domaine de l'enseignement supérieur, passe en revue les perspectives de son élargissement, analyse les facteurs-clés qui influencent le développement du marché mondial des services de l'enseignement supérieur, identifie des formes innovantes de l'enseignement supérieur et les modèles principaux de coopération des universités en réseau dans le monde. Pour cela, les meilleures pratiques de mise en oeuvre de la coopération en réseau et des facteurs de son efficacité, y compris la législation et les solutions en matière de gestion, sont étudiées, et des instruments qui favorisent l'élargissement de la coopération en réseau des établissements d'enseignement supérieur en Russie et la croissance du nombre des programmes d'études communs sont développés. Le rapport a également identifié les tendances du développement de nouveaux modèles universitaires en France et en Russie et a engagé une analyse comparative des réformes du système d'enseignement supérieur et de recherche dans les deux pays. Ce rapport propose des recommandations concrètes de nature institutionnelle et économique pour les universités russes qui sont intéressées au développement de la coopération avec les universités françaises.

Ce livre blanc peut être utilisé pour le développement de la coopération internationale dans le domaine de l'éducation, ainsi que par toute personne intéressée poursuivant des objectifs liés à la recherche ou à l'éducation (enseignement supérieur).

Auteurs:

Igor Bartsits (directeur du projet, éditeur général), Elena Ponomarenko (directeur scientifique de l'ouvrage), Kirill Bykov, Alexandre Bystriakov, Frédérique Vidal, Gulnara Krasnova, Stéphane Ngô-Maï, Ani Oganesyanyan, Oleg Curbatov, Virginie Oddo, Chivleta Tagurova.

ISBN: 9791033170273

